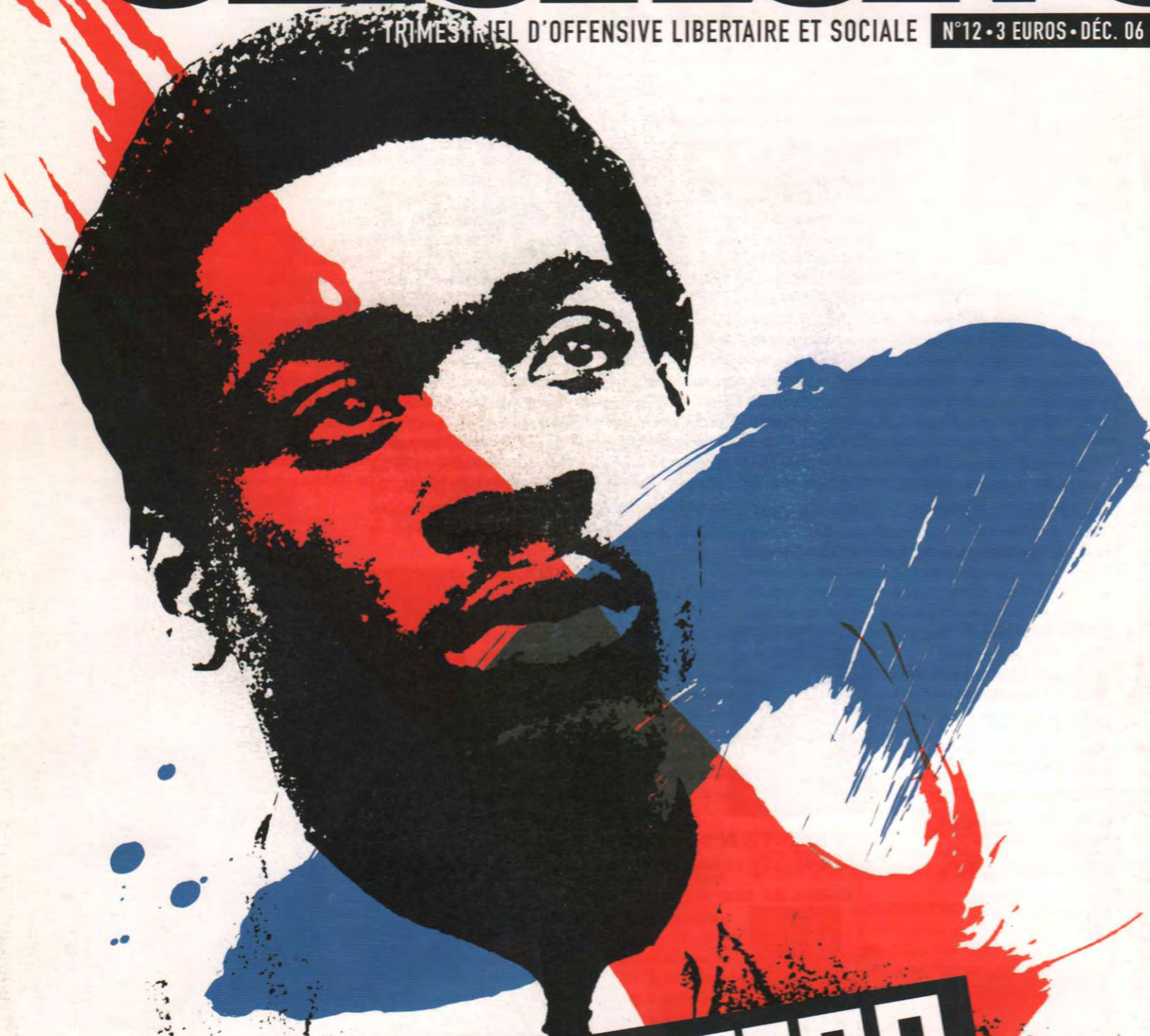
offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°12 • 3 EUROS • DÉC. 06



INTÉGRATION

ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

MATÉRIEL

Vous pouvez commander les autocollants
1 euro les 10
7 euros les 100
en nous écrivant à OLS, 21ter, rue Voltaire 75011 Paris
chèque à l'ordre de Spipasso

RÉUNION

La prochaine réunion de préparation du journal **Offensive** se tiendra à Paris le samedi 20 janvier 2007. Si vous souhaitez nous y rencontrer, contactez le groupe local.

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

1. **Indépendance**
2. **Fédéralisme**
3. **Assembléisme**
4. **Anti-autoritarisme**
5. **Rupture**
6. **Appui mutuel**

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de «passer» d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissons pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social**, **les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique…), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre «**l'alternative**».

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS

3 euros (+ 0,5 euros) par exemplaire, chèque à l'ordre de Spipasso, avec vos coordonnées à envoyer à :
OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

OFFENSIVE N°1

•Dossier **POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION**

OFFENSIVE N°2

•Dossier **LA GRÈVE À RÉINVENTER**

OFFENSIVE N°3

•Dossier **L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE**

OFFENSIVE N°4 ÉPUISÉ

•Dossier **GENRE ET SEXUALITÉ**

OFFENSIVE N°5

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **AU SERVICE DU PUBLIC**

OFFENSIVE N°6

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **HOMO PUBLICITUS**

OFFENSIVE N°7

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES**

OFFENSIVE N°8

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **LIBÉREZ LES ENFANTS !**

OFFENSIVE N°9

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE**

OFFENSIVE N°10

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE**

OFFENSIVE N°11

trimestriel | 44 p. | 3 euros

•Dossier **ON HAÎT LES CHAMPIONS**

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
06 62 75 28 46 ols@no-log.org.
http://offensive.samizdat.net

LES GROUPES DE L'OLS
OLS Paris 21ter, rue Voltaire
75011 Paris
ols.paris@no-log.org
OLS Chiapacans Marseille
c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

EN CONTACT
Var c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat 13001 Marseille
Toulouse 06 62 75 28 46
Caen matierebrute@yahoo.fr

Offensive Libertaire et Sociale est membre de **Solidarité Internationale Libertaire (SIL)**.

Offensive sonore
émission de l'OLS
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (sur Paris)

En alternance avec l'émission anarcho-écolo **La Grenouille noire**, le vendredi tous les quinze jours **de 21h à 22h30**, OLS-Paris diffuse son émission consacrée aux luttes et interviews de militant-e-s et chercheur-se-s engagé-e-s sur les ondes de Radio Libertaire.

Edité par **Spipasso**
Imprimeur **IMB, 7 rue Résistance 14400 Bayeux**
Directrice de publication **Caroline SECHAN**
Commission paritaire **0406 P 11461**
ISSN **1771-1037**
Diffusion
Co-errances,
45, rue d'Aubervilliers,
75018 Paris,
www.co-errances.org
contact@co-errances.org

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- «neutralité» de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Combattre la précarité ensemble 6-7
S'autogérer, de l'impossible au possible 8-9
Paysages du sexisme ordinaire 10-11
Bienvenue dans une monde de mouchards... 12

DOSSIER

Intégration, entre mise au pas et apartheid social

L'intégration entre mise au pas et apartheid social **14-16**

Du registre à la puce **17**

Nous ne sommes pas que de passage **18-19**

L'idéologie multiculturaliste **20-22**

Le mythe de l'intégration **23-25**

La fin du nomadisme **26-27**

Soutenir les sans-papiers et être révolutionnaire **28-29**

Foutre le souk, exister **30-31**

Horizons
La révolte d'Attica 32-34
En bref ailleurs 35

Entretien
La révolte luddite 36-39

Contre-culture
Livres 40-41
Musique 42
Arts vivants-ciné 43

Dossier du prochain numéro d'**offensive** réalisé en commun avec **Courant alternatif**

Révolutionnaire aujourd'hui

à paraître fin février 2006

Édito

Offensive est publiée par une organisation politique, Offensive libertaire et sociale. Ses membres sont impliqués localement et hexagonalement dans des luttes sociales. Tous les trois mois, comme lors de notre dernière réunion à Marseille, nous nous retrouvons pour faire le point sur les sujets chauds, mais aussi sur les perspectives et initiatives à suggérer.

Ces coordinations sont l'occasion de longues discussions sur nos engagements militants respectifs. On se tient au courant des situations politiques et sociales des régions d'où nous venons, des gens ou collectifs avec qui nous nous associons, des tactiques et stratégies développées dans les luttes...

Ensuite, les coordinations servent à préparer les prochains numéros de la revue. Nous prenons alors le temps de faire un retour critique sur le dernier numéro paru : nos critiques, mais aussi celles que nous avons recueillies des lecteurs et lectrices.

Enfin, nous abordons le prochain numéro, et plus particulièrement le dossier central. Ces dossiers sont l'occasion d'approfondir un thème sur lequel les militant-e-s de l'OLS sont investi-e-s... aux côtés d'autres, bien entendu. La réflexion autour du contenu des dossiers est l'occasion d'ouvrir le cadre de nos coordinations aux camarades avec qui nous partageons des visées rebelles.

Ainsi, à Marseille, nous avons discuté « à bâtons rompus » sur la question de « l'assembléisme ». Quelles sont les modalités pour faire vivre la démocratie directe dans les mouvements et les espaces alternatifs ? Comment éviter la confiscation de la communication par les mécanismes de prise de pouvoir, de mainmise sur l'autonomie individuelle et collective ? Ces questions ont été traitées au regard d'expériences historiques, d'autres vécues, certaines en train de se vivre.

La coordination marseillaise s'est achevée par une discussion autour du dossier que livre Offensive ce trimestre, afin de peaufiner au maximum le contenu et la forme.

Si vous souhaitez participer à **Offensive**, la prochaine coordination se tiendra fin janvier à Paris. N'hésitez par à prendre contact avec le groupe Paris pour plus de renseignements.

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°_____.

Abonnement (12 euros) ☐ Abonnement de soutien (25 euros) ☐
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (20 euros) ☐
Abonnement à vie (10 euros/trimestre) ☐
(voir document demande de virement permanent à droite)

nom, prénom

adresse

mail téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**

Offensive a besoin de votre soutien sur le long terme, cela peut s'effectuer en opérant à une

DEMANDE DE VIREMENT PERMANENT

Document à renvoyer à votre banque en y joignant votre RIB.

Je vous prie de bien vouloir effectuer de mon compte bancaire vers le compte de Spipasso (éditeur de la revue Offensive), un virement trimestriel de 10 euros, le _____ de chaque trimestre, et ce à compter du _____ 2006,

au profit de Spipasso,

Etablisst	Guichet	n° Compte	Clé RIP
300041	00001	2884925U020	74

IBAN FR 96 30041 00001 2884925U020
BIC PSSTFRPPPAR

domicilié à
Chèques postaux de Paris
18, rue des favorites 75900 Paris Chèques

Fait le , à

Signature

Renvoyez nous le bulletin d'abonnement avec vos coordonnées.

en bref ici

ADN LE FICHAGE GÉNÉRALISÉ

«JE REFUSE LA SOCIÉTÉ DE FLICAGE», a déclaré Benjamin, militant anti-OGM, lors de son procès pour refus de prélèvement ADN, en août dernier. «*Je veux attaquer le fait que l'État détermine lui-même qui est un délinquant et qui est un bon citoyen sans l'aide de la justice, parce qu'il suffit d'un officier de police judiciaire pour faire un prélèvement*», a-t-il poursuivi. 500 euros d'amende ont été requis contre lui. **En tant que libertaires, cela fait longtemps que nous n'avons plus d'illusion sur une quelconque impartialité de la justice.** Et, si ici, l'État choisit de criminaliser un activiste, nous sommes loin de la simple volonté de ficher des acteurs et actrices du mouvement social. Pour qu'un fichier soit efficient, il faut que le fichage soit généralisé et massif. La volonté affichée est l'anticipation des risques, mais la réalité est belle et bien l'optimisation du contrôle et de la répression. On peut, avec un fichier bien fourni, retrouver un-e suspect-e grâce à son ADN, trouvée sur le lieu du délit et ce, même si il ou elle n'est pas fiché-e [1]. Pour l'État, les magistrat-e-s, les gendarmes et autres policier-e-s doivent ficher à tour de bras : du faucheur d'autoradio au faucheur d'OGM.

1. Un exemple éloquent en Angleterre dans l'article très complet paru dans *L'Envolée* en juin 2005, supplément au numéro 14, « L'ADN et ses "victimes" ».

LE COLLECTIF ANTI-HIÉRARCHIE

DES ENSEIGNANTS ont décidé de refonder le Collectif anti-hiérarchie, sous le mot d'ordre « L'inspection n'est pas obligatoire ! ». Une brochure a déjà été publiée : **www.abasleschefs.org** ou **contact@abasleschefs.org**

LIDL ET LA SÉCURITÉ

À CALAIS, le supermarché Lidl situé près du port refuse de laisser entrer les groupes de migrant-e-s qui tentent de rejoindre la Grande-Bretagne dans le but de **«réduire le sentiment d'insécurité du personnel et des clients»**. Bel exemple de solidarité !

VIVE L'EXPLOSION...

LA FLÈCHE PRODUCTION a lancé une souscription pour sortir le film **L'Explosion**, un voyage ouvrier dans le nucléaire français. Ce documentaire reviendra sur la rencontre de deux mouvements dans les années quatre-vingt. D'un côté, **les antinucléaires qui luttent depuis des années contre l'implantation d'une centrale à Chooz (Ardennes)**. De l'autre, les ouvriers d'une fonderie destinés à travailler dans la centrale suite à la fermeture de leur usine.

Vous pouvez précommander le DVD au prix de 15 euros auprès de La Flèche Production, 30 rue de la course, 67000 Strasbourg (chèque à l'ordre de La Flèche Production). www.laflecheproduction.com

LE FÉMINISME EN FÊTE

LA LADYFEST est une plate-forme pour une culture féministe, queer et transgenre. Elle vise à créer des espaces libres pour non seulement s'amuser mais aussi rendre visibles les différentes formes d'oppression dues aux systèmes raciste, capitaliste, à l'homophobie et à la lesbophobie.

La 1re Ladyfest a vu le jour aux États-Unis en 2000 et a essaimé à travers le monde, et ce jusqu'à Toulouse. En septembre dernier, les militant-e-s toulousaines à l'origine de la manifestation avaient prévu des espaces mixtes (concerts, projections) et des espaces non mixtes (ateliers réservés aux femmes, queers et transgenres). Dans la liste des activités proposées, on notera les ateliers self-défense, électricité, théâtre de rue, répondre aux insultes et charpenterie. Il y en avait vraiment pour tous les goûts.

www.ladyfestoulouse.org
www.ladyfestwien.org/ladyfest05_fra.html

300 MANIFESTANTS À LENS

DANS LE DERNIER NUMÉRO d'Offensive, nous mettions en avant l'idée que le sport pouvait prendre la place de l'engagement politique. Récemment, la cité ouvrière de Lens a vu ses rues investies par 300 personnes contre l'utilisation du stade par l'équipe voisine de Lille. **Quelques semaines auparavant, aucun n'avait manifesté contre la location du stade aux Témoins de Jéhovah !!**

LE GHETTO, NATURELLEMENT

L'OBJECTIF DU JEU vidéo **City Life** est de gérer une ville. Or, pour gagner, la meilleure tactique est de créer des ghettos : « Il s'agira donc de créer des quartiers différents pour les uns et pour les autres, pour que chaque communauté vive tranquillement. Tentez un melting pot et vous vous exposerez à des débordements pouvant aller jusqu'aux émeutes». **Bref, cela nous rappelle que la société de consommation reste un des vecteurs principal de l'idéologie libérale.** La notice n'indique pas qui du PS ou de l'UMP est le meilleur... mais ne doutons pas que la partie sera serrée.

NE PAS POLLUER TROP PRÈS...

LES PESTICIDES sont une des causes majeures de la pollution des eaux. L'État français, soucieux de faire croire à une politique écologiste, a décidé d'interdire **l'épandage des pesticides à moins de 5 mètres des cours d'eau** !!! « La maison brûle», disait un Chirac poète à propos de la planète, en 2002. Mais ce qu'il n'avait pas dit, c'est que, pour éteindre l'incendie, il avait décider d'arroser la lune !

TOULOUSE N'AIME PAS LES PAUVRES

LA MAIRIE DE TOULOUSE vient de créer **une brigade antimarginalité** (sic). Cette brigade sera chargée de « nettoyer » de ses marginaux et de faire respecter les nouveaux arrêtés contre la mendicité agressive, qui interdit notamment le camping sauvage dans les espaces verts. Pour le Collectif SDF, la volonté de la mairie est «tout simplement de bouter les gens qui gênent hors de la ville».

VÉLO INTERDIT PENDANT LA JOURNÉE SANS VOITURE!

LA VÉLORUTION comptait sur la journée sans voiture, fin septembre, pour mettre en avant la pratique du vélo. Mais finalement, après avoir tourné en rond autour du rond point de l'Arc de Triomphe, à Paris, une cinquantaine de personnes sont appréhendées par les forces de l'ordre. À défaut de vélo, les manifestants obtiennent une ligne de bus gratuite entre la Place de l'Étoile et le commissariat. Bref, la journée sans voiture, ce n'est pas fait pour les cyclistes! **www.velorution.org**

SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS-EUSES

EXTRAIT d'un tract des agents de l'ANPE du Tarn syndiqués à SUD:
« Notre métier, c'est en priorité d'aider les demandeurs d'emploi à trouver du travail, [...] Or **IL N'Y A PAS D'EMPLOI POUR TOUS.**
[...] Nous, agents de l'ANPE, déclarons ne pas vouloir nuire, de quelque façon que ce soit, à des gens blessés par la privation d'emploi et de revenu.
[...] Nous proposerons mais n'imposerons pas les prestations.
Nous ne mettrons pas de force les chômeurs dans des petites cases.
Nous n'utiliserons pas le chantage à la radiation.
Nous refusons d'être désignés nommément à la colère des chômeurs.
Nous refusons d'être une police sociale conditionnée à la répression au détriment de notre mission de service public de conseil à l'emploi. [...] Nous refusons de contribuer à la production de chiffres falsifiés, fausses offres et faux entretiens, et nous choisissons de recentrer nos pratiques professionnelles sur l'aide à nos usagers dans le respect de leurs droits de citoyens ».

LE BEAU TEMPS DES COLONIES

VOUS AVIEZ PEUR qu'on oublie cette période bénie, ne vous inquiétez pas, Milan Music est là pour vous la rappeler avec la compilation « Le Beau Temps des colonies ». Des paroles évocatrices: « Viens dans la casbah, et culbute-la, ta jolie Fatma! » (extrait de « Abd el Kader, marche triomphale du centenaire de la conquête de l'Algérie »). Une pochette caricaturale: le beau tirailleur sénégalais de Banania qui sourit béatement. Un propos révisionniste: comparer l'immigration africaine et le colonialisme européen, il fallait oser. Le PDG de Milan Music nous promet que c'est du second degré et que son but était de restituer l'ambiance de l'époque s'entend...
À quand une compilation des plus beaux chants nazis, pour restituer l'ambiance de l'époque, s'entend.

OFFENSIVE SONORE

Sortie d'un Cd d'émissions en MP3 d'entretiens extraits de l'émission radiophonique « Offensive Sonore » réalisée par les membres d'Offensive libertaire et sociale (OLS). 2006 | 21h07

- **Biométrie**, Collectif de soutien aux inculpé-e-s de Gif-sur-Yvette, 1h32
- **Critique du sport**, Jean-Marie Brohm, 1h27
- **Critique radicale de la télévision**, Offensive libertaire et sociale, 0h23
- **De la gratuité**, Jean-Louis Sagot-Duvauroux, 1h22
- **La Françafrique**, François-Xavier Verschave, 1h34
- **La grève aujourd'hui**, Guy Groux, 1h08
- **La révolte luddite**, Celia Izoard, 1h03
- **L'Adunata, journal anarchiste italien aux États-Unis**, Aurélie Puybonnieux, 1h24
- **Le grand bond en arrière**, Serge Halimi, 1h22
- **Le multiculturalisme, entre fascisme et libéralisme**, Fabien Ollier, 0h58
- **L'enfance**, Catherine Baker, 1h09
- **L'idéologie publicitaire**, François Brune, 1h00
- **Michel Foucault**, Matthieu Potte-Bonneville, 1h25
- **Pas d'accord pour le Paris-Dakar**, Collectif Anti-JO, 1h12
- **Pour en finir avec le sexisme**, Guillaume Carnino, 1h14
- **RAF, guérilla urbaine en Europe occidentale**, Anne Steiner et Loïc Debray, 1h25
- **Science et pouvoirs**, Isabelle Stengers, 1h30

Ces émissions sont en format MP3. **Elles sont prévues pour être écoutées sur un ordinateur ou certains lecteurs spécifiques.**
Vous pouvez le commander au tarif de **5 euros + 0,50 euros de frais de port** en nous envoyant vos coordonnées à: **OLS, 21ter, rue Voltaire, 75 011 Paris**

UN DRONE POUR LES BANLIEUES

LE 11 SEPTEMBRE, date ô combien symbolique, un nouveau drone a fait son apparition. La police de Seine-Saint-Denis l'aurait expérimenté, bien que le commandement militaire démente formellement.

DE L'ARGENT POUR LA GUERRE... DE CLASSE

POUR LA DEUXIÈME FOIS en 15 ans, nos soldats ont sorti leurs chars Leclerc au Liban. Toutefois, attention à ne pas les casser. En effet, leur présence n'est que publicitaire: la topographie du Liban rend les engins complètement inutiles. Alors que l'armée française sortait 14 chars d'une valeur totale de 100 millions d'euros, le gouvernement criait au scandale contre 2000 fraudeurs de la Caisse d'allocations familiales qui se sont partagés le modique butin de 21 millions d'euros! La guerre sociale coûte moins chère à l'État que la guerre militaire!

QUILOMBO MET LA RÉVOLUTION EN CATALOGUE

LE NOUVEAU CATALOGUE 2007 de la librairie Quilombo est paru début novembre. Peu à peu, ce catalogue de 64 pages s'installe comme une référence pour tous les amoureux de littérature révolutionnaire et subversive, mais aussi comme un outil militant indispensable. Cette année, le document a encore épaissi de seize pages présentant les dernières publications mais intégrant aussi des œuvres incontournables plus anciennes.
N'hésitez pas à prendre connaissance de ce catalogue soit en le commandant ou en vous rendant directement au 23 rue voltaire 75011 Paris. Ou alors par internet: www.librairie-quilombo.org ou quilombo@globenet.org

en bref

analyse AU TRAVERS D'UN RETOUR SUR L'ATTITUDE DES SALARIÉ-E-S AU MOMENT DU MOUVEMENT «ANTI-CPE», EST ICI ABORDÉE LA QUESTION D'UNE NÉCESSAIRE UNITÉ DE CLASSE POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ.

Combattre la précarité ensemble

A LIRE

La question sociale
Revue libertaire de réflexion et de combat
3 numéros parus, 7 eur.
145, rue Amelot
75011 Paris,
www.laquestion sociale.org

LE MOUVEMENT CONTRE LE CPE a-t-il engagé la bataille contre la précarité salariale ? Bien des spécialistes en radicalité nous ont expliqué que non, que les étudiant-e-s et lycéen-ne-s se sont battu-e-s essentiellement pour eux-mêmes, abandonnant à leur sort les plus mal loti-e-s qu'eux, celles et ceux, notamment, qui vont devoir en passer par le CNE pour accéder aux joies du travail salarié. Je ne me joindrai pas à ce chœur-là : mesurer un mouvement à la seule aune de ses «victoires» ou de ses «échecs», c'est ignorer tout ce qu'il peut avoir produit dans son temps de vie, et tout ce qu'il laisse comme traces dans les esprits. Or, ce mouvement a été par bien des aspects exemplaire des potentialités d'une vraie dynamique de mouvement. Il a d'abord su créer les conditions de son existence par le blocage, puis gagner peu à peu en ampleur, résister aux tentatives d'étouffement et d'enterrement et, surtout, il s'est progressivement radicalisé – dans les discours et dans les méthodes d'action – au rythme, étonnamment rapide, de la prise de conscience collective du cadre général dans lequel s'inscrivait la mesure particulière qui l'a déclenché – au point que le caractère partiel de la victoire a laissé un profond goût d'inachevé dans les cœurs des plus engagé-e-s. Et puis, il a fait trembler le pouvoir, faisant percevoir à toutes et tous, en France et à l'étranger, que, sous l'apparence de paix sociale consensuelle entretenue par les médias, un profond *dissensus* continue à couver et à grandir : non seulement le règne du capitalisme n'est plus si désirable ni si désiré, ce que l'on commençait à savoir, mais n'est peut-être pas aussi inébranlable qu'«on» veut nous le faire croire.

photo : O. Aubert/1D-photo

FAIBLE COMBATIVITÉ DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

Cela étant dit, je voudrais m'arrêter sur un point qui incite moins à l'enthousiasme, à savoir sur ce que ce mouvement a montré du niveau de combativité du monde du travail. Pris dans son ensemble, celui-ci était en effet directement concerné par l'enjeu de cette lutte, même s'il n'en était pas cette fois le moteur. Plus directement même que dans les mouvements antérieurs d'ampleur similaire, 1995 et 2003. L'enjeu, en effet, n'était plus la préservation d'un système de protection sociale progressivement et partiellement remis en cause par la classe dirigeante d'aujourd'hui après qu'il eut été conçu, négocié et perfectionné par celle d'hier, mais une mesure représentant un pas décisif dans la direction d'une exigence jugée essentielle par le patronat d'aujourd'hui dans un contexte de compétition capitaliste mondialisée : la liberté de se défaire sans difficulté et sans frais du lien salarial. Les premier-e-s visé-e-s et les premier-e-s à partir au front n'étaient plus, comme en 1995 ou 2003, les salarié-e-s du public, dégagé-e-s du risque de licenciement mais engagé-e-s dans un rapport ambigu avec l'État (à la fois patron et entité que l'on entend défendre et préserver), mais les salarié-e-s destiné-e-s à entrer aujourd'hui ou demain sur le marché du travail. Derrière la mesure gouvernementale, c'était donc bien une bataille sur les limites de l'exploitation salariale qui se jouait. On peut bien sûr mettre l'accent sur la montée en puissance de la mobilisation chez les salarié-e-s, puisque ce mouvement a réussi, outre à rallier à lui une bonne partie de «l'opinion» (à en croire les sondages), à faire descendre dans la rue jusqu'à 3 millions de personnes, un chiffre jamais atteint depuis la Libération. Pourtant, ce qui frappe, c'est que – alors que

Collectif des non titulaires en Île-de-France

À LA RENTRÉE 2006, le licenciement massif et programmé des personnels non titulaires [de l'Éducation nationale] continue. [...] Depuis trois ans [...] 30000 personnes ont été «virées». Pire, ils instituent la précarité comme système de «gestion des ressources humaines» : **chômage forcé, contrats de 10 mois, retards dans le paiement des indemnités, vacations payées à l'heure sans droits sociaux, etc.** [...]

[...] L'attaque infligée aux non titulaires n'est que le prélude à un dépeçage des statuts [...]

Nous, le collectif des non titulaires, maintenons notre mobilisation pour obtenir la **TITULARISATION** de tous sans condition. La loi de titularisation Le Pors de 1983-1984 a intégré massivement les précaires au sein de la fonction publique.

Ne pas être précaire = un combat

La lutte contre la précarité = un devoir

La solidarité titulaires-non titulaires = une nécessite

Même travail, même qualification, même statut

http://cdnt.idf.free
cdnt.idf@gmail.com

[texte diffusé par le CDNT le 28 septembre 2006]

Le travail c'est le goulag plus la clim'

Alors que les étudiant-e-s et lycéen-ne-s n'ont cessé d'élever le niveau de l'affrontement et de radicaliser leurs formes d'action, les salarié-e-s, eux, n'ont pas dépassé le stade de la solidarité symbolique.

les étudiant-e-s et lycéen-ne-s n'ont cessé d'élever le niveau de l'affrontement et de radicaliser leurs formes d'action – les salarié-e-s, eux, n'ont pas dépassé le stade de la solidarité symbolique, celle que l'on manifeste en participant aux manifestations ou, quand on peut le faire sans trop de risque, à un mouvement de grève limité décidé au sommet. Certes, ils et elles ont participé massivement aux manifs, et le plus souvent à l'écart des cortèges syndicaux, mais la dimension familiale l'emportait alors : plus que des salarié-e-s en lutte contre une mesure qui les vise, ce que l'on voyait, c'étaient des parents inquiets du sort que l'avenir réserve à leurs enfants (mais fiers de les voir reprendre le flambeau de la lutte collective).

Pourtant, il a bien semblé à un moment donné que les conditions étaient réunies pour qu'elles et ils entrent dans la danse en s'appropriant cette lutte : en la transformant, de lutte contre une mesure de précarisation du travail frappant les nouvelles générations de salarié-e-s, en lutte contre l'ensemble des formes de précarité qui les touchent, eux-mêmes ou leurs collègues, là où ils et elles sont. Ce qui aurait permis de passer d'une logique de solidarité contre une mesure gouvernementale limitée à une logique de classe luttant pour elle-même sur un enjeu la concernant dans son ensemble. Ce saut qualitatif n'a pas été fait. Rarissimes sont les lieux – du moins, bien sûr, à en juger par les informations qui ont franchi la barrière des médias – où les salarié-e-s ont estimé le moment venu de se battre contre la précarité sur leur propre lieu de travail[1]. Les précaires sont resté-e-s des collègues frappé-e-s par la disgrâce, vis-à-vis desquel-le-s on éprouve au mieux de la compassion teintée de culpabilité. Ils-elles ne sont pas devenu-e-s membres à part entière d'une communauté de travail se sentant directement concernée par le sort qui leur est fait, consciente que celui-ci pèse sur le sort de toutes et tous en introduisant la peur dans les relations de travail, en renforçant l'arbitraire des chefs, quand ce n'est pas en tirant les salaires vers le bas.

photo : Weck/ID-photo

Faut-il aller chercher l'explication du côté des syndicats ? Certes, bien qu'ils aient cette fois eu beaucoup à gagner à montrer leur capacité de mobilisation face à un gouvernement qui prétendait les ignorer et qu'ils aient effectivement tenté, bien des témoignages l'ont montré, de mobiliser dans les entreprises où ils avaient des militant-e-s, pas plus qu'en 1995, pas plus qu'en 2003, ils ne voulaient aller au-delà d'un affrontement ritualisé et encadré, et ils se sont de ce fait refusés, une fois encore, à appeler les salarié-e-s à une grève concertée et illimitée au moment où les conditions semblaient réunies pour le tenter. Mais la conscience de leur rôle d'encadrement – donc de frein quand la lutte se radicalise – semblait bien plus partagée que dans les mouvements antérieurs, à en juger par ce qui se disait dans les assemblées générales d'université, et, vu l'expérience encore toute fraîche de 2003, elle devait l'être assez largement aussi dans le monde du travail. De plus, les acteurs et actrices du mouvement ont bien compris l'importance qu'il y avait à obtenir que les salarié-e-s s'engagent eux-mêmes activement dans la lutte par la grève, puisque, un peu partout en France, elles et ils ont pris l'initiative de lancer des appels dans ce sens directement aux portes des entreprises[2]. Ce sont donc bien les salarié-e-s eux-mêmes qui, en s'en tenant au mieux – sauf à quelques très rares exceptions – au respect des mots d'ordre syndicaux, ont montré les limites de l'engagement auquel ils et elles étaient prêt-e-s.

1. Il existe au moins un cas rapporté par les médias : la radio RFI, où 30 % des salarié-e-s sont sous statut précaire, et où « la première vraie lutte engagée par les syndicats contre la précarité » (« Libération ») s'est déclenchée en plein mouvement contre le CPE.

2. Voir par exemple les divers témoignages recueillis dans le numéro 45 (mai-juin 2006) de « Convergences révolutionnaires ».

EN FINIR AVEC LA DIVISION « STABLES »-PRÉCAIRES

La division « stables »-précaires au sein du monde du travail n'est pas une nouveauté. On peut même considérer qu'elle est un des piliers de la paix sociale capitaliste en France, où la classe dirigeante, sans doute par crainte d'affrontements majeurs, semble avoir choisi d'obtenir la souplesse du lien salarial exigée par le capital en concentrant la précarité et le chômage sur certaines franges du salariat, donc sans toucher, ou en ne touchant que très prudemment et progressivement, aux « acquis » des salarié-e-s stables. Et pourtant, sans dépassement de cette division, donc sans volonté de vaincre la peur et la frilosité qui sont la norme au quotidien, comment espérer voir un jour les salarié-e-s mettre en échec l'offensive capitaliste dirigée contre eux ?

Le mouvement contre le CPE a sans doute permis de faire un pas dans ce sens en plaçant la question de la précarité au cœur d'une mobilisation particulièrement puissante, mais beaucoup de chemin reste à faire – dans la lutte, forcément, et en commençant sur son propre lieu de travail – pour que la précarité ne soit plus seulement l'affaire des précaires, mais celle de l'ensemble de la classe reconstruisant dans une lutte commune son unité. **Nicole Thé**

analyse NON ! L'AUTOGESTION N'EST PAS QU'UNE SIMPLE UTOPIE. ELLE EST AUSSI LA RÉALITÉ D'ENTREPRISES QUI ONT DÉCIDÉ DE FAIRE AUTREMENT. MICHEL LULEK NOUS LIVRE QUELQUES ÉLÉMENTS DE SON EXPÉRIENCE À AMBIANCE BOIS, SUR LE PLATEAU DE MILLEVACHES.

S'autogérer

De l'impossible au possible

DEPUIS 18 ANS, je travaille avec 5, puis 7, puis 10, 12, 15, et maintenant 20 personnes dans une entreprise autogérée que nous avons créée en 1988 : Ambiance Bois, une scierie-raboterie qui transforme une matière première locale (le bois) pour en faire des matériaux de construction (lambris, parquets, bardages, bardeaux de toiture, etc.) et construire des maisons à ossature en bois. On pourrait dire, sans vraiment mentir, que ces matériaux ne sont que les produits dérivés d'une entreprise conçue pour produire de l'expérimentation sociale et fabriquer de l'organisation sociale.

Revenons au départ, en 1981, nous avions vingt ans. Et là, nous refaisions le monde, nous rêvions de vies riches de sens, pleines de possibles, nous échangions de grands propos, partageant, outre l'appartement, une vieille 2 CV et nos salaires de pions, le désir très fort d'organiser les années que nous avions devant nous en relative cohérence avec nos utopies d'alors. Nous sentions bien que, pour cela, tous les chemins n'étaient pas aussi pertinents les uns que les autres, et que choisir telle ou telle voie n'était pas anodin. En gros, assez manichéens, nous ne repérions que deux stratégies. La première était l'engagement politique : dresser un programme, le défendre, l'exprimer... La seconde était l'expérimentation pratique : commencer par se coltiner la réalité, agir sur nos propres vies.

1. Et Marx ne dira pas moins en 1864 : « Le travail salarié, tout aussi bien que le travail des esclaves et des serfs, n'est qu'une forme transitoire et inférieure destinée à disparaître devant le travail associé » (cité par Viard dans « Pierre Leroux et les Socialistes européens », Actes Sud, p. 24).

2. Cité par Michel Vernus dans sa biographie de Considerant (Canevas Éditeur, 1993), p. 74.

La trésorerie est assurée par un homme qui fait de la menuiserie, la comptabilité par une femme qui intervient sur les chantiers de construction.

LE CHOIX ET L'EXPÉRIMENTATION DE LA PRATIQUE

Nous avons choisi la pratique plutôt que la théorie, le faire plutôt que le dire, la transformation par le bas plutôt que la décision par le haut, la cohérence pour soi plutôt que les principes pour les autres, l'action plutôt que le discours...

Nous voulions changer le travail par rapport à la manière dont il est conduit, géré, organisé. Donc travailler autrement. Ne pas subir le travail, le choisir. Ne pas séparer tâches intellectuelles et manuelles. Ne pas avoir d'un côté des décideurs, de l'autre des exécutants. Ne pas reléguer les tâches pénibles de production à je ne sais quel sous-prolétariat, national hier, international aujourd'hui. Cela signifiait donc ne pas s'enfermer dans le salariat (« reste de servitude perpétué dans la société moderne », disait Godin[1]). Ne pas soumettre nos vies à l'impératif de la production. Ne pas confondre satisfaire des besoins et consommer sans fin. Ne pas tomber dans la course aux revenus. Ne pas rendre la planète inhabitable pour quelques gadgets de plus. Ne pas se laisser dominer par le credo économiciste de la croissance et du développement.

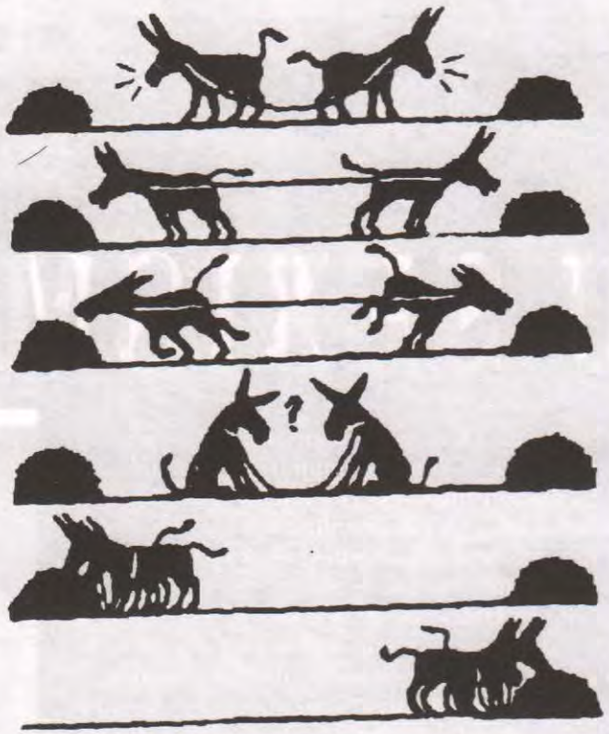
En 1984, on atterrit à Faux-la-Montagne, sur le plateau de Millevaches, parce qu'on s'y sent bien accueilli. On apprend tout – et on continuera à apprendre encore longtemps sur le tas. On rassemble de l'argent en mobilisant tout un réseau d'ami-e-s, de parent-e-s, de voisin-e-s qui constituent l'essentiel des quatre-vingt-dix actionnaires d'Ambiance Bois. On va rencontrer les élu-e-s, les chambres consulaires : on leur dit qu'on va faire une scierie – sans leur dire que ce serait « autrement ». On trouve un statut juridique qui nous convient – la SAPO, société anonyme à participation ouvrière –, si bizarre qu'il n'a pas trouvé plus de vingt-cinq amateurs depuis sa création en 1917. Ambiance Bois est enfin créée en 1988.

Et là, nous expérimentons tout ce que nous avions décidé d'expérimenter. Plus tout ce que nous n'avions pas prévu. Comment bien faire circuler l'information et décider vraiment ensemble lorsque tout le monde n'a pas forcément le même niveau d'investissement ou les mêmes motivations dans le projet ? Comment atteindre une certaine efficacité dans ce que nous faisons sans tomber dans la spécialisation des tâches ? Comment prendre en compte les désirs de chacun-e et les contraintes de l'entreprise ? Comment prendre en compte dans un fonctionnement foncièrement égalitaire les différences entre les membres de l'équipe, en termes de compétences, d'intérêts, de capacités, etc. ?

Voici quelques éléments très pratiques de notre organisation :

- la rotation des personnes sur différentes tâches, de façon à ne pas cantonner chacun-e sur un seul type de poste ;
- la double activité, qui fait que la plupart d'entre nous tra-

QUELQUES RÉALISATIONS DE LA COOPÉRATIVE



vaillent à l'atelier et au bureau : une façon d'élargir au maximum la vision que chacun a de l'entreprise. Par exemple, la trésorerie est assurée par un homme qui fait de la menuiserie. La comptabilité par une femme qui intervient régulièrement sur les chantiers de construction. Telle autre personne qui travaille à mi-temps fait de la vente ou de la facturation sur une journée, et du sciage le lendemain ;

• des temps formalisés de réunions ou de pauses qui permettent l'échange d'informations et la prise des décisions. Ainsi, chaque jour, tous les gens qui sont dans l'entreprise se retrouvent une demi-heure le matin autour d'un café, mais aussi du planning de la semaine à venir ou de quelques questions à trancher. Puis, une fois par mois, le vendredi matin, une réunion de trois heures réunit tout le monde autour de sujets qui nécessitent débat ou de décisions à prendre.

UN CONCEPT TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Ce projet autogéré serait-il l'une des petites flammes vacillantes qui, vues depuis les années soixante-dix, maintiennent en vie l'utopie autogestionnaire de ces folles années qui se traduisait dans quelques noms : Lip, Larzac, communautés, etc. L'autogestion aurait alors connu ses heures de gloire pour être ensuite balayée des esprits et des espoirs par la crise et son cortège de révisions douloureuses, qui ne furent que l'alignement passif et accepté sur les positions du libéralisme. Finis la fête, les rêves et l'ambition émancipatrice du projet autogestionnaire ! Passons aux choses sérieuses : le chômage, les évolutions économiques, la mondialisation qui ont remisé au placard ces lubies de jeunesse. Évidemment je ne dis pas que les expériences autogérées des années soixante-dix avaient répondu à toutes les questions, je ne nie pas qu'elles aient eu quelques illusions, qu'elles ne se soient pas fourvoyées dans quelques impasses, etc. Je ne crains pas de reconnaître les limites de nos propres expériences. Mais fondamentalement, il n'y a pas grand-chose à rejeter si l'on ne veut pas dans le même mouvement renier dans son fondement même le projet autogestionnaire. Le très zélé disciple de Fourier, Victor Considerant, auteur du *Manifeste de l'école sociétaire* (1841), a cette formule heureuse qui dit l'essentiel du positionnement qui me semble devoir être celui de tout projet autogestionnaire : « Nous ne proposons nullement l'application générale de notre système à la société, mais seulement l'expérience locale du système devant la société »[2]. Il ne s'agit pas d'imposer une recette mais, par la démonstration, d'ouvrir à chacun-e un champ de possibles que les discours dominants ont clos d'office.

Cette position est aussi un des fondements d'une démarche autogestionnaire. On ne décide pas l'autogestion par décret ! Aucun projet en l'espèce ne peut être mené s'il n'y a pas préalablement adhésion de ses acteurs et actrices, adhésion volontaire et libre. Il ne s'agit pas de reproduire ce qu'on refuse : décider pour les autres. Chacun doit faire le chemin qui le conduit à l'autogestion, et c'est pourquoi tout-e « autogestionnaire » est forcément « de base », comme tous les pairs avec lesquels il tente d'inscrire dans la vie ce fonctionnement révolutionnaire.

Au-delà de l'expérimentation concrète qui est notre quotidien, nous pouvons témoigner et dire que ce qu'on nous dit impossible est possible, et qu'en certains lieux, plus nombreux qu'on ne le croit, on le vit tous les jours.

Encourager ensuite l'élargissement des expériences dans de nouveaux lieux (associations, communes, services administratifs, entreprises, etc.) pourvu que les premier-e-s concerné-e-s soient d'accord pour fonctionner selon de nouvelles règles – c'est la première condition de la réussite. Et quitte à modifier les cadres dans lesquels on aimerait voir s'épanouir des fonctionnements autogérés. Oui, l'autogestion n'est peut-être – sans doute – pas possible à certaines échelles. Dès lors, plutôt que de la tortiller dans tous les sens pour la faire fonctionner dans un groupe de dix mille personnes, c'est la démesure des usines ou des bureaux qu'il faut attaquer.

L'autogestion est sans doute un peu plus compliquée à organiser, à mettre en place et à faire vivre (encore qu'une fois bien huilée elle ne demande plus les mêmes efforts) que les modalités classiques vécues dans l'entreprise. Mais l'autogestion n'est pas non plus un but inatteignable et hors de portée de la majorité des individu-e-s. Pas besoin d'avoir bac +7, pas besoin de compétences particulières, pas besoin de capital ou de diplômes, pas besoin d'avoir beaucoup plus de temps. Alors, l'autogestion ne génère finalement pas tant de complications que ça, en tout cas pas plus – et ce ne sont pas les mêmes – que toutes les organisations traditionnelles de l'entreprise : hiérarchies, pyramides, négociations, autorisations, décisions qui vous tombent sur la tête, dépossessions, impositions, réifications... Il y a de quoi craquer !

Au contraire, l'autogestion a de quoi faire rêver. Elle fait du reste si bien rêver que beaucoup de gens la confinent dans cet espace des « impossibles souhaitables » quand, pourtant, d'autres – nous en sommes – l'ont projetée dans l'espace des possibles vécus. **Michel Lulek**

A LIRE

Scions on travaillait autrement. Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré, Michel Lulek, Repas, 164 p., 2003

A VISITER

Ambiance Bois,
23340 Faux-la-Montagne
05 55 67 94 06
contact@ambiance-bois.com
www.autogestion.coop

Le REPAS pour Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires

EN 1994 se crée un réseau d'une dizaine d'entreprises où convergent des pratiques alternatives vécues au quotidien depuis de nombreuses années. L'originalité de REPAS est de réunir ses membres sur des critères de valeurs sur lesquelles chaque entreprise se fonde et se reconnaît : solidarité, autogestion, égalité, primauté de l'humain sur l'économique, utilité sociale.

L'objectif est de mieux se connaître, et pour cela se déplacer chez les un-e-s et les autres, progresser dans nos propres recherches et pratiques en les partageant, comparer, discuter, évaluer comment les un-e-s et les autres nous organisons les circuits de l'argent, la prise de responsabilité, la croissance de nos projets, etc.

www.reseaurepas.free.fr

analyse NOUS REPRODUISONS ICI UNE PARTIE DE L'EXPOSITION RÉALISÉE PAR SYLVIE TRAVAGLIANTI ET QUI FUT VISIBLE À LA LIBRAIRIE FÉMINISTE VIOLETTE AND CO (MARS 2005) ET AU BAR ALTERNATIF LA PASSERELLE (OCTOBRE 2005). LE TEXTE ACCOMPAGNANT LES PHOTOGRAPHIES ÉTANT UN RÉSUMÉ DE CELUI DE L'EXPOSITION.

PAYSAGES DU SEXISME

QU'IL ACCEPTE ou conteste les images publiques, chacun se positionne par rapport aux modèles de représentation imposés. Les rejeter n'est pas nier l'existence de ce qu'elles montrent, mais refuser que les comportements représentés soient légitimés. Qu'il s'agisse de fantasmes ou de réalité, les femmes n'ont pas à être les cibles de pulsions sadiques ou dominatrices. Leur mise en scène renforce les clichés sexistes et encourage les traitements discriminatoires.
Les images, culturellement fondatrices de notre identité sociale et individuelle, nous concernent directement : ce paysage sexiste nous imprègne et nous inclut dans son univers de bêtise et d'arrogance. La publicité occupe l'espace public de façon croissante par l'aménagement urbain qui lui est consacré.

L'expression «porno chic», adoptée à l'été 2001, désigne le phénomène par lequel Aubade ou Dior rivalisent de provocation dans leurs campagnes d'affichage.
Le corps féminin y est, par le cadrage, morcelé comme une pièce de viande, les parties prisées étant les seins, les fesses et la bouche (à condition qu'elle ne parle pas). Faut-il en déduire que le reste est bon à jeter ?
À l'approche de la saint Valentin, les publicités pour les sous-vêtements offrent – en nombre croissant chaque année – le corps des femmes en cadeau.

2003, Après un été marqué par l'annulation des festivals suite aux grèves des intermittents du spectacle, ceux-ci rencontrent les membres de Résistance à l'agression publcitaire (RAP), afin d'attaquer la publicité en tant que symbole du système économique qui signe l'arrêt de mort de la culture.

Automne 2003, bien que leurs actions soient dépourvues d'une organisation longuement préparée, des dizaines de quais et couloirs de métro sont recouverts de commentaires incisifs. Dans le Var, le groupe Tomate réalise des interventions plastiques sur les publicités.

Depuis 2001, Yvan Gradis pratique le «légitime réponse»: il organise des «barbouillages» dans Paris. Les associations RAP, «Casseurs de pub» et Paysages de France interpellent les passants pendant que l'action de recouvrement se déroule.

ORDINAIRE

Toute l'année, le même discours leur est martelé aux femmes, affublées de perles, rubans ou harnachées de cuir, elles sont l'appât de la pub afin de faire acheter cinq centimètres de tissu au prix d'un manteau. La pub Sloggi (2003) propose une double marchandisation du corps des femmes en mettant en scène la prostitution (strip-tease, etc.).

On peut remarquer que l'homme est souvent présenté comme une menace pour la femme, animé d'une intention de la tuer (étranglement, etc.). De leur côté, proies livides, inertes, les femmes sont hors d'état de réagir. Même lorsqu'il n'apparaît pas, l'homme est suggéré par son regard, auquel l'image est destinée. L'action de l'homme est de regarder tandis que celle de la femme est de rester passive.

.Les femmes sont des plateaux de tir aux couteaux ou fléchettes. Ces messages publicitaires représentent une forme d'intimidation en rappelant aux femmes que la rue n'est pas leur territoire. Le chemin pour obtenir une loi antisexiste est long et difficile. Elle seule permettrait pourtant d'avoir recours à la justice contre les abus des publicitaires. Les enjeux économiques sont cependant tels que la dignité des femmes ne pèse pas lourd en regard de ces marchés lucratifs. En novembre 2003, le ministère délégué à la Cohésion sociale et à la Parité met en place un numéro de téléphone et un e-mail[2] pour exprimer sa désapprobation, puis La Halde[3] en 2005.

Sylvie Travaglianti
Contact : regard@europe.com

1. regard@europe.com
2. 01 55 55 49 50 ou pub.sexiste@cab.parite.gouv.fr
3. Haute autorité de lutte contre les discriminations et l'exclusion

EN LUTTE

Collectif contre le publisexisme
145 rue Amelot
75011 Paris
http://ccp.samizdat.net
contrelepubli-sexisme@samizdat.net

Depuis 2005, les Déboulonneurs relaient cette action chaque dernier vendredi du mois tandis que le commando « Robert Johnson » poursuit les actions-métro.

Le 20 mai 2005, l'opération « Une Nuit » recouvre 90 panneaux 4 x 3 m d'affiches géantes réalisées préalablement par des graphistes et des antipubs.

La pub colonise notre regard et notre esprit. Son fonds de commerce est la frustration qu'elle entretient pour pousser à l'achat. Elle constitue pour les femmes qu'elle insulte un tissu cicatriciel qui sape leur moral, les discrimine et les affaiblit lorsqu'elle ne provoque pas un moteur à leur lutte.

analyse AUBAINE POUR LES CONSTRUCTEURS ÉLECTRONIQUES, LA RFID DEVRAIT CHANGER RADICALEMENT NOTRE MONDE ET RÉDUIRE CONSIDÉRABLEMENT NOS LIBERTÉS.

Bienvenue dans un monde de mouchards...

LA RFID date des années cinquante, elle est alors utilisé dans le domaine militaire: il s'agit d'identifier un sous-marin en interrogeant un système qui lui répond par un code «ok». L'identification par radio fréquence (RFID) s'est récemment développée grâce à la miniaturisation et l'augmentation de la mémoire des étiquettes dites «intelligentes» (*smart tag*).
Chaque fois qu'une étiquette est à proximité d'un lecteur, celui-ci peut lire et modifier le contenu de sa puce. Ainsi, les étiquettes RFID sont de véritables mouchards électroniques, interrogeables à distance (jusqu'à 7 mètres). Ces étiquettes sont très discrètes, elles peuvent se camoufler dans le logo d'un produit. Des imprimantes d'étiquettes RFID permettent de les dupliquer à volonté. Elle peuvent aussi se placer sous la peau d'un animal ou d'un être humain par une opération bénigne.

Un bond pour l'industrie

L'application principale de la RFID est avant tout d'ordre logistique: traçage des colis. L'inventaire d'un magasin pourra s'effectuer d'un clic de souris. L'industrie permettra l'identification, à grande échelle; 33 milliards de TAG seraient produits dans les années à venir[1].
Les bovins sont déjà «pucés». «Ont-ils mangé de la farine animale? Laquelle? À quelle heure?» Toutes ces informations peuvent être stockées et pourront assurer la qualité, voire l'équité, du produit.

Toujours plus loin

La suite logique de la traçabilité: étiqueter la viande humaine. «Le bon citoyen qui n'a rien à se reprocher» est dans la ligne de mire des producteurs de RFID. C'est aujourd'hui par les objets qui nous entourent que nous sommes suivis: vêtements, téléphones portables, passeports, etc. Autant d'objets qui peuvent détenir un mouchard électronique.
La *very chip* traduit le fantasme de placer une puce sous la peau de chaque être humain. Elle est déjà en service. On peut citer les premiers cobayes volontaires: un professeur d'université technophile, les branché-e-s d'une boîte espagnole, certains policiers mexicains. Mais le gouvernement des États-Unis a dû renoncer à son projet visant à mettre une puce sous la peau des clandestin-e-s. Les réticences à la RFID existent encore.

Comment nous faire avaler la pilule identifiante?

Lutter contre l'enlèvement des enfants, contre le terrorisme dans les aéroports, accélérer le don d'organe, améliorer le suivi des malades[2], quels monstres pourraient s'opposer à cela? Voilà quelques arguments qui visent à nous faire accepter l'étiquetage des êtres humains. Sans parler des applications anodines et répétitives de la RFID qui auront rapidement banalisé son utilisation.

Nous ne sommes pas des numéros!

À Wal-mart, géant de la distribution aux États-Unis, les employé-e-s et consommateurs-trices se sont opposé-e-s à l'utilisation massive de la RFID, en organisant des rassemblements de protestation au Texas et dans le New Hampshire. Cette campagne faisait écho aux campagnes de boycott lancées contre divers fabricants utilisant la RFID. Des campagnes sont faites par des employé-e-s de Wal-mart jusqu'au groupe anti-RFID en Allemagne: les résistances sont ponctuelles et parsemées, mais elles existent.
Néanmoins, le débat pourrait s'orienter vers une demande «d'éthique» dans la RFID. Déjà, la Cnil propose ses solutions techniques[3] pour améliorer la RFID. Ne nous laissons pas endormir dans ces débats qui ne seront qu'une des formes diverses que prendra la propagande pro-RFID. **Simon Flouté**

Quelques chiffres

Les ventes de lecteur RFID devraient passer d'un chiffre d'affaire de 750 millions de dollars, à 2,3 milliards de dollars en 2010.

Le marché du logiciel lié à la RFID est estimé à 192 millions de dollars en 2010, soit près de huit fois le marché d'aujourd'hui.

(source: filrfid.org)

LE GROUPE OBLOMOFF propose d'«enrayer la propagande scientiste qui se déploie lors de la "fête de la Science"». Leur tract dit notamment:

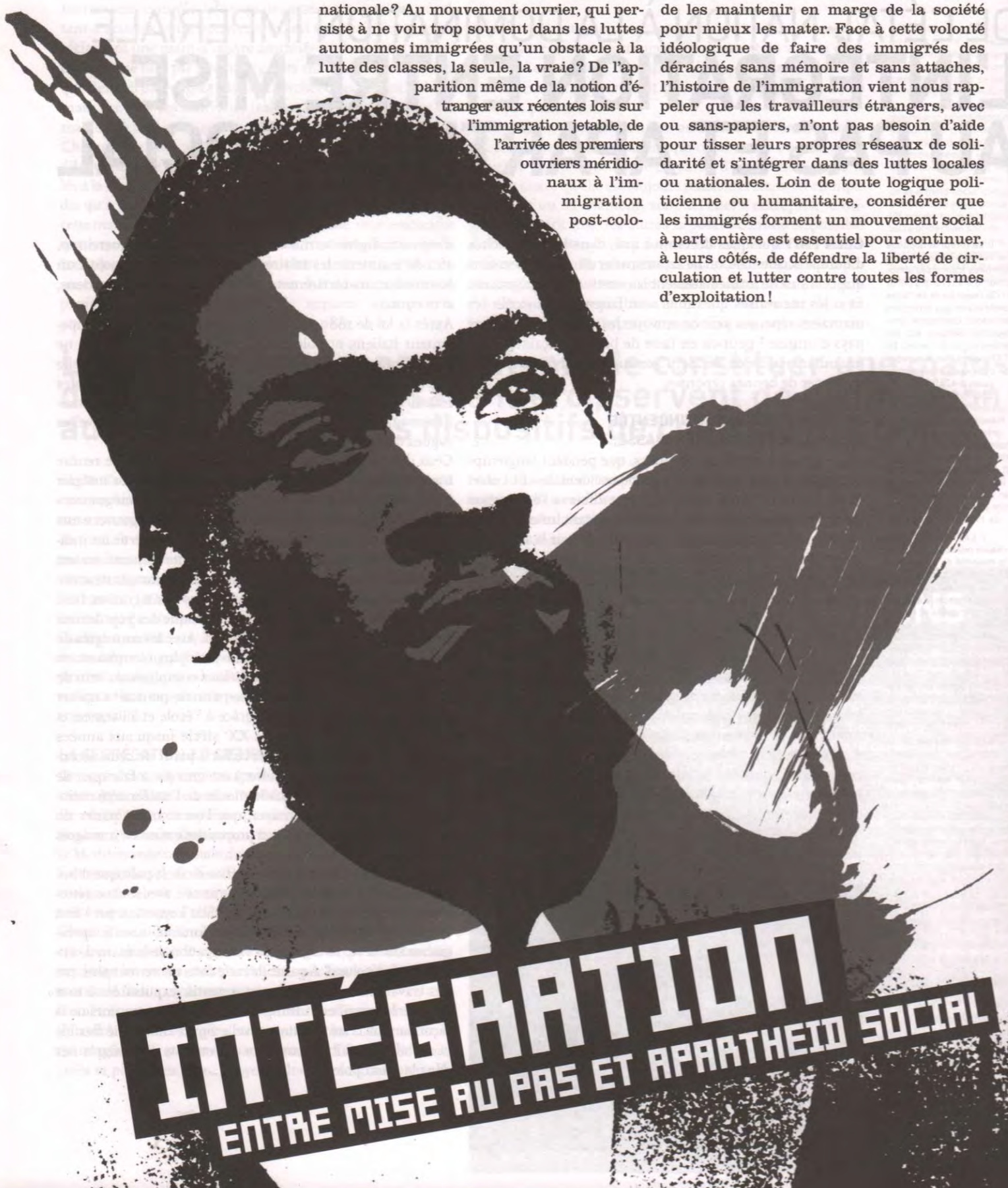
«On s'emploie activement à nous jouer "Martine au labo", [...] pour faire croire aux enfants qu'ils sont encore nourris avec des produits de la ferme, alors que tout se passe dans de sinistres hangars concentrationnaires. [...] il serait autrement plus urgent [...] de commencer par faire le bilan du rôle de la science et de ses applications depuis une cinquantaine d'années, [...]. Non seulement elles n'ont rien résolu, mais elles ont considérablement aggravé les problèmes de l'humanité, en dégradant les écosystèmes et les milieux de vie, en accentuant le contrôle social, la dépossession des individus, la transformation des êtres humains en matière vivante à gérer et à exploiter.»

Groupe Oblomoff
21ter rue Voltaire
75011 Paris
oblomoff@no-log.org

1. «Selon la société d'études de marché In-Stat, la production de tags RFID devrait être multipliée par 25 entre 2005 et 2010 pour atteindre les 33 milliards d'unité.»
2. Un don d'organe compatible sera effectué plus aisément grâce aux puces! Les informations sur la santé d'un-e malade (pouls, tension) peuvent être communiquées facilement à sa puce (sous-cutanée), qui transmettra les informations en temps réel à son médecin traitant à chaque connexion à internet.
3. La Cnil voudrait qu'il y ait toujours la possibilité d'effacer la puce. Comment? Par qui? La commission reste floue sur le sujet... http://www.cnil.fr

INTÉGRATION

ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL



LE LEITMOTIV dure depuis des décennies: « un bon immigré est un immigré intégré ». Intégré, certes, mais intégré à quoi? Au système capitaliste, qui exige du travailleur sans-papiers qu'il se laisse exploiter sans broncher? À la République française, qui redessine à loisir les frontières de l'extranéité pour mieux renforcer la cohésion nationale? Au mouvement ouvrier, qui persiste à ne voir trop souvent dans les luttes autonomes immigrées qu'un obstacle à la lutte des classes, la seule, la vraie? De l'apparition même de la notion d'étranger aux récentes lois sur l'immigration jetable, de l'arrivée des premiers ouvriers méridionaux à l'immigration post-coloniale, ce sont les mêmes mécanismes de précarisation économique, de stigmatisation raciale et d'invisibilisation politique en jeu. Le creuset républicain et son nouvel avatar, le multiculturalisme, n'ont pas tant pour but d'intégrer les étrangers, c'est-à-dire de leur permettre de s'installer et de construire librement leur existence, que de les maintenir en marge de la société pour mieux les mater. Face à cette volonté idéologique de faire des immigrés des déracinés sans mémoire et sans attaches, l'histoire de l'immigration vient nous rappeler que les travailleurs étrangers, avec ou sans-papiers, n'ont pas besoin d'aide pour tisser leurs propres réseaux de solidarité et s'intégrer dans des luttes locales ou nationales. Loin de toute logique politicienne ou humanitaire, considérer que les immigrés forment un mouvement social à part entière est essentiel pour continuer, à leurs côtés, de défendre la liberté de circulation et lutter contre toutes les formes d'exploitation!

DOSSIER

DES PREMIÈRES FORMES D'ASSIMILATION MILITARO-SCOLAIRE À LA MISE EN CONCURRENCE DE TRAVAILLEURS ATOMISÉS AU SEIN DU RÉGIME NÉO-LIBÉRAL, LE TRAITEMENT DES IMMIGRÉS A BEAUCOUP ÉVOLUÉ. AINSI, AUJOURD'HUI, LA MÉTROPOLE CAPITALISTE A REMPLACÉ L'INTÉGRATION UNIFORMISATRICE D'ANTAN PAR UN NOUVEL APARTHEID SOCIAL ET ETHNIQUE.

DE L'ÉTAT-NATION À LA DOMINATION IMPÉRIALE
L'INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

CELA FAIT quelques décennies que, dans les pays riches d'Europe occidentale, on ne saurait parler d'immigration sans que cela suscite immédiatement la question de l'intégration. Et si les mauvaises questions sont faites pour susciter les mauvaises réponses (doit-on renvoyer les immigrés dans leurs pays d'origine ? peut-on en faire de bons Français ?), il est toujours possible de décaler l'axe du questionnement pour envisager de bonnes réponses.

DE L'IMMIGRATION CONTINGENTÉE À L'ÉPOQUE DE L'OUVRIER-MASSE...

On a du mal à croire, de nos jours, que pendant longtemps l'émigration – en tout cas en Europe occidentale – fit l'objet de restrictions sévères. Ainsi, l'Italie ne « libéra » l'émigration qu'après 1880, de nouvelles restrictions étant instaurées par Mussolini. Les gouvernants craignaient de voir la force vive quitter l'espace national, et son industrie et son agriculture venir à manquer de bras... Restrictions sélectives, il est vrai ; dans les années trente, des accords gouvernementaux Italie-Allemagne expédiaient de la main-d'œuvre dans la Ruhr. Après-guerre, une série d'accords avec les gouvernements belge et français organiseront l'émigration italo-méridionale. Des dizaines de milliers de personnes, réduites à une abstraction statistique, furent ainsi embarquées de gré ou de force dans les trains : *Partano i treni, carichi da Lecce / Nelle valigie, lacrime e amarezze*. À ce moment-là, les gouvernants considéraient que l'émigration, par les rentrées de devises qu'elle entraînait, permettait d'équilibrer la balance commerciale de la nation... La France n'eut pas besoin de retenir ses nationaux : l'existence d'un empire colonial permettait d'absorber le trop-plein de l'hexagone (notamment l'Algérie, colonie de peuplement par excellence). Inversement, une circulation de la main-d'œuvre indigène se mit en place, souvent par la coercition, afin de maintenir les salaires ouvriers de la métropole à un bas niveau : ainsi arrivèrent en France les premiers Algériens, vers 1910.

Après la loi de 1889 sur les travailleurs étrangers (principalement italiens et polonais), l'immigration en France ne connut que peu de restrictions, jusqu'en 1932, date à laquelle une nouvelle loi vint poser de nouvelles limites[1]. Ce furent les trois décennies d'expansion fordiste d'après 1945 qui entraînèrent une nouvelle ouverture des frontières à des nouvelles vagues d'immigrés.

Ceux des immigrés qui prenaient racine devaient se rendre transparents, du moins leur descendance, appelée à s'intégrer à la population française. Ce « modèle français d'intégration » était en fait bien antérieur : il se forgea quand les gouvernants résolurent, dès la Révolution française, de convertir les indigènes de l'intérieur, qui, dans leur écrasante majorité, étaient tout sauf français, et ils y parvinrent grâce à la complicité active des élites locales. On ne parlait pas alors d'intégration, bien qu'il s'agisse d'intégrer à une norme unique des populations étrangères au sein même de la nation. Avec les immigrés de l'extérieur, les choses allaient s'avérer plus complexes, eu égard entre autres à l'absence d'élites complices au sein de ces foules prolétarisées. La conversion ne pourrait s'opérer qu'à la deuxième génération, grâce à l'école et à l'armée, et cela fonctionna du début du XX[e] siècle jusqu'aux années soixante-dix. Paradoxalement, ce fut à partir de cette décennie, où précisément la machine à intégrer (*i.e.* à fabriquer de bons Français, coulés dans le moule de l'uniformité nationale) commence de s'enrayer, que l'on se met à parler du « problème de l'intégration », à propos des enfants d'immigrés nord-africains.

Il n'est pas hasardeux que la fin officielle de la politique d'immigration date de 1974 : cette même année, avec le choc pétrolier, annonce le remplacement de l'État keynésien par l'État néo-libéral. La période d'expansion fordiste ouverte après-guerre s'achève. La logique de l'intégration de la main d'œuvre immigrée aussi. À partir de cette date, on ne veut plus que des travailleurs précaires, non garantis, expulsables à tout instant : le travailleur immigré clandestin incarne alors de la façon la plus criante cette nouvelle figure du salarié flexible et mobile, qui fait concurrence aux enfants d'immigrés nés dans la métropole[2].

photo : WeeK/ID-photo

1. La fureur xénophobe et antisémite des classes moyennes françaises aboutit même à interdire à partir de 1934 l'exercice de certaines professions aux étrangers (artisanat, commerce, professions libérales, etc., les métiers de cette classe). En 1935, alors que le nombre de chômeurs avait grimpé jusqu'à 425 000, la CGT défendait ouvertement les droits des travailleurs français contre les immigrés. Les grèves de 1936 changèrent la donne, 50 000 étrangers adhérant à la CGT et 400 000 l'année suivante (la moitié étant italiens et un quart polonais). Mais le Front pop n'abrogea ni la loi de 1932 ni celle de 1934.

2. Les choses sont en réalité plus complexes : si la majorité de la jeunesse d'origine africaine et nord-africaine est clairement vouée aux non-statuts de chômeur-à-vie et de travailleur précaire, une partie va réussir à constituer, notamment via l'institution universitaire, une middle class intellectuelle (dont les membres seront attirés par des tendances contradictoires par rapport à la question de l'intégration.

3. Ainsi, le simple permis de conduire n'est plus accepté depuis 15 ans par les administrations françaises comme document d'identité puisqu'il ne fait pas mention de la nationalité de son titulaire. Cela n'a l'air de rien, mais c'est le genre de petit détail qui empoisonne drôlement la vie quotidienne d'un immigré sans papiers.

4. Quelle heureuse conjecture quand, de plus, cet immigré clandestin peut être identifié à une menace terroriste, comme c'est le cas avec l'immigration arabe !

... À LA CONDAMNATION DES IMMIGRÉS À LA CLANDESTINITÉ

La population n'est évidemment rien d'autre qu'une abstraction bureaucratique. Autrement dit, qu'il s'opère par la contrainte ou par la séduction, tout déplacement de population est sous contrôle. Le temps des grandes migrations, résultant d'accords entre gouvèrnants, est terminé. Les services réclament une main-d'œuvre atomisée et flexible : et celle-ci est pourvue non par ces immigrants militairement encadrés que Renault ou Peugeot allaient chercher directement au bled, mais par tous les individus isolés qui arrivent à passer les mailles du filet policier.

Chaque jour, des autocars entiers, chargés de Roumains, d'Ukrainiens et de Polonais déguisés en touristes, sont refoulés à la frontière de la Junquera, entre France et Espagne : tandis qu'à Barcelone et à Madrid, sur les chantiers de BTP où cette main-d'œuvre de l'Est est très demandée, on n'embauche que « sans papiers ». Le contrôle aux frontières a principalement pour but de créer la clandestinité de ceux qui réussissent à passer. Les papiers ont pour but de créer des sans-papiers. La clandestinisation de certains accentue la précarisation des autres.

Et dans une implacable logique circulaire, les sans-papiers, non contents de constituer une main-d'œuvre exploitable sans merci, servent de justification au renforcement des dispositifs de contrôle policier : cartes d'identité plastifiées, puis informatisées, et finalement biométriques, la prétention étatique au contrôle absolu n'a qu'à exploiter la psychose de l'invasion[3]. La Nation se fonde par la guerre, fut-elle de basse intensité : l'autre est toujours l'ennemi potentiel[4].

Dans ces conditions, l'intégration des immigrés non seulement devient hypothétique, mais elle cesse même d'être une priorité. La logique assimilatrice et uniformisatrice de l'État-nation se voit supplantée par celle de la métropole capitaliste cosmopolite.

LA SÉGRÉGATION AU CŒUR DE L'EMPIRE

On oppose souvent le cosmopolitisme au nationalisme, le premier apparaissant comme l'antidote « vertueux » du second. En réalité, un cosmopolitisme véritable n'a jamais pu fonctionner que sous domination impériale. Ainsi, les villes de la Méditerranée orientale du temps de l'Empire ottoman, qui furent un modèle de cosmopolitisme sous le contrôle du sultan. Le modèle de l'État-nation exigeait beaucoup plus de ses ressortissants que l'obéissance fiscale due par les sujets du Grand Turc : il commandait l'égalité politique de tous les citoyens, alors que le système impérial de type ottoman hiérarchisait les communautés confessionnelles, les *dimmi* ayant moins de droits civils que les musulmans.

La métropole capitaliste est fondamentalement cosmopolite. Et, comme dans l'Empire ottoman, tous les habitants de la métropole n'ont pas les mêmes droits. Car l'égalité des droits civils et politiques entre citoyens, dont on sait combien elle est relative à cette appartenance sociale que l'État ne saurait reconnaître, se trouve compensée, du point de vue du capital, par l'existence d'une armée de réserve de travailleurs immigrés sans papiers[5] (tant qu'il y aura des papiers, il n'y en aura pas pour tous).

L'idéologie nationale survivant au marché national, toute la classe politique, tel un canard qui continue de s'agiter après avoir été décapité, continue de parler d'intégration. Les uns voulant croire qu'elle est toujours possible et citant en exemple tel sportif ou tel chanteur, voire tel chef d'entreprise, d'origine nord-africaine, les autres la posant comme impossible du fait d'un prétendu choc des civilisations. Ce dernier thème infiltre d'ailleurs les premiers, partisans de l'intégration républicaine, qui croient voir dans l'univers culturel des immigrés des éléments incompatibles avec celle-ci. Autrement dit, cette intégration devenue hypothétique du fait des nouvelles conditions sociales, se voit en plus subordonnée au fait, pour chaque immigré, de se rendre transparent.

Mais nous balaierons tout ce bla-bla d'une simple question : où donc voit-on de la civilisation dans ce monde ? Nous voyons ■■■

5. C'est d'ailleurs le fond du discours FN. Les leaders, tout comme les électeurs du Front, savent bien qu'un pays riche ne peut se passer de main-d'œuvre immigrée. Ce qu'ils voudraient, c'est que ceux-ci soient dépourvus de tout droit civil, n'aient pas accès aux dispositifs de protection sociale (Assedic, RMI, allocs familiales, logement social) : autrement dit, un apartheid social complet. D'ailleurs, le programme du FN prévoit la liquidation de toute protection sociale, l'argent agissant comme instrument de ségrégation plus efficace et moins onéreux que l'administration.

Les sans-papiers, non contents de constituer une main-d'œuvre exploitable sans merci, servent de justification au renforcement des dispositifs de contrôle policier.

CHOC DES CIVILISATIONS

Le « Choc des civilisations » titre d'un ouvrage de Samuel Huntington, publié pour la première fois aux États-Unis en 1993, soit quelques années après « La Fin de l'Histoire » de Francis Fukuyama. Là où celui-ci proclamait qu'avec la chute du Mur de Berlin, le modèle occidental était désormais le seul et qu'il n'y avait donc, littéralement, plus de conflits possibles, Huntington annonçait au contraire une nouvelle ère de conflits à l'échelle mondiale, obéissant non plus à des déterminations politiques et/ou commerciales mais culturelles. Selon lui, le conflit se jouerait entre l'Occident et le reste du monde, car seule la « civilisation » occidentale repose sur « l'individualisme, le libéralisme, la Constitution, les droits humains, l'égalité, la liberté, le règne de la loi, la démocratie, les marchés libres ». Dans cette partition, Huntington identifie principalement deux ennemis que la « civilisation » doit se préparer à affronter : le monde musulman et la Chine.

Si Fukuyama avait été conseiller de Reagan, Huntington aussi avait un CV chargé : il avait été expert en contre-insurrection au Vietnam dans l'équipe de Lyndon Johnson, puis avait dirigé l'Institut d'études stratégiques de Harvard... Son ouvrage se résume en fait à un titre qui doit prendre valeur de mot d'ordre : ce qu'il est devenu au sein des sphères dirigeantes nord-américaines puis européennes, avant d'être vulgarisé par les médias. Car désormais, ce sont les conseillers du Président américain qui s'occupent directement de définir les thèmes du débat politique. Après deux siècles de domination de l'individualisme, du libéralisme, de la Constitution, des libres marchés etc. l'espace public qui accompagna la naissance de ces républiques bourgeoises, en Amérique comme en Europe, s'est réduit aux dimensions d'un cabinet présidentiel et à ses chambres d'échos médiatiques. Et il est clair qu'à présent un espace public ne pourra se constituer que dans un dialogue avec tous ceux qui, en dehors de la « civilisation » occidentale, refusent les diktats de l'Empire.

Du racisme biologique au racisme différentialiste

Justifier l'apartheid social et le développement séparé

LE RACISME HABITUEL s'exprime, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, sur les bases pseudo-scientifiques de l'inégalité des races, avec pour apogée sa rationalisation étatique durant le troisième Reich. Il justifiait la hiérarchisation sociale sur des critères ethniques, nationaux ou religieux. L'opprobre morale jetée sur le racisme biologique dans la suite du génocide nazi a conduit l'extrême-droite à retravailler une version plus présentable de la logique de discrimination. Dès les années 1970, des groupes d'intellectuels autour du courant dit de «la Nouvelle droite» théorisent le racisme différentialiste et le racisme culturel. Le différentialisme s'exprime ainsi : les Noirs ne sont pas inférieurs mais intrinsèquement différents et à ce titre «inassimilables», telle est la justification historique de l'apartheid en Afrique du Sud qui prônait le développement séparé. Une version plus «subtile» s'appuie sur l'impossible mélange des cultures. La pirouette xénophobe, qui imbibe depuis largement le corps social de gauche à droite, tourne en dérision l'adage de l'éthique antiraciste «Tous différents, tous égaux... mais chacun chez soi». Nul doute que ce leitmotiv, qui arme la xénophobie d'État comme les discours mondains, est notablement à la source de la poursuite de la mise à l'écart des «troisièmes générations», qui n'en finissent plus d'être étrangères...

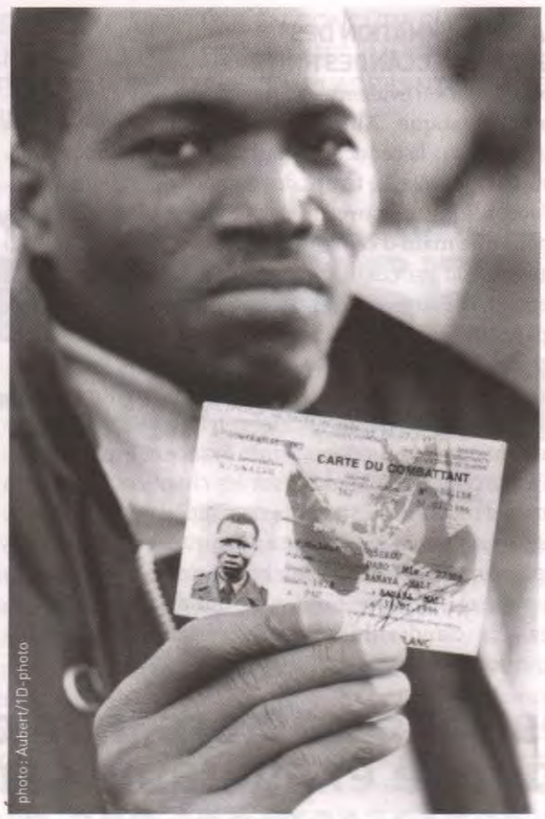


photo : Aubert/1D-photo

■■■ seulement le déchirement général engendré par cette machine de guerre qu'est le capital. Les gens qui, à Alger ou à Tirana, captent les télévisions européennes, ne reçoivent ainsi les bienfaits d'aucune civilisation. Ils se trouvent seulement attirés Des banlieues résidentielles des métropoles nord-américaines aux bidonvilles d'Afrique ou d'Asie, c'est un vaste champ de bataille qui s'étend[6]. Les immigrés viennent de pays où toutes les formes de sociabilité traditionnelles ont été détruites, et arrivent dans des pays où la seule forme de lien social est le rapport individuel à l'argent et à l'État – et où ne subsistent que des formes résiduelles ou inessentielles de relations sociales. Qu'est-ce qui fait se croiser, dans la même métropole, des gens d'origines si diverses, sinon la seule nécessité de l'argent ? «L'argent est la seule communauté», constatait déjà Marx en son temps. Autrement dit, une communauté fondée sur la concurrence, la séparation et l'isolement de tous, la négation même de la communauté. Seule cette nécessité fait que des gens aux confessions et aux idiomes différents peuvent se retrouver à cohabiter hors-sol, sur le territoire de la métropole capitaliste. La métropole ne peut donc engendrer aucune civilisation, mais la guerre de tous contre tous.

6. Il existait une civilisation en Amérique, elle a été anéantie par les armes pour laisser place à la liberté du business (les Indiens, avec leur mode d'occupation communautaire du sol, faisaient obstacle à l'appropriation privative, qui est la condition d'un développement capitaliste).

photo : Aubert/1D-photo

ÉTAT-NATION ET MONDIALISATION CAPITALISTE

Cependant, la domination impériale du capital passe encore par le truchement de l'État-nation, qui apparaît non plus comme «le» sujet politique mais comme un simple instrument de contrôle des populations. La contradiction dans laquelle nous nous trouvons ballotés est donc celle-ci : l'État-nation est monolithique et exige une appartenance exclusive, alors que la mondialisation le réduit à un simple rouage de contrôle policier, et qu'elle tend à diluer le sentiment d'appartenance national que les institutions étatiques s'employaient à inculquer aux enfants d'immigrés.

Si une nation est avant toute chose un marché intérieur, comment peut-on continuer de constituer une nation quand on a cessé d'avoir un marché intérieur ? Tel est l'angoissant dilemme qui se pose, peu ou prou, à toute la classe politique française, pour qui c'est une question de vie ou de mort... Quand la prétention de l'État-nation à la souveraineté est rabaissée au niveau du simple contrôle policier, l'idéologie jacobine, qui fait de ce système à la fois le moyen et le but de l'émancipation politique, se retrouve comme une coquille vide. Le capitalisme mondial vide l'État-nation de sa substance, pour n'en conserver que la forme, ce qui veut dire qu'à l'intégration uniformisatrice de jadis succède l'apartheid social et ethnique, avec un renforcement du contrôle policier : la répression n'étant plus intériorisée, elle se borne à ses formes extérieures. **Alessi Dell'Umbria**

DOSSIER CARTES ET PASSEPORTS SONT AUTANT DE BOUTS DE PAPIER QUI DÉTERMINENT LE DESTIN DES INDIVIDU-E-S. LEUR IMPORTANCE TRADUIT L'UNE DES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DE L'ÉTAT MODERNE: NOUS SURVEILLER, NOUS IDENTIFIER ET NOUS CONTRÔLER.

DU REGISTRE À LA PUCE
BRÈVE HISTOIRE DES PAPIERS D'IDENTITÉ

POUR S'INTÉGRER SOCIALEMENT, un individu doit impérativement posséder des papiers en règle. Ceux et celles qui ne détiennent pas les bons documents – immigré-e-s sans papiers, apatrides[1] ou encore transsexuel-le-s[2] – voient rapidement leur quotidien se changer en parcours du/de la combattant-e. Les papiers d'identité sont devenus une norme et même un gage de respectabilité, alors qu'ils ont été créés pour maîtriser les classes dangereuses. L'histoire de l'institution des papiers, c'est donc l'histoire d'une entreprise de persuasion réussie.

L'obligation de porter des documents d'identité sur soi est apparue avec la naissance de l'État moderne. Sous l'Ancien Régime, l'Église comptabilisait et classifiait la population grâce à un système d'« enregistrement des âmes » s'appuyant sur les registres. Les documents portatifs comme le « passe-port » ou le livret ouvrier sont apparus avec la volonté d'identifier les itinérants (nomades, voyageur-euse-s, étranger-e-s, etc.). Au XVIII[e] siècle, la naissance de l'État fondé sur la souveraineté du peuple implique le contrôle du territoire et des flux de population. L'administration se substitue au contrôle par la coutume. Le passeport devenu obligatoire matérialise « l'appartenance des individus à la nation en garantissant leur identité personnelle »[3]. Au cours de la III[e] République (1875-1940), l'État-Nation considère que chaque citoyen doit pouvoir être identifié « en tout temps et en tout lieu »[4] afin que les lois s'appliquent. Par ailleurs, l'apparition du train et de la voiture oblige les technologies de surveillance à évoluer. On invente alors, à la fin du XIX[e] siècle, le fichier central, outil majeur qui permet à la police d'exercer un contrôle global. Avec la bureaucratie, l'encartement obligatoire de la population française devient possible. De l'âge de la surveillance, on passe à l'âge du contrôle. Le binôme « carte-fichier » devient un moyen essentiel pour faire respecter la politique d'immigration. Le statut social d'« étranger », qui n'existait pas à proprement parler au XVIII[e] siècle[5], est institué en 1889 avec la loi sur la nationalité. La carte nationale matérialise la distinction entre nationaux et étrangers. Et l'invention de l'immigration « légale » crée du même coup... l'immigration « illégale ».

L'institution progressive des papiers d'identité a toujours été perçue comme une atteinte aux libertés. Un discours de Jacques Peuchet, député à l'Assemblée nationale, lors d'une discussion sur le passeport obligatoire, en 1791, le montre: « Il est un désordre de police d'autant plus odieux qu'il tient à tous les arts de la tyrannie et prive l'homme du premier, du plus juste de ses droits, celui de respirer l'air qui lui plaît sans demander la permission d'un maître qui peut la lui refuser: c'est celui des passeports. Les passeports sont contraires à tous les principes de justice et de raison; il n'y a que l'oubli des droits de l'homme et du citoyen qui puisse les consacrer »[6]. Plus tard, au XIX[e] siècle, l'utilisation du portrait photographique sur les documents apparaîtra comme une intolérable remise en cause des libertés individuelles.

La disparition du document écrit marque une nouvelle étape dans le contrôle administratif. Avec les puces et la biométrie, l'individu-e perd la maîtrise de sa propre identité: seules les machines sont en mesure de déchiffrer les données (à distance s'il le faut). Quand la carte à puce cédera le pas à l'implant sous-cutané, les informations sur notre vie privée ne seront plus distinctes de notre corps, mais imprimées directement dans notre chair: le comble de l'aliénation! On peut voir le « puçage » comme la forme contemporaine des marques au fer rouge imposées aux prisonniers et aux esclaves: la puce, bien qu'invisible à l'œil à nu, permet de contrôler les êtres humains comme un cheptel. Avec elle, l'individu-e deviendra totalement transparent-e. Et le but ultime de l'État: connaître tout sur tout le monde, sera enfin atteint...

L'assignation identitaire, le contrôle des déplacements des individu-e-s, la division et la hiérarchie entre populations nationale et étrangère, relèvent bien du même phénomène: le contrôle de nos vies par l'État de droit via le mécanisme implacable de l'administration. Pour une authentique égalité, pour une réelle liberté de circulation et d'installation, il ne suffit donc pas de revendiquer des papiers pour toutes et tous: il paraît indispensable de remettre en cause l'institution même des papiers d'identité et de la nationalité. Et si cela remet en cause le concept d'État-nation, alors n'hésitons pas! Nous n'avons pas besoin d'autorisation pour circuler, pour choisir notre lieu de vie! Nous n'avons pas besoin d'autorisation pour vivre! **Leila**

1. Le terme apatride désigne une personne qu'aucun État ne considère comme son ou sa ressortissant-e par l'application de sa législation. L'apatridie concerne 9 millions de personnes dans le monde. En raison des guerres et des migrations, elle est en augmentation.

2. Posséder des papiers non conformes à leur apparence, pour les personnes qui ont changé de genre, représente une galère quotidienne.

3. Gérard Noiriel, « État, nation et immigration », Gallimard (Folio).

4. Johann Gottlieb Fichte, philosophe allemand, cité par Daniel Roche, « Humeurs vagabondes », Fayard.

5. Ceux qui n'étaient pas nés dans le Royaume devaient simplement s'acquitter d'une taxe qui leur offrait le même statut que les « Français naturels », sujets du roi.

6. Cité par Gérard Noiriel.

AGIR

RESF
Le Réseau Education sans Frontières
c/o EDMP, 8 impasse Crozatier, 75012 Paris.
educsansfrontieres@free.fr.

PAPIERS D'IDENTITÉ EN FRANCE

ANCIEN RÉGIME L'extrait de baptême est le seul papier d'identité. Utilisation du « passe-port » ou du sauf-conduit pour les voyageur-euse-s.

1792 Port obligatoire du passeport pour voyager en France.
Création de l'état civil (dont sont privés d'abord protestants et juifs).

1803 Port obligatoire du livret ouvrier.

1810 Création du carnet de circulation pour les nomades.

1889 Loi sur la nationalité française. Port obligatoire pour les étrangers et les nomades d'un carnet anthropométrique (avec deux photos et les empreintes digitales des deux mains).

1940-1944 Obligation pour tout-e Français-e de plus de 16 ans de posséder une carte d'identité avec photo, empreinte digitale et, à partir de 1942, la mention « Juif » le cas échéant...

1955 La carte nationale d'identité cesse d'être obligatoire, mais sert à contrôler les Français-e-s musulman-e-s d'Algérie.

1969 Disparition du carnet anthropométrique, remplacé par le carnet de circulation et le livret de circulation.

1995 Introduction de la carte informatisée, « infalsifiable ». À cause des nouvelles procédures, des milliers de personnes nées à l'étranger perdent leur nationalité française.

Avril 2005 Lancement du projet Identité nationale électronique sécurisée (Ines) qui prévoit la création d'une carte nationale d'identité électronique (CNIE).

Avril 2006 Passeport numérique avec une puce comportant des données personnelles.

Et... 2008 Carte de séjour électronique pour les étranger-e-s.
Généralisation de la CNIE avec photo et empreintes digitales numérisées, et iris de l'œil « si nécessaire » (dixit Dominique de Villepin), obligatoire pour les plus de 12 ans et payante!

L'IMMIGRATION ITALIENNE EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS, DÉSORMAIS PRÉSENTÉE COMME UN MODÈLE D'INTÉGRATION, A POURTANT LONGTEMPS CONNU LA MÊME STIGMATISATION QUE CELLE QUI FRAPPE AUJOURD'HUI LES NOUVEAUX MIGRANTS : RACISME, VIOLENCES, INVISIBILISATION...

NOUS NE SOMMES PAS QUE
RETOUR SUR L'IMMIGRATION ITALIENNE

1922, ALABAMA – Jim Rollins, un Noir américain accusé du crime de *miscegenation*[0] finit par être acquitté par un tribunal de l'Alabama au motif que les origines siciliennes sa partenaire, Edith Labue, ne permettent pas d'établir avec certitude son appartenance à la race blanche ou à la race noire[1].

1989, Brooklyn – Par une chaude journée d'été, un jeune Noir de seize ans, Yussef Hawkins, est lynché par un groupe de jeunes blancs en plein cœur du quartier italien de Bensonhurst, parce que soupçonné de fréquenter une jeune Italienne[2].

Entre ces deux événements, quelques décennies seulement, mais des mécanismes d'assimilation assez puissants pour transformer dans l'imaginaire collectif (en premier lieu dans l'imaginaire italo-américain) l'horrible ouvrier à la peau olivâtre et au sang impur en parangon d'immigré blanc, docile et intégrable, et à faire de l'immigration italienne aux États-Unis comme en France un no man's land mémoriel. Car au-delà de l'apparente divergence entre le républicanisme à la française et le pluralisme culturel à l'américaine, les deux pays ont en commun d'avoir fait basculer en quelques générations leurs communautés italiennes de la stigmatisation à la transparence.

Les premières communautés ouvrières radicales naissent de cette immigration de masse.

ITALIAN WORKERS OF THE WORLD

« *Soltanto fattica e violenza e racismo, ma questa miseria coscienza ci da* »[3]. Tirés d'un chant populaire de l'émigration, ces quelques mots résument à eux seuls la violence à laquelle sont confrontées les premières vagues d'immigrés piémontais, sardes, siciliens ou frioulans qui s'aventurent sur des territoires mal connus dès le tournant du siècle. Jugés trop nombreux, trop bruyants, trop voyants en somme, les travailleurs qui débarquent à Ellis Island ou Marseille doivent composer avec le racisme scientifique des « Blancs » bien-pensants de l'époque, l'hostilité des travailleurs locaux qui les accusent de leur voler leur pain quotidien, le mépris des autorités qui les usent comme d'une main-d'oeuvre malléable et silencieuse. Cantonnés aux tâches les plus ingrates, accusés d'être des briseurs de grèves et de salaires, parqués dans des *little Italies* aux bâtiments insalubres, ils possèdent tous les apparats du bouc émissaire idéal, une stigmatisation qui donnera lieu à de véritables lynchages publics. À La Nouvelle-Orléans, en 1890, ils sont une dizaine, soupçonnés du meurtre d'un policier, à être massacrés par la foule. En France, Aigues-Mortes et Marseille sont le théâtre d'exécutions similaires à la même époque.

Dès lors, nombreux sont ceux parmi ces *ritals*, anciens artisans ou paysans devenus ouvriers, qui transforment cette expérience de déracinement en un terrain de lutte politique. Les premières communautés ouvrières radicales naissent précisément de cette immigration de masse et se nourrissent de la confrontation de ces deux mondes, aux trajectoires et aux visées antagonistes. Quand les pouvoirs les voudraient muets, eux choisissent de s'affirmer comme anarchistes, rebelles, internationalistes ; alors que l'utilisation de l'ethnicité devient très vite un outil de division des travailleurs pour le patronat, ils tissent des liens avec d'autres communautés immigrées (juifs, slaves, latins) pour faire exploser le cadre des luttes circonstancielles et éphémères, et se projeter dans un futur révolutionnaire. À Tampa, en Floride, des cigariers siciliens, cubains et espagnols forment ce qu'ils nomment « un bastion ouvrier de l'internationalisme et de l'anticléricalisme », terreau fertile d'une culture de lutte originale, façonnée par les grèves, les assemblées et les lectures publiques de textes révolutionnaires. Maçons, mineurs et ouvriers agricoles créent des communautés similaires et tissent ainsi un réseau de solidarité alternatif, non réductible à la simple conscience de classe. Cette solidarité passe par l'accueil des immigrés nouvellement arrivés et la création de *società di mutuo soccorso* qui se chargent d'aider financièrement les ouvriers et les artisans chômeurs ou licenciés, d'as-

0. Rapport sexuel entre Blancs et non-blancs, interdit alors par les lois de certains Etats.

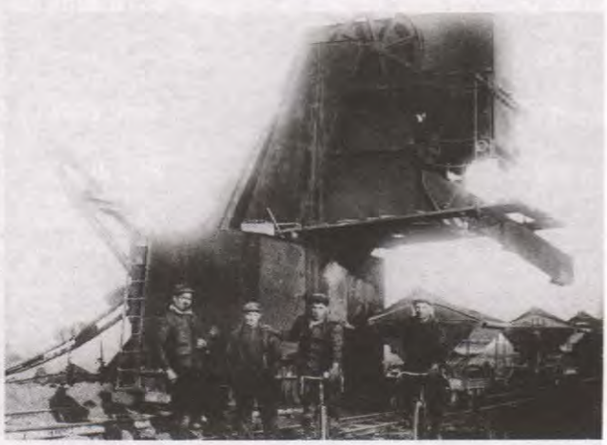
1. Voir Bénédicte Deschamps, « Le racisme anti-italien aux États-Unis », in « Exclure au nom de la race », Syllepse, 2000.

2. Voir Jennifer Guglielmo et Salvatore Salerno, « Are Italians White ? How race is made in America », Routledge, 2003.

3. « Ce n'est que fatigue, violence et racisme, mais cette misère éveille notre conscience »

4. Elizabeth Gurley Flynn, « The Rebel Girl. An Autobiography. My First Life (1906-1926) », New York, International Publishers, 1973.

5. Rudolph Vecoli, « Emigranti italiani e movimenti operai negli Usa, una riflessione personale su etnicità e classe sociale », in « Acoma » n° 5.



À GAUCHE
LE SECTEUR DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS REGROUPE UNE GRANDE DIVERSITÉ DE PROFESSIONS DANS LESQUELLES LES ITALIENS ONT OCCUPÉ UNE PLACE DE CHOIX.

À DROITE
UNE CARRIÈRE À GRIGNY QUI DONNE UNE BONNE IDÉE DU TRAVAIL DES IMMIGRANTS ITALIENS DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRE.

DE PASSAGE

sister médicalement leurs familles et de faciliter le retour au pays de ceux qui le souhaitent. Mais elle se diffuse aussi par d'autres biais, comme l'organisation de pique-niques, les séances de lecture publiques, les tournées entreprises par de petites troupes de théâtres révolutionnaires ou la création de bibliothèques gratuites. Autant d'activités qui permettront pendant longtemps à ces travailleurs de lutter de manière autonome, sans le contrôle des grandes centrales syndicales (à l'époque souvent peu concernées par le sort des immigrés), tout en combattant au sein de la communauté italienne l'influence des *prominenti*, ces notables utilisés par l'État italien et les autorités des pays d'accueil pour faire emprunter aux immigrés des chemins plus officiels.

AMNÉSIE HISTORIQUE

De cet activisme radical, peu de traces subsistent pourtant aujourd'hui en dehors des quelques études universitaires qui y ont été consacrées. Elizabeth Gurley Flynn, animatrice des Industrial Workers of the World, faisait déjà observer dans son autobiographie la difficulté à transmettre une culture étrangère, en particulier pour «les travailleurs d'origine immigrée qui utilisaient encore leur langue maternelle, tandis que leurs enfants l'écartaient trop rapidement au motif qu'elle "appartenait au vieux monde". Leurs parents étaient souvent excessivement critiques envers les coutumes américaines, ce qui ne manquait pas d'accentuer la fracture. Le concept du creuset, qui voulait que pour être américain il faillait oublier sa propre langue, ses propres traditions et sa propre culture et se modeler selon un dénominateur commun a fait que la seconde génération a regardé avec honte les modes de vie de ses parents et en a repoussé les idées»[4]. La notion d'intégration, en France comme en Amérique, suppose en effet de concevoir l'immigration comme une rupture avec une culture infériorisée, voire niée en tant que telle, plutôt que comme le prolongement et l'enrichissement d'identités mouvantes. Au-delà de la transmission ou non d'une langue et de coutumes se pose dès lors pour les fils et filles d'immigrés radicaux le double enjeu de l'appartenance ethnique et de l'appartenance politique.

L'historien Rudolph Vecoli, lui-même fils d'ouvriers italiens émigrés aux États-Unis, note à ce propos que «l'histoire de ces mouvements issus de l'immigration ouvrière a été "oubliée" par les Italo-américains – un exemple d'amnésie historique qui confirme l'observation freudienne selon laquelle l'oubli est une manière d'éviter la douleur du souvenir. Victimes de pressions héritées des mouvements racistes et de la chasse aux rouges, les italo-américains ont participé à la disparition de toute trace de radicalité dans leur propre histoire»[5]. L'intégration exige en effet de l'immigré qu'il renie sa culture d'origine dans ce qu'elle a de plus subversif pour n'en garder que les signes les plus sympathiques et les aspects les plus folkloriques. S'intégrer, ce n'est pas seulement oblitérer, génération après génération, son histoire familiale, c'est aussi étreindre un modèle social, politique et culturel présenté comme dominant. C'est, dans le cas précis des Italo-américains, mettre fin à une tradition de luttes radicales et émancipatrices fondées sur l'action directe et le refus de l'exploitation industrielle pour embrasser le rêve américain, celui d'une promotion sociale par l'effort et d'une participation politique par le vote et le lobbying communautaire. C'est remplacer la *class consciousness* par la *job consciousness*, l'hospitalité par le patriotisme, c'est assimiler l'idée que la culture du pays d'accueil est dominante au point d'en adopter le passé officiel et fantasmatique, d'en brandir l'étendard comme preuve ultime du passage de dominé à dominant. En Amérique, nombreux sont les immigrés à avoir choisi d'américaniser leur nom de famille ou d'abandonner leur nationalité italienne. En France, le dessinateur Albert(o) Uderzo se consacre à apprendre aux enfants français que leurs ancêtres les Gaulois ont longtemps résisté à l'envahisseur romain. Face à une telle réduction des imaginaires, face à des pouvoirs niant aux immigrés toute capacité à bâtir un discours politique au-delà de souvenirs jugés anecdotiques, quels espaces reste-il pour une histoire de l'immigration qui fasse sens et nourrisse les luttes actuelles ? Le travail mémoriel autour de l'immigration, européenne comme africaine ou asiatique, reste aujourd'hui un enjeu politique essentiel, mais selon Vecoli, «ni le multiculturalisme à l'américaine ni le néo-nationalisme ne nous sont d'aucune utilité dans ce travail, puisqu'ils se réfèrent tous deux à des projets politiques qui nient le droit de l'individu à l'autonomie dans le parcours formateur de sa propre identité». **Aurélie**

LE BUND ET LA QUESTION DE L'IDENTITÉ JUIVE

CRÉÉ dans la clandestinité en 1897, le Bund, mouvement juif, révolutionnaire et laïque, vise à lutter à la fois contre l'exploitation industrielle et l'antisémitisme. L'organisation, qui devient au fil des ans de plus en plus massive (elle compte environ 30 000 membres en 1910), se développe précisément à la même période que le sionisme, mais les deux mouvements développeront deux approches totalement différentes de la question de l'identité juive. **Alors que les sionistes fondent leurs espoirs sur la création d'un État juif qui réconcilierait classes possédantes et exploitées au sein de la diaspora, les bundistes œuvrent pour le déclenchement d'une révolution internationale, qui seule leur permettrait de s'émanciper à la fois socialement, nationalement et culturellement.** Taxés à tort de nationalistes par la plupart des penseurs sociaux-démocrates russes, ils refusent au contraire de voir les juifs comme d'éternels exilés, des hommes sans terre, alors qu'ils sont partie intégrante du monde existant : «Les idées internationales ne peuvent être transmises à la classe ouvrière qu'à condition d'être adaptées au langage parlé par le travailleur et dans les conditions nationales concrètes dans lesquelles il vit. Le travailleur ne saurait demeurer indifférent au développement de sa culture nationale. C'est seulement au travers de sa propre culture qu'il est capable de participer à la culture internationale et au mouvement ouvrier». Fer de lance du mouvement révolutionnaire juif entre 1905 et 1917, **le Bund mettra ainsi en place un programme d'autonomie culturelle cristallisé autour du yiddish, et luttera aux côtés des anarchistes juifs, surtout présents en Angleterre et aux États-Unis par le biais du journal Die Freie Arbeiter Stimme** («la voix libre des travailleurs»), pour l'autodétermination de la classe ouvrière juive.

[Cet extrait est tirée du livre d'Henri Minczeles, «Histoire Générale du Bund. Un mouvement révolutionnaire juif», paru aux éditions Denoël en 1999.]

DOSSIER

FABIEN OLLIER EST L'AUTEUR DE **L'IDÉOLOGIE MULTICULTURALISTE, ENTRE FASCISME ET LIBÉRALISME**, PARU EN 2004 AUX ÉDITIONS L'HARMATTAN, DANS LA COLLECTION DIAGONALE CRITIQUE.

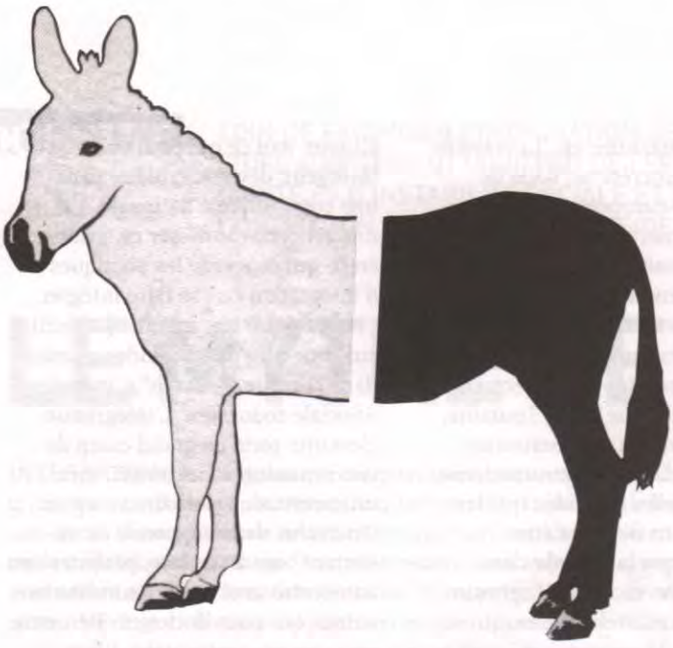
L'IDÉOLOGIE MULTICULTURALISTE

Propos recueillis par **Guillaume** et **Aurélie**, Paris, octobre 2006. Mis en forme par **la Noireaude**.

Comment définirais-tu l'idéologie multiculturaliste ?

Ce qui définit le multiculturalisme, c'est l'idée de pluralisme culturel ou de droit à la différence. C'est une lame de fond idéologique qui traverse toute la population et qui vient coloniser les esprits pour donner au racisme une sorte d'honorabilité. Le slogan du multiculturalisme pourrait être : « Dire le partage et faire l'apartheid ». C'est une espèce d'apartheid informel qui se met en place à tous les niveaux de la société. Ce n'est pas parce que cette idéologie est relativement populaire aujourd'hui qu'on ne doit pas essayer d'en dégager la provenance, qui est liée à la nouvelle droite, et les effets dans le champ sociopolitique, assez désastreux, à mon avis. J'ai essayé de situer le multiculturalisme entre le pluralisme, l'idéologie libérale et le fascisme, c'est l'idée d'une unidimensionalité de l'individu. On est vraiment dans un domaine où les extrêmes se touchent, où le pluralisme et l'unidimensionalité se regroupent pour former un dogme et un culte. Cette idéologie est assez variable en fonction des domaines et des pays où le multiculturalisme a œuvré, comme au Canada, dans certains États des Etats-Unis ou en France. Cinq éléments métastabilisateurs nous permettent de repérer le multiculturalisme, ce sont la culture, la différence, le pluralisme, l'authenticité et l'identité. Ces concepts sont traversés, dans le multiculturalisme, par une logique positive, positiviste, qui fait des ravages. C'est tout le contraire d'un subjectivisme libertaire, on est vraiment dans la sommation de décliner une identité, de se faire reconnaître, au sens policier du terme, comme faisant partie d'un groupe avec ses mimétismes, son archaïsme, ses chefs de file et ses chiens de garde, qui sont là pour définir l'homogénéité de cette culture. Elle est redéfinie et réduite à son strict sens anthropologique. La culture devient simplement une sorte d'amas de valeurs, de normes, de comportements, de codes, une sorte d'être ensemble qu'on repère de loin et qui est excessivement mimétique. On va pouvoir parler de culture beure, black, brown (métisse), gay, etc. On a perdu la négativité qu'il pouvait y avoir dans le projet culturel, dans cette idée de transcender l'état de fait, de dépasser la barbarie, pour parler comme Hannah Arendt, ou pour renvoyer à Marcuse qui définissait la culture comme un projet d'humanisation, quelque chose qui peut nous extraire de la domination. Dans le multiculturalisme, on ne cherche plus à transcender l'état de fait mais on est au contraire dans une sorte d'acquiescement de l'état de fait socioéconomique, à partir du moment où on est reconnu dans sa petite niche, parce qu'on est une minorité visible qui passe à la télé. L'identité, quand elle est traversée par cette logique positive, est immuable. On la considère alors seulement comme un élément constitutif de l'individu, de sa singularité peut-être. Et non comme un élement que l'on abstrait, que l'on coupe de ses éléments vitaux et que l'on mortifie ; une sorte de cuirasse. C'est une sorte de cuirasse, au sens de Reich, une cuirasse caractérielle qui agresse et qui protège. L'authenticité, de la même manière, n'est pas l'idée d'une humanité qui chercherait à être authentique à elle-même, qui chercherait à se libérer d'une domination, au sens de Lucaks, mais bien plutôt cette sorte de quête des racines, des origines, qui fait qu'on immerge son être dans une authenticité relativement factice. Avec l'idée de droit à la différence, on touche le coeur de l'idéologie multiculturaliste. Il ne faut pas confondre différence et altérité. Être différent, ce n'est pas être autre, ce n'est pas altérer les relations avec les autres. Castoriadis expliquait que la différence renvoyait au même, car deux objets ne diffèrent que s'il existe un ensemble de lois permettant de déduire ou de produire l'un à partir de l'autre. L'altérité, c'est le nouveau, ce qui ne relève pas de la même logique. Se confronter à l'autre, c'est exprimer une angoisse parce qu'il n'a pas la même vision du monde que nous. Soit on accepte cette angoisse, cette communication merdeuse, soit on y coupe court, on dit qu'on est différents, et chacun chez soi ! Le multiculturalisme, c'est l'acceptation d'un étiquetage. La notion de pluralisme est fréquente dans les démocraties qu'on qualifie aujourd'hui de postmodernes, car elle serait le contraire du totalitarisme. C'est là où les extrêmes se touchent puisque, à partir du moment où on

Le multiculturalisme se situe entre le pluralisme, l'idéologie libérale et le fascisme.



est dans un pluriel d'homogénéité (Jacques Ardoino distingue le pluriel d'homogénéité et le pluriel d'hétérogénéité), on accepte l'étiquetage. Le pluriel d'hétérogénéité, lui, suppose qu'on accepte le fait que l'identité est mouvante, que la façon dont on va dans ce monde n'est pas figée mais relève de rencontres, de mises à bas d'un certain nombre de certitudes et d'opinions pour passer à autre chose. À la base, l'identité humaine est multiple, mouvante. Cela évite une sclérose des individus dans un domaine toujours homogène. Voilà pourquoi le pluralisme tel qu'il est défini, comme une sorte d'accolement de valeurs incommensurables, rejoint l'unidimensionalité, car plus personne ne s'écoute, ne s'entend, ne change. On est dans l'acceptation de la base commune – en l'occurrence le mode de production capitaliste, le travail, le fait de produire de la valeur marchande, etc. –, qui n'est jamais remise en cause par le multiculturalisme.
On a pu entendre ou lire dans la presse ces derniers temps des revendications de droit à la mémoire. Une espèce de compétition pour l'histoire est en cours... Qui a eu le plus grand génocide? L'esclavage ou la Shoah? Chacun compte ses victimes... Ce qui se passe autour de la sortie du film *Indigènes* est frappant. Je ne critique ni la forme ni le fond du film, que je n'ai pas vu. On a une sorte de deal... on va faire de la mémoire une sorte de produit populaire, qui a d'ailleurs coûté excessivement cher, qui fait aujourd'hui partie de la production de valeurs marchandes cinématographiques. C'est bien le travail de la mémoire qu'on remet sur le devant de la scène, mais les impératifs de la culture de masse font que cette mémoire est traversée par des logiques particulièrement simplistes. Comme le dit son réalisateur, ce film va permettre à la République de gagner plusieurs années sur sa politique d'intégration des minorités concernées. Une espèce de paix sociale est achetée par ce type de produits culturels. Ça flambe dans les banlieues, pour tout un tas d'autres raisons que des raisons de mémoire, et, au lieu de critiquer les structures mêmes des banlieues, on propose un film populaire pour calmer et donner le sentiment que la République s'occupe de cette mémoire-là. Elle vient sur le devant de la scène aujourd'hui, elle sera oubliée dans deux semaines. Le perdant de l'affaire, c'est l'histoire, dans le travail méticuleux, pointilleux, lent, qui permet d'exhumer les fautes, les responsabilités des uns et des autres, etc. En l'occurrence, sur l'histoire du colonialisme, de très bons historiens ont pointé depuis bien longtemps – Pierre Vidal-Naquet, par exemple – la responsabilité de la France.

Dans ton livre, tu cites beaucoup Alain de Benoist, en expliquant comment ce personnage de la nouvelle droite, entre autres, a permis d'influencer l'ensemble de la société française aujourd'hui?

Jean-Pierre Faye a travaillé sur les langages totalitaires et explique bien la façon dont ils partent de cercles et, par glissements sémantiques successifs, se retrouvent investis par des cercles politiques qui n'ont rien à voir avec les cercles de départ. C'est une mise en acceptabilité de l'intolérable dans d'autres sphères. Ce qui s'est passé avec la nouvelle droite y ressemble. Dans le corpus théorique de la nouvelle droite, on trouve l'idéologie multiculturaliste à partir des années quatre-vingt. À ce moment-là, Alain de Benoist, Charles Champetier et consorts, dans la revue *Krisis*, *Éléments*, avec le Grece, se sont rendu compte qu'on pouvait très bien favoriser un racisme tout en le condamnant. Ils ont développé l'idée que la civilisation indo-européenne n'a rien à voir avec la civilisation judéo-chrétienne. La civilisation indo-européenne et païenne n'aurait pas à subir l'égalitarisme, la raison, ■■■

LA RÉPUBLIQUE : UN POUR TOUS ET TOUS POUR ELLE

RÉVOLUTIONNAIRE mais monarchien antidémocratique, le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre voulait défendre à sa façon les juifs lors de la Révolution française, puisqu'il disait qu'il fallait leur accorder « tout comme individus, leur refuser tout comme nation ». Il dévoilait ainsi, dès les premières heures de la Révolution, le projet d'intégration à la française : la République n'intègre que des individus isolés et isolables. Le pouvoir central est descendant, et les individus ne doivent s'adresser à lui qu'une fois ségrégués. Hors de question d'intégrer des communautés, puisque l'acte d'intégration est justement celui qui vise à la désintégration des communautés préexistantes.

Comme l'écrit Alèssi Dell'Umbria (**C'est de la Racaille ? Eh bien j'en suis !**, L'Échappée, 2006), « c'est l'isolement de l'individu qui, dans la République, fait de celui-ci un citoyen. La simple somme de tous ces individus isolés, accomplie dans l'élection, constitue la République : autrement dit, la désintégration de toute communauté concrète entre ces individus fonde la communauté abstraite de la politique. » On comprend alors que les discours sur l'intégration visent avant tout à masquer la subordination au fondement du pacte républicain. Être républicain (selon le discours du pouvoir), c'est abdiquer de sa puissance politique en tant que groupe.

Tout ce qui peut permettre un métissage est absolument refusé par la nouvelle droite.

■■■ l'universalisme, qui relèveraient de la tradition judéo-chrétienne. Ce serait un acte de racisme que d'appliquer ces valeurs aux tenants de cette civilisation. Ils disent que l'islam convient très bien aux populations maghrébines, par exemple, mais pas à d'autres populations, que la religion juive peut très bien convenir aux Juifs, mais pas à d'autres populations. Tout ce qui peut permettre un métissage est absolument refusé par la nouvelle droite, car son but est de ghettoïser et de stigmatiser, d'identifier, de pouvoir percevoir qui est indo-européen et qui ne l'est pas. C'est une logique qui s'est développée dans les années quatre-vingt-dix et, comme elle reposait sur la récupération d'un certain nombre d'idées gauchistes, elle est devenue relativement acceptable dans le milieu intellectuel. Beaucoup d'intellectuels ont accepté de participer à la revue d'Alain de Benoist et l'idée de droit à la différence est devenu l'os à ronger de la plupart des intellectuels. Le droit à la différence permet une sorte d'acceptation de la mixophobie paranoïaque. On devient intolérant si on n'accepte pas de réviser l'histoire des camps de concentration, l'histoire du nazisme, etc. La nouvelle droite voulant créer un socle de culture indo-européenne et rompre avec les Lumières, la quête de la vérité, la transcendance, la métaphysique dans ce qu'elle peut avoir de très intéressant, le droit à la différence était une aubaine.
Un certain nombre d'intellectuels de gauche, comme Alain Touraine, Michel Wieviorka, ont beaucoup travaillé sur la société postmoderne, postindustrielle, sur l'idée que les revendications devaient être culturelles, que la lutte de classe était terminée, etc. C'était du pain béni pour la nouvelle droite, qui se rapprochait de groupes qui jusqu'à maintenant lui étaient parfaitement étrangers. Avant les années soixante-dix et quatre-vingt, elle était beaucoup plus féroce, perceptible dans son racisme, dans sa revendication fasciste.

Tu distingues l'idée de multiculturalisme de l'idée de métissage, qui a été développée par Laplantine et Nouss ?

Le multiculturalisme n'a rien à voir avec le métissage. Si le métissage renvoit à l'idée d'un pluriel d'hétérogénéité, le multiculturalisme renvoit à celle d'un pluriel d'homogénéité. On ne peut pas s'identifier quand on est dans une culture du métissage. Le multiculturalisme rentre parfaitement en collusion avec l'idéologie libérale et la façon dont elle se diffuse aujourd'hui, « Je suis ce que je suis » ou « Deviens ce que tu es » sont autant de slogans qui traversent le champ sociopolitique. Le slogan du métissage serait plutôt : « Je suis ce que je ne suis pas encore, je suis ce que la rencontre va pouvoir m'apporter ». On va abandonner ses certitudes pour repartir vers un ailleurs, essayer de définir dans la rencontre une autre facette de sa personnalité. Ce qui est aussi très intéressant, c'est le lien entre le multiculturalisme et les discours sur l'intégration... Si on tape le mot « culturalisme » sur Internet, on va trouver que c'est une des méthodes utilisées en France pour intégrer. C'est bien une méthode d'intégration, dans son strict sens d'administration. On administre, on parque, on étiquette, on classe, on répertorie, etc. On élimine tout ce qui peut être divergent, déviant, critique dans une communauté nationale. J'ai une réticence à utiliser ce terme, en ce qui concerne les politiques d'intégration car, se faire intégrer, c'est presque une insulte. J'ai écrit sur cette idée de servitude volontaire dans la revue *X-Alta*, n° 4, intitulée « Sociale sodomie ». L'intégration, c'est une sorte de grand camp de concentration à ciel ouvert, avec une servitude volontaire acceptée. On évolue dans ce monde en se sentant bien à sa place, parfaitement administré, avec toutes les institutions autour qui nous dorlotent. Remettre en cause ces institutions, l'État, les régimes politiques, n'est pas conciliable avec l'intégration. L'intégration, c'est se taire, ne pas être une voix dissidente. Le multiculturalisme, avec sa volonté de faire croire qu'il puisse exister des communautés homogènes, fait subir à un certain nombre d'individus deux exclusions, une exclusion du fait d'être issu d'une minorité et une exclusion de sa propre minorité, à cause d'une divergence d'opinion avec son groupe d'appartenance. On oublie, par exemple, qu'un certain nombre de gays sont absolument contre le mariage homosexuel, qu'un certain nombre de femmes sont absolument contre la parité. On fait des grandes cases qui permettent d'étiqueter tout le monde bon an mal an. Certains l'acceptent, mais d'autres non. Une fois que l'étiquette est acceptée par ceux qui ont la parole au niveau institutionnel, les autres doivent l'accepter aussi. Je terminerai par une anecdote assez révélatrice du fascisme rampant dans l'idée de multiculturalisme. Un jour, un ami un peu basané va dans une boulangerie et commande une part de pizza. La boulangère refuse de la lui servir parce qu'il y a du jambon dedans. Il a été obligé d'insister et de préciser qu'il n'était pas musulman, qu'il avait le droit de manger du porc. Il faudrait presque montrer ses papiers d'identité, prouver sa confession, etc., pour pouvoir manger une part de pizza en toute tranquillité. Des chiens de garde se mettent en place, qui ne font même pas partie de la communauté d'origine et qui sont là pour vous rappeler les codes de votre groupe. ■

A LIRE

L'Idéologie multiculturaliste, entre fascisme et libéralisme
Fabien Ollier, L'Harmattan, 2004.

Immigration post-coloniale et mémoire
Abdellali Hajjat, l'Harmattan, 2005.

ADOPTION ET ENRACINEMENT

L'IDENTITÉ NATIONALE est toujours fantasmée, puisque le processus d'adoption qui fait de moi un-e Français-e (ou un-e Russe, etc.) en passe par des fictions plus ou moins flagrantes. Mes ancêtres ne sont pas plus Gaulois que ceux de mon voisin, ou de tel ou telle Allemand-e. Ou plutôt, je n'en sais rien. Et c'est bien cela qui compte. Être d'ici ou de là-bas, cela revient à s'approprier une histoire et un ensemble de références. Si je ne partage pas un temps et un espace commun (une calendarité et une cardinalité) avec d'autres, je me sens étranger quelque part (comme lorsque je ne réussis pas à lire le nom des rues dans une ville). Une identité est vectrice de sens dans la mesure où elle nous enracine quelque part. L'intégration n'est pas la soumission aux codes culturels et politiques d'un État-nation, mais la création (ouverte et donc réciproque), entre différentes personnes, d'espaces et de temps partagés. Et contrairement à ce qu'en disent les dominants, rien de tel qu'un mouvement social pour cela...

DOSSIER LOIN DE FAVORISER L'INTÉGRATION DES ÉTRANGER-E-S, LES DERNIERS DISPOSITIFS ADOPTÉS ONT POUR BUT DE LES MAINTENIR DANS UNE SITUATION DE PRÉCARITÉ ET D'INSTABILITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE. ÉTAT DES LIEUX DEPUIS L'OBTENTION DE LA CARTE DE RÉSIDENT JUSQU'AUX MESURES SARKOZY.

LE MYTHE DE L'INTÉGRATION

INTÉGRATION, les dirigeant-es politiques n'ont que ce mot à la bouche quand il s'agit de criminaliser les jeunes Français-es issu-e-s de l'immigration vivant dans les quartiers populaires ou de culpabiliser des étranger-e-s qui ne veulent pas s'assimiler avec enthousiasme à la nation française. Nous ne parlerons pas ici de ces gesticulations de politicien-ne-s, mais des réelles politiques publiques mises en œuvre au nom de l'intégration et de leurs conséquences perverses sur la situation sociale des étranger-e-s.

La politique d'intégration de l'État français peut s'analyser au regard de deux facteurs essentiels : d'une part la législation sur le droit au séjour et d'autre part les moyens mis en œuvre dans l'apprentissage du français. Ces deux domaines d'intervention ont fait l'objet de profondes réformes depuis 2003. Mais tout d'abord, revenons un peu en arrière. Au début des années quatre-vingt, un fort mouvement revendicatif se développe parmi les jeunes issus de l'immigration. Ce mouvement culmine avec la marche des beurs, qui se rend à l'Elysée le 3 décembre 1983, accompagnée de cent mille manifestant-e-s. Mitterrand accède à l'une de leurs revendications en créant la carte de résident, valable 10 ans. Pour la première fois, les immigré-e-s ne sont plus perçu-e-s comme de la simple main d'œuvre dont le séjour en France est soumis aux aléas du marché du travail. Avec ce titre de séjour de longue durée et renouvelable automatiquement, ils obtiennent un véritable droit à l'installation sur le sol français. C'est un premier pas vers la reconnaissance et l'accueil de communautés étrangères, qui ne sont plus seulement acceptées pour leur utilité économique ou démographique, mais bien en tant que composantes de la société française. La stabilité conférée par la carte de résident permet réellement aux étranger-e-s de choisir eux et elles-mêmes les conditions de leur séjour en France. Elle les autorise à construire un véritable projet d'installation qui peut aboutir à l'insertion ou même à l'assimilation et à l'acquisition de la nationalité française. Il restera cependant beaucoup d'autres étapes qui ne seront jamais franchies dans le domaine du logement, du travail, de l'éducation, etc., mais c'est une autre histoire.

LA CARTE DE RÉSIDENT COMME OUTIL D'INTÉGRATION

Le progrès initié par la création de la carte de résident est malheureusement éphémère. Les tentations pour la remettre en cause deviennent très rapidement incessantes. Les droits importants qu'elle confère (prestations familiales, RMI, etc.) rendent l'administration très parcimonieuse dans son attribution. Le fantasme de l'immigré oisif et accapareur d'allocations de tous ordres conduit les préfectures à ne délivrer la carte de résident que lorsque la loi les y oblige. Lors des opérations de régularisation lancées par la gauche en 1991 et 1997, les quelques titres de séjour concédés ne sont que des cartes de séjour temporaire valables une année, alors que les étranger-e-s concerné-e-s ont vocation a s'installer durablement du fait de leurs attaches profondes avec la France. Quitte à alourdir la charge de travail de ses services au moment des renouvellements annuels, l'État conserve de cette façon un moyen de contrôle sur ces ex-sans-papiers. Après le mouvement des sans-papiers de Saint-Bernard, quelques rares voix dénonceront le caractère précaire de la régularisation proposée par la circulaire Chevènement de 1997, mais il sera quasiment impossible de traduire en pratique la revendication de la carte de résident. Que les sans-papiers concerné-e-s aient difficilement pu refuser une carte – même temporaire – arrachée de très haute lutte est en effet aisément compréhensible.

La tendance à la précarisation du séjour des étranger-e-s se poursuit avec la loi Chevènement de 1998. Cette dernière, sous couvert d'un assouplissement des conditions d'obtention des titres de séjour, multiplie les catégories de personnes bénéficiaires des cartes de séjour temporaire. Le virage de la remise en question de la carte de résident commence ici. Encore une fois, la méthode est insidieuse puisque le discours qui accompagne la réforme met en avant l'avancée réalisée pour des personnes qui ne pouvaient pas bénéficier automatiquement d'un droit au séjour : conjoint-e-s de français, étranger-e-s malades, sans-papiers présents en France depuis plus de 10 ans, etc. Par ailleurs, la possibilité d'obtenir une carte de résident ne disparaît pas complètement puisque la loi maintient son attribution automatique après 5 années de séjour temporaire. On peut malgré tout s'interroger sur l'objectif de maintenir dans une sorte de période probatoire des étranger-e-s qui ont, de toute façon, vocation à rester en France.

Le séjour temporaire et précaire devient la norme.

PRÉCARISATION DU SÉJOUR DES ÉTRANGER-E-S

Le travail de sape franchit une nouvelle étape avec la première réforme Sarkozy en 2003. Le discours est désormais complètement renversé. La carte de résident n'est plus conçue comme un outil d'intégration, mais comme une récompense à l'intégration. De moins en moins de catégories d'étranger-e-s peuvent y prétendre et sa délivrance est de plus en plus subordonnée aux « moyens d'existence » et aux « conditions de

A LIRE

L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. Tome 1, l'illusion du provisoire, et tome 2, les enfants illégitimes Abdelmalek Sayad, Liber-Raisons d'agir, 2006.

Criminalisation de l'immigration, répression policière : arguments pour l'émancipation sociale Daniel Giraud, Maurice Rajsfus, René Schérer, Patrick Schindler, éditions du Monde Libertaire, 2006.

J'y suis, j'y reste ! Les luttes de l'immigration en France depuis les années soixante Mogniss H. Abdallah, Reflex, 2000.

l'activité professionnelle». Ce qui signifie clairement que la carte de 10 ans n'est accordée qu'aux titulaires de CDI qui disposent de ressources suffisantes. Dans la foulée apparaît aussi une énigmatique notion «d'intégration républicaine», qui conditionne également la délivrance de la carte de résident et qui se précisera lors de la seconde loi Sarkozy. Par exemple, les membres de famille arrivant par le regroupement familial ne reçoivent qu'une simple carte de séjour temporaire valable une année. Ils ne peuvent obtenir la délivrance d'une carte de résident que plus tard, sous réserve qu'ils aient fait leurs preuves: scolarisation, apprentissage du français, travail, participation à la vie associative, etc. Pour le gouvernement, «l'intégration revêt une importance capitale pour certains publics vulnérables comme les conjointes d'étrangers qui sont parfois maintenues isolées de la société d'accueil du fait de pratiques sociales communautaristes». Derrière ce ton paternaliste teinté de racisme se cache une logique schizophrène, qui concerne plusieurs autres aspects de la loi: l'État réduit la stabilité du séjour des femmes d'immigrés, tout en exigeant d'elles qu'elles s'intègrent! L'hypocrisie est même poussée jusqu'à l'extrême en s'appropriant le terrain de mobilisation féministe, contre certaines pratiques «communautaristes», pour justifier une loi qui, dans de nombreux domaines, ne fait que renforcer la dépendance administrative des épouses étrangères vis-à-vis de leur mari. Il en est de même pour les membres de familles de Français, qui étaient 21 020 a obtenir une carte de résident en 2002. Ils n'étaient plus que 8 037 en 2004. Pendant ce temps, les cartes de séjour temporaire qui leur sont délivrées sont passées de 31 975 en 2002 à 53 588 en 2004.
Le renversement de la logique d'attribution de la carte de résident aboutit à une situation pour le moins contradictoire – les politicien-ne-s sont habitués à tenir sans vergogne des discours totalement antinomiques, qu'ils arrivent souvent brillamment à faire gober à leurs concitoyen-ne-s. Au nom de l'intégration, on exige des étranger-e-s qu'ils fassent plus d'efforts pour s'insérer dans la société, mais l'État les maintient simultanément et délibérément dans une situation de précarité administrative dans laquelle ils devront se débattre pour prouver leur volonté de se maintenir en France. La philosophie qui avait conduit à la création de la carte de résident est ainsi complètement retournée. Le principe d'une carte de séjour de longue durée, qui devait permettre de faciliter l'installation et l'insertion des immigré-e-s, est totalement abandonnée. Le remplacement de la carte de résident par la carte de séjour temporaire a des conséquences très concrètes. Les démarches de renouvellement sont longues et incertaines. La lenteur légendaire de l'administration conduit parfois à délivrer des cartes valables un an, dont la durée est déjà amputée de plusieurs mois ! Il faut par ailleurs sans cesse se justifier auprès du propriétaire, du banquier, de l'employeur, pour les rassurer sur la volonté de rester plus longtemps sur le territoire que ne semble l'indiquer la carte de séjour. Comment obtenir un CDI, un logement, un prêt bancaire, avec une carte valable seulement une année? Bref, comment avoir un mode de vie de «bon citoyen intégré» lorsque les papiers indiquent «séjour temporaire»? La seconde loi Sarkozy, adoptée en juillet 2006, complète le dispositif de disparition progressive de la carte de résident. Elle en renforce les conditions préalables de délivrance, soumettant celle-ci à «l'activité professionnelle» exercée, aux «ressources» qui doivent être «stables et suffisantes» (au moins égales au SMIC), aux «conditions de logement» évaluées par le maire de la commune... Les étranger-e-s intérimaires, pauvres, et mal logé-e-s sont averti-e-s qu'ils n'ont aucun espoir d'accéder un jour à une situation plus stable. Le gouvernement voudrait accentuer encore plus la spirale de la précarité qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Le séjour temporaire et précaire devient la norme, la carte de résident ne devient qu'une exception réservée au plus méritant-e-s.

La carte de résident n'est plus conçue comme un outil d'intégration, mais comme une récompense à l'intégration.

LES RAVAGES DU «CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION»

Un des plus gros morceau de la loi dite «Sarkozy II» est la part belle faite au fameux «contrat d'accueil et d'intégration» (CAI). Comme son nom l'indique, il s'agit d'un contrat signé par l'étranger nouvellement arrivé en France afin d'assurer son «intégration républicaine dans la société française». Par cette démarche, il doit «suivre une formation civique et, lorsque le besoin en est établi, linguistique». Il est précisé que «la formation civique comporte une présentation des institutions françaises et des valeurs de la République, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes et la laïcité», sous-entendu: «Les étrangers sont tous des musulmans intégristes qui maltraitent leurs nombreuses femmes»... Outre ce bel exemple de xénophobie d'État, la signature et le respect des conditions du CAI conditionnent désormais complètement l'accès à la carte de résident, et même le renouvellement de certaines cartes de séjour temporaire.
De surcroît, comment peut-on parler d'un contrat s'il y a obligation, par la loi? Un contrat signifie réciprocité: si un nouvel arrivant a le devoir d'apprendre le français, l'État a le devoir de lui en donner la possibilité, ce qui est loin d'être le cas. D'autre part, on n'apprend pas une langue sans désir de parler dans la langue de l'autre, et le désir ne naît pas de l'obli-

photo : Aubert/ID-photo

gation, mais de l'accueil fait par une société. En lien avec la création du contrat d'accueil et d'intégration, la formation linguistique a subi ces dernières années un bouleversement complet. Depuis plusieurs décennies, l'apprentissage du français était essentiellement assuré par un réseau associatif extrêmement foisonnant et relativement efficace, financé en grande partie par le Fasild (fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations). Les multiples structures de proximité qui existaient dans le domaine étaient en mesure de proposer des formations très diverses et adaptées aux besoins du public. La restructuration qui a accompagné la création du CAI a entraîné une concentration des financements au détriment du secteur associatif et bénévole. Ce mouvement a par ailleurs été accentué par le principe de concurrence. L'État a ouvert le marché de la formation linguistique et fonctionne désormais par des bons de commande que seules les grosses structures privées peuvent remporter grâce à une pratique très agressive consistant à « casser les prix », au détriment de la qualité des cours. L'introduction du CAI a clairement laminé les dispositifs de formation linguistique à visée d'insertion professionnelle existants auparavant. En même temps, le volume horaire des cours de français dispensés dans le cadre du CAI est en régression importante, pour ne pas dépasser 500 heures maximum proposées aux débutants complets, alors qu'antérieurement certaines structures pouvaient proposer jusqu'à 1200 ou 1500 heures de cours, ce qui permettait d'obtenir un niveau suffisant pour effectuer une formation professionnelle ou entrer directement sur le marché de l'emploi. Au contraire, le contrat d'accueil et d'intégration ne propose qu'un apprentissage minimal orienté essentiellement vers la conversation orale et qui permet seulement de se débrouiller avec les commerçant-e-s et les administrations. Drôle de conception de l'intégration... Nous voyons donc que derrière le discours récurrent qui s'est développé ces dernières années sur l'absence ou le manque de volonté d'intégration des immigrés, se cachent en réalité des pratiques et des lois extrêmement dévastatrices pour leur condition sociale. La duplicité de ce processus est qu'il justifie, au nom de l'intégration, des dispositions qui auront pour effet de freiner cette soi-disant intégration républicaine dont on nous rebat les oreilles. Pour le moment, il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences des dernières réformes. Mais il ne fait guère de doute que la précarisation du séjour des immigré-e-s et le saccage de la formation linguistique, ajoutés aux problèmes jamais résolus de discrimination (logement, travail, école, etc.), ne peuvent qu'à moyen terme aggraver la mise à l'écart des étranger-e-s et de leurs descendant-e-s. Au nom de l'intégration républicaine, l'État nous prépare subrepticement de belles émeutes urbaines à venir. **Antoine Decourcelle**

PETITE CHRONOLOGIE DES LUTTES DE L'IMMIGRATION

1968 Participation massive des immigrés aux grandes grèves ouvrières et aux manifestations. Création des premiers groupes d'autodéfense de travailleurs immigrés dans les usines.

1971 Grève des mineurs marocains du puits de Bray pour réclamer la carte de travail qui leur permettrait de s'installer et de travailler librement. La grève s'étend dans tout le bassin minier avec le soutien de lycéens.

1972 Création du MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes) et du CDVDTI (Comité de Défense de la Vie et des Droits des Travailleurs Immigrés).

1972-1973 Série de grèves de la faim de travailleurs sans-papiers, suite à l'adoption des circulaires Marcellin-Fontanet, qui durcissent les conditions d'obtention des cartes de travail et de séjour. Les grévistes obtiennent des régularisations massives.

1973 Grève générale contre le racisme, lancée par le MTA en septembre pour dénoncer les « chasses aux arabes » organisées par des groupes d'extrême-droite.

1974-1979 Vague de grèves des loyers dans les foyers Sonacotra.

1979 Création de RAP (Rock Against Police), une coordination nationale inter-cités de jeunes immigrés et prolétaires.

1982-1983 Grève des OS immigrés des usines Talbot à Poissy et Citroën à Aulnay contre les licenciements massifs.

1983 Organisation de la Marche des Beurs.

1986 Mobilisation contre les lois Pasqua et lancement de la campagne « J'y suis, j'y reste ! ».

1990 Création du Comité national contre la double peine, qui lutte également contre les violences policières et racistes.

1995 Création du MIB (Mouvement Immigration Banlieue) et reprise de la lutte contre la double peine.

1996 Occupation de l'église Saint-Ambroise puis de l'église Saint-Bernard à Paris, entre mars et août. Création de la Coordination nationale des collectifs de sans-papiers en juillet.

1997 Mobilisation contre la loi Debré, qui exige de tout Français hébergeant un étranger qu'il le déclare à la préfecture. Le 22 février, 100000 personnes manifestent à Paris.

2000 Grève de la faim des sans-papiers du CSP 59 de Lille.

2004 Organisation de la Marche européenne des sans-papiers, qui part de Bruxelles en mai.

En ce moment mobilisation contre les expulsions de familles sans-papiers et contre la loi sur l'immigration jetable.

DOSSIER

SÉDENTARISÉ-E-S DE FORCE, CONSIDÉRÉ-E-S COMME DES SOUS-HOMMES, LES ROMS SE RETROUVENT EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA GUERRE QUE LES ÉTATS EUROPÉENS MÈNENT CONTRE L'IMMIGRATION.

LA FIN DU NOMADISME ?

LES ROMS ET L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

AUJOURD'HUI, seulement 5 % des Roms continuent à voyager en Europe, où ils doivent faire face à l'hostilité des pouvoirs publics. Ces dernières années, en France, les affaires concernant les expulsions violentes de Roms, sédentarisé-e-s ou non, se sont succédées. Il est impossible d'en faire l'inventaire exhaustif, tant celles-ci sont méthode courante. Ainsi, en avril 2003, un squat de Montreuil (mairie communiste), qui compte cent cinquante Roms de Roumanie est expulsé. L'intervention commence à 6 heures du matin, sous l'égide de plusieurs centaines de CRS équipés de flash-balls et de tenues antiémeutes. Les Roms sont mis-e-s dehors par la police par groupes d'une vingtaine de personnes, aligné-e-s contre un mur et fouillé-e-s, enfants en bas âge compris. Même scénario le 25 août 2005 au matin à Réau, en Seine-et-Marne : un escadron de CRS s'en prend à un bidonville de familles roms en cours de sédentarisation, alors que plusieurs d'entre elles ont déjà obtenu des logements et du travail dans le secteur. Ils entourent les roulottes et commencent à tambouriner sur les tôles : « *Debout là-dedans ! Tout le monde dehors !* ». Environ une centaine de personnes, pour la plupart des femmes, des vieillards, dont certains atteints de tuberculose, et une cinquantaine d'enfants sont regroupés sous la pluie battante. Certaines refusent de sortir. On commence à charger les caravanes, à raison de deux par plateau. Le convoi se met en route. La destination n'est pas indiquée aux familles, qui regardent partir leur unique bien... qu'ils ne reverront jamais ! Le 11 janvier 2006, le maire d'Ensisheim (Haut-Rhin), Michel Habig, fait mettre le feu par quatre agents municipaux, aux quatorze caravanes de plusieurs Roms originaires de Roumanie et de Croatie, sous prétexte d'insalubrité publique. Jugé pour « destruction de biens par moyen dangereux », le maire encourait dix ans de prison et 150 000 euros d'amende car, pour le code pénal, une caravane est un domicile au même titre qu'une maison. Finalement, 6 mois plus tard, il est condamné à... six mois de prison avec sursis et à 5 000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Strasbourg ! Enfin, le 25 juillet 2006, à Saint-Étienne, la police a débarqué pour détruire toutes les baraques, les caravanes, sans laisser le temps aux Roms qui les occupaient de les vider de leurs effets personnels. En une matinée, le village précaire est devenu un champ de ruines...

En démocratie comme en dictature, le fantasme du pouvoir a toujours été de fixer les gens du voyage car, sans attaches, ils représentent une menace pour les possédants.

Mais les pires conditions leur sont réservées dans les pays d'Europe centrale, pour celles et ceux qui sont sédentarisé-e-s. Selon la Banque mondiale, ils sont 4 à 10 fois plus pauvres que le reste de la population et, de la Slovaquie à la Hongrie, les communautés roms sont victimes des mêmes préjugés, qui font écho jusqu'à l'autre bout de l'Europe, où les gens du voyage font escale et ont la réputation, depuis des siècles, d'être « des menteurs et des voleurs ». Dans certains pays de l'Est, les enfants sont considérés comme des handicapés, en Tchéquie, des femmes ont été stérilisées de force, en Russie, les Tsiganes sont méprisé-e-s, harcelé-e-s et traité-e-s comme des sous-hommes. En quoi l'ouverture à l'espace Schengen pourrait-elle changer leur quotidien ?

UNE UNION EUROPÉENNE « PAVÉE DE BONNES INTENTIONS »

Un énième projet du Parlement européen prétend « *mettre un terme aux discriminations et améliorer leurs conditions de vie, développer un programme basé sur l'éducation, l'emploi, le logement et la santé, afin de prendre en main le sort des plus pauvres des pauvres* » ! Cette expression misérabiliste est due aux deux initiateurs du projet, le milliardaire américain George Soros et le président de la Banque mondiale, qui ont annoncé « *se charger de la coordination des plans d'action nationaux et des fonds émanant des différentes fondations* ». Mais peut-on faire confiance à un milliardaire et à un banquier censés gérer au mieux les 42 millions de dollars promis par les premiers États donateurs ? De plus, cette pseudo-amélioration de leurs conditions de vie, notamment en matière d'éducation, entraînera un renforcement de leur sédentarisation, et donc un fichage systématique. Or, les Roms, échaudé-e-s par le système utilisé par les nazis pour les exterminer (le nombre de victimes des camps de la mort n'a pas pu être recensé : pour leurs bourreaux, ils n'avaient tout simplement pas d'identité !) se méfient toujours aujourd'hui du fichage, même si, dans certains pays, comme en Roumanie, il permet l'accès à l'aide sociale.

LA VIE QUOTIDIENNE DES ROMS DANS LES AUTRES PAYS DE L'EST

Pendant qu'en Europe, la « charité » bat son plein, le rapport d'une ONG dénonce l'appel lancé par un député russe « à brûler les maisons des Tsiganes », tandis qu'un manuel institutionnel recommande aux petit-e-s Russes de « ne pas toucher les Tziganes, afin d'éviter les infections ». En Russie, une Rom a dû accoucher au milieu d'un champ, suite au refus d'ambulanciers de la transporter vers une maternité, tandis que, dans un reportage sur une chaîne nationale, un passant proposait carrément de « brûler les Tsiganes au napalm » ! Dans ce pays, l'accès aux services publics (enseignement, santé, logement) et aux entreprises est souvent interdit aux Roms, tandis que les forces de l'ordre leur réservent un traitement violent qui ne semble choquer que peu de

1. Pour leur part, les responsables de centres IVG français considèrent que les médecins pratiquant aujourd'hui dans les pays de l'Est n'ont plus l'excuse d'appliquer les directives de façon aveugle, comme au temps du communisme, et devraient savoir que, depuis plus de 20 ans, on a établi scientifiquement la preuve qu'il est tout à fait possible qu'une femme subisse 4 à 5 accouchements par césarienne, sans aucun risque de rupture utérine. En France, par exemple, depuis la loi sur la contraception et l'avortement de juillet 2001, la stérilisation est clairement encadrée : toute femme peut en demander une, il lui faut seulement respecter un délai de réflexion de 4 mois avant que l'intervention soit réalisée.

monde. Tel fut le cas, lors de l'opération Tabor, censée traquer des trafiquants de drogue entre 2002 et 2004, mais qui a surtout touché l'ethnie tsigane de Saint-Pétersbourg.
Aujourd'hui, la plus grande communauté de Roms vit en Roumanie où elle est installée à la lisière des communes ou dans des enclaves. Au mieux, les Roms possèdent leur maison, mais pas le terrain, faute de papiers. Si, en 1856, les Roms affranchi-e-s ont migré vers la Russie et l'ouest, la plupart sont restés en Roumanie, où le régime communiste leur garantissait des droits individuels, mais rien sur le plan collectif, puisqu'il ne reconnaissait pas les minorités.
Plus généralement, en démocratie comme en dictature, le fantasme du pouvoir a toujours été de fixer les gens du voyage car, sans attaches, ils représentent une menace pour les possédants. C'est ainsi qu'arrivé au pouvoir en 1967, Ceausescu les a progressivement dispersé dans les agglomérations roumaines, où les ghettos n'ont pas arrangé les relations entre les différentes communautés. En accélérant leur «assimilation», Ceausescu les a privé-e-s de ce qu'ils chérissaient le plus: la mobilité. Il leur a confisqué leurs chevaux et leurs chariots, un scénario déjà éprouvé dans le Canada des années cinquante à soixante-dix où, sous prétexte de lutter contre la rage et le surpeuplement, les chiens husky des Inuits ont été purement et simplement abattus par les autorités. En 1989, la révolution roumaine a entraîné l'effondrement des fermes d'État et de l'industrie lourde, et frappé les Roms en premier lieu. La très grande majorité d'entre eux étant faiblement scolarisée, ils ont dû reprendre leurs activités traditionnelles : recyclage, travaux saisonniers, fabrication de paniers d'osier, aiguisage de couteaux, qui assurent à peine leur survie. D'autant qu'il n'est pas rare de trouver sur les annonces d'emploi la mention «Roms s'abstenir»!
En Hongrie, les élèves roms sont systématiquement envoyés en classe de rattrapage, quels que soient leurs résultats, leurs talents et leur assiduité. Les trois-quarts des 10 à 12 millions de Roms répartis dans le monde ne terminent pas les classes élémentaires. Lors de la signature du programme européen à Sofia, pour la première fois, des milliers de Roms sont descendus dans la rue scander sous les fenêtres des élus européens: «Nous ne voulons pas d'aides, nous voulons du travail».

LES ENFANTS TSIGANES CONSIDÉRÉS COMME HANDICAPÉS ET LES FEMMES STÉRILISÉES

Certains pays de l'Est continuent à considérer les enfants tsiganes comme des inadaptés sociaux et les placent dans des écoles pour handicapés. En Hongrie, en Tchéquie, en Bulgarie et en Slovaquie, ils sont couramment victimes de violences (agressions par des skinheads, brutalités policières), sans parler de la stérilisation forcée qu'ont due subir des femmes roms en Tchéquie. Quatre-vingts femmes ont d'ailleurs porté plainte à La Haye, la moitié d'entre elles ayant subi ces opérations sous le régime communiste, dans le cadre d'une campagne où on leur proposait une compensation financière. La seconde moitié a été stérilisée sous le nouveau régime, avant que la campagne ne soit suspendue en 1991. Ces femmes estiment donc que leurs droits ont été violés, car elles ont été mal ou pas du tout informées des conséquences d'une telle intervention et accusent le gouvernement tchèque d'intentions racistes, dans un pays où l'opinion trouve que *«les Roms font trop d'enfants»*[1]. Mais comment faire valoir ces droits, alors que les femmes roms ne sont encore parfois même pas considérées comme des femmes? Ce qui fait écho au temps où ces dernières, dans l'échelle de valeur nazie, n'étaient pas considérées comme des êtres humains et directement abattues, ainsi que leurs compagnons et leurs enfants, au sortir des trains de la mort. Leur génocide et le nombre de morts ne furent jamais reconnus, faute de traces de toute identité. Appartenir à l'espace européen changera-t-il quelque chose pour les Roms? Beaucoup d'entre eux en doutent et le redoutent, comme dernier symbole de la fin de la liberté de circuler. **Patrick Schindler, militant de la Fédération anarchiste et d'Act-Up Paris**

A LIRE

Samudaripen. Le génocide des Tsiganes
Claire Auzias, L'Esprit Frappeur, 2004.

France, pays des droits des Roms?
Xavier Rothéa, Carobella Ex-Natura, 2003.

AGIR

Le Niglo en colère
Ils publient le bulletin de la Commission Gens du Voyage, avec le soutien de la CNT-AIT.
Pour leur écrire: le Niglo en Colère, BP 70118, 95316 St-Ouen l'Aumône.

LA FORTERESSE EUROPE SE CONSOLIDE

BIEN QUE L'APPARENTE discorde entre les gouvernements français et espagnol au sujet de la régularisation des sans-papiers semble laisser croire à une politique désunie de l'Union européenne en matière d'immigration, ses pays membres continuent discrètement de mener une véritable guerre contre les migrant-e-s et les réfugié-e-s qui tentent de rejoindre les principales côtes européennes. Au centre de la défense de la forteresse Europe, l'externalisation de sa politique migratoire et la sous-traitance de la prise en charge des clandestin-e-s. Des accords ont été passés avec des pays comme la Libye, le Maroc ou la Mauritanie pour que leurs autorités participent à la surveillance des frontières. La Libye s'est ainsi engagée à construire plusieurs camps de rétention dans le désert saharien et à maintenir un pont aérien avec l'île de Lampedusa, en Italie, en échange de la levée de l'embargo sur les armes. Des projet de «camps de transit» pour éviter que les demandeur-e-s d'asile ne foulent le sol européen ont également été développés en Ukraine, en Albanie et au Maroc. Résultats de cette politique: près de 5544 migrant-e-s morts depuis 1988 en tentant de rejoindre l'Europe, dont 1803 sont porté-e-s disparus en mer, la systématisation des actes de violence policière et de torture infligées aux clandestin-e-s, et un nombre de demandes d'asile qui ne cesse de chuter dans toute l'Europe.

DOSSIER

EN DEHORS DE TOUTE LOGIQUE POLITICIENNE OU HUMANITAIRE, COMMENT «INTÉGRER» LES MILITANT-E-S «AVEC DES PAPIERS» AUX MOUVEMENTS DE SANS-PAPIERS? VOICI QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION, PROPOSÉES À LA LUMIÈRE D'EXPÉRIENCES DE LUTTE RÉCENTES.

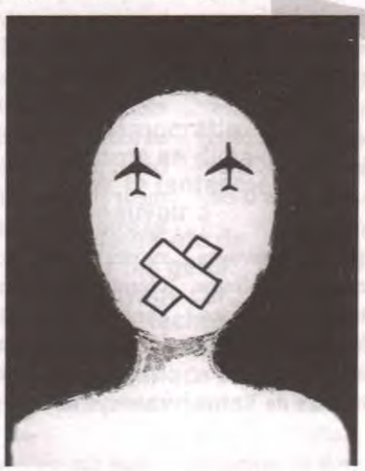
SOUTENIR LES SANS-PAPIERS ET ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE

LE SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS se présente aujourd'hui essentiellement sous deux grands types, que j'appellerai le *soutien de la gauche* et la *soutien présentielle*[1].

LE SOUTIEN DE LA GAUCHE

La pensée du soutien de la gauche tourne autour de deux grands principes:

1° On ne peut pas espérer que tout le monde soit régularisé. On voudrait bien, mais il faut être réaliste: le rapport de force n'est pas favorable. Il faut donc faire comprendre au sans-papiers dont le cas est trop extravagant au regard des critères préfectoraux de régularisation qu'il n'a aucune chance pour le moment et qu'il n'en aura pas avant longtemps. Ce ne serait d'ailleurs pas un service à lui rendre que de le laisser espérer vainement.



2° Les deux aspects caractéristiques de la psychologie du sans-papiers sont d'une part qu'il n'a qu'un seul désir, celui d'être régularisé, d'autre part qu'il n'a qu'une seule intelligence: celle de sa situation misérable. Associée à son ignorance des éléments les plus basiques de la vie politique en France, son obsession d'obtenir des papiers par n'importe quel moyen en fait le plus indiscipliné et imprévoyant des êtres. Il faut donc à tout prix éviter de lui donner les moyens d'organiser lui-même une quelconque action d'envergure, encore moins de construire un mouvement durable. Cela, encore une fois, pour son bien.

En application de ces principes, on mettra en place des permanences juridiques. Une permanence juridique est en effet le meilleur lieu pour pratiquer la rude pédagogie du premier principe, puisqu'on y rencontre un par un des sans-papiers tout prêts à nous écouter. De plus, c'est aussi un excellent moyen d'appliquer le second principe, puisqu'on y maintient les sans-papiers dans une relation individuelle avec l'administration. Lorsque la méthode des permanences juridiques n'a pas obtenu les résultats escomptés, c'est-à-dire lorsque des sans-papiers commencent à vouloir s'organiser, on créera un «collectif de sans-papiers», en veillant à suivre les règles que tout expert en gestion sociale-démocrate des luttes connaît: toutes les tâches importantes – telles que la rédaction des tracts, les contacts avec les médias, les négociations avec la police – doivent être aux mains d'un groupe bien soudé de soutiens, qui pourra inclure un ou deux sans-papiers sûrs pour faciliter le contact avec les autres et pour leur déléguer certaines tâches subalternes. Le collectif ne doit disposer d'une salle pour se réunir qu'une fois par semaine au maximum; comme local permanent, on ne doit lui attribuer tout au plus qu'un tout petit bureau. Bien entendu, locaux et matériel doivent appartenir aux soutiens. Les réunions doivent se borner à transmettre aux sans-papiers les décisions des soutiens et à les leur faire accepter; toute proposition qui n'est pas à l'ordre du jour doit être considérée comme parole en l'air; toute proposition qui ne respecterait pas les principes du soutien de la gauche, et qu'on ne pourrait pas ridiculiser ou considérer comme parole en l'air, doit être vigoureusement combattue, en tant que tentative de briser l'unité du collectif. On n'hésitera pas à faire circuler les rumeurs les plus inquiétantes ou infamantes sur ceux ou celles – sans-papiers ou soutiens – qui les feraient.

LA SOUTIEN PRÉSENTIELLE

La soutien présentielle participe aux permanences juridiques et aux «collectifs de sans-papiers» sur la base du principe: il faut être présent, il faut faire quelque chose. Elle est souvent en désaccord profond avec les soutiens de la gauche et beaucoup plus sympathique. Mais elle se juge et juge les autres selon son principe: plus on est présent, meilleur on est, ce qui la rend conciliante avec les soutiens de la gauche qui sont très présents. Elle est très sensible à l'argument de l'unité du collectif (car sans collectif, où être présente ?), et tend toujours à ramener les conflits politiques internes à des broutilles sans importance, ou à des querelles de personnes qui ne devraient pas s'exprimer si crûment.

COMMENT, EN AYANT DES PAPIERS, MILITER AVEC LES SANS-PAPIERS?

Comment le faire sans être ni soutien de la gauche ni soutien présentielle? Une solution fut expérimentée de 1996 à 1998 par divers-es militant-e-s qui ne faisaient aucune concession

1. Bien entendu, l'un-e et l'autre peuvent être des hommes et des femmes. Je choisis le masculin pour les premier-e-s et le féminin pour les second-e-s parce que de fait la répartition des sexes n'est pas la même dans chaque type. Allez savoir pourquoi, il se trouve que des pratiques politiques différentes, ou des pratiques différentes de la politique, recoupent des différences de genre; mais qu'on ne me prête pas l'intention de laisser entendre qu'il y aurait là quelque chose de nécessaire.

2. Sur cette période, on peut consulter: «J'y suis, j'y reste», Reflex, 2000, 2e partie.

3. On trouvera des comptes rendus des diverses campagnes et actions du CAE dans ses brochures, dont certaines sont accessibles sur le site pajol.eu.org/rubrique6.html.

4. Quelques contributions individuelles à ce bilan sont disponibles dans un article de Courant alternatif de février 2006, et sur paris.indymedia.org/article.php3?id_article=44652.

5. La lecture des textes cités dans la note précédente montre bien que les militant-e-s du CAE étaient bien conscient-e-s de ce risque: leur échec à persévérer y est attribué à la faiblesse du mouvement des sans-papiers, et à leur propre isolement dans le milieu militant. Lire en particulier le texte intitulé «À corps perdus» qui précise, sur un ton plus véhément et plus sombre, la critique que je fais ici de la pratique des soutiens libertaires.

photo : Aubert/1D photo

aux soutiens de la gauche[2]. Elle s'est en particulier concrétisée dans la création du Collectif anti-expulsions (CAE)[3], dont l'activité s'est poursuivie jusqu'en 2005. Cette solution, dans ses grandes lignes, était que les rapports entre militant-e-s ayant leurs papiers (de fait, au CAE, il s'agissait de Français-es) et militant-e-s sans papiers doivent être des rapports égalitaires *de collectif à collectif*, dans une même lutte pour la liberté de circulation, chaque collectif organisant de manière autonome ses propres actions et campagnes, en s'alliant avec les autres sur des objectifs précis. Aussi, le CAE a-t-il organisé seul des actions contre les compagnies aériennes, les centres de rétention et les zones d'attente, mais aussi des manifestations en commun avec les « collectifs de sans-papiers » qui le voulaient bien ; par exemple, dernièrement, contre la construction d'un nouveau centre de rétention à Palaiseau[3]. La question de savoir si le bilan du CAE[4] parle ou non en faveur de la solution qui lui a donné naissance et vie reste à poser. Je vais seulement soulever une difficulté à ce sujet, et cela me conduira à faire quelques reproches aux soutiens présentielles de la variante libertaire.

À mon avis, la solution adoptée par le CAE revient beaucoup trop à une position qui risque de ne guère se distinguer, au fond, de celle des soutiens présentielles, à ceci près qu'elle se situe *à l'extérieur* des « collectifs de sans-papiers », et non à l'intérieur. Étant Français-es, on ne veut pas militer dans un collectif *de sans-papiers*, puisque celui-ci doit être autonome. Du coup, on se prive de tout moyen pour lutter *dans le mouvement* des sans-papiers, c'est-à-dire dans les collectifs existants, contre les soutiens de la gauche, et plus généralement contre les petit-e-s chefs. Notre participation au mouvement se borne, outre nos propres actions, à être présent-e-s aux manifs et aux actions des collectifs qui nous paraissent échapper aux soutiens de la gauche et incarner l'ébauche d'un véritable mouvement autonome. Mais puisqu'on n'a rien d'autre à dire aux sans-papiers que « faites des AG souveraines » et « virez vos soutiens pourris », on n'a rien à dire à ceux qui l'ont déjà fait. On risque fort, alors, de ne constituer aucun espace d'échange d'expériences entre militant-e-s français-es et militant-e-s sans papiers[5], où nous pourrions discuter (je ne dis pas décider) ensemble de ce qu'un collectif de sans-papiers doit être et faire. Un tel espace reproduirait-il nécessairement un schéma colonial, une relation pédagogique ? Ce serait au contraire croire cela qui témoignerait d'une pensée inégalitaire.

Les soutiens présentielles libertaires pourraient agir en ce sens. D'après ce que j'ai pu voir de leur pratique, elles n'ont pas du tout, elles non plus, l'idée que ce soit souhaitable (je n'ose le croire, mais on dirait presque que, même entre elles, elles ne discutent pas de leur pratique... alors, avec les sans-papiers, encore moins...). Elles ne se distinguent des autres soutiens présentielles que par quelques coquetteries, comme de ne pas aimer qu'on les appelle des soutiens. Camarades, travaillez-vous à inventer, dans une lutte pour la liberté de circulation et d'installation, des équivalents de ce que furent les méthodes – boycott, label, sabotage, grève – du syndicalisme d'action directe dans le mouvement ouvrier ? Sur cette particularité du mouvement : les grèves de la faim, avez-vous autre chose à dire que : « On n'est pas pour, mais on soutient quand même » ? Et sur ces questions : comment garder dans le collectif les camarades régularisé-e-s ? Comment résoudre le très délicat problème qui empoisonne la vie de tout collectif : celui de la constitution des listes déposées et négociées à la préfecture ? Faut-il vraiment négocier ? Si le mouvement n'est pas assez fort pour *refuser* les régularisations proposées (un équivalent de la grève ?), quel sens une négociation a-t-elle ? Questions difficiles, direz-vous... mais que faites-vous pour qu'elles le soient moins ? Vous ne dites rien non plus sur ce qui, pourtant, est pour ainsi dire votre spécialité : comment l'AG doit-elle fonctionner ? Quelles règles adopter pour la rotation des tâches ? Comment faire pour qu'un collectif de sans-papiers comme tout rassemblement de gens en lutte dépasse le fait d'être simplement content d'être ensemble et d'espérer y gagner quelque chose d'important pour sa vie immédiate ? Comment faire pour qu'il permette la constitution d'une subjectivité émancipatrice sur toutes sortes de questions qui dépassent largement celle des papiers ? Les questions relatives par exemple à la sexualité, au genre, aux modes de consommation n'auraient-elles leur pertinence que dans le mouvement étudiant ? **François**

AGIR

Neuvième Collectif Collectif de sans-papiers
CICP, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris.
9eme_collectif@no-log.org
Permanences les mardis et vendredis de 14 heures à 17 heures, réunions publiques les lundis à 19h.

A VISITER

Pajol
Site de ressources sur les mouvements de sans-papiers et les luttes de l'immigration en France et à l'étranger,
http://pajol.eu.org/ et **www.bok.net/pajol/**

DOSSIER À MARSEILLE, LE BAZAR DE BELSUNCE ET L'ÉCONOMIE INFORMELLE FORMENT UN VRAI RÉSEAU DE SOLIDARITÉ LOCALE. MANIÈRE POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS DE FAIRE L'ÉCOLE BUISSONIÈRE DE L'INTÉGRATION.

LES SOUS-SOLS DE L'INTÉGRATION
FOUTRE LE SOUK, EXISTER

S'INTÉGRER, MAIS À QUOI ? À la société ou au système ? À Marseille, le bazar de Belsunce a pu faire office de sas d'acclimatation pour les nouveaux arrivants. Un moyen de prendre ses marques, de jeter des ponts entre ici et là-bas. Mais le maire et le préfet, qui se vantaient en octobre 2005 d'avoir évité l'embrasement des quartiers car « *ici il n'y a pas de banlieusards, nous sommes tous Marseillais* », travaillent à désintégrer ce souk « trop coloré ».

Né ici, je m'y suis senti étranger. Pas une question de couleur de peau mais d'angoisse à l'heure de m'insérer dans un monde fermé. Réfractaire, j'ai traîné dans ce qu'on appelait le quartier arabe. J'ai exploré les bouibouis à couscous et les échoppes qui envahissaient les trottoirs. Cris, marchandages, odeur de coriandre, perles du scopitone kabyle... J'y ai trouvé à la fois un chez-moi et un ailleurs. Quoi de plus naturel dans une ville portuaire ? Et pourtant...

À deux pas de là, un ovni venait de faire son apparition. Tel un fortin colonial en territoire apache, le *shopping mall* du Centre Bourse annonçait la reconquête[1]. Le commerce « comme il faut » se devait de supplanter ce tumulte basané qui fait si mauvais genre. Mais on ne se débarrasse pas du *trabendo* et de ses « fourmis » en les refoulant en périphérie. Porte ouverte sur d'invisibles « territoires circulatoires », selon l'expression de Tarrius, le va-et-vient des porteurs de valises sillonnant le pourtour méditerranéen de Tanger à Gênes en passant par Alicante, Perpignan et Marseille, dessine une géographie de l'intégration qui fait la nique à l'État-nation, à son identité figée et à ses pesanteurs administratives. Jeunes en rupture de famille, femmes répudiées ou diplômés au chômage suivent des routes et hantent des étapes que l'œil non initié ne soupçonne pas. Comme l'explique Peraldi, « *le commerce à la valise [n'est pas] un recours marginal. Il est au contraire un engagement [...], une opportunité saisie lorsque la majorité laisse passer l'occasion, une expérience intense, obscène, c'est-à-dire plus vraie que nature, donc pleinement et socialement au cœur de ce que permet et rend possible l'ordre social* ».

Un des enjeux de la lutte contre l'informel est de laisser la voie dégagée à la concentration extrême des richesses. Un autre est de freiner ces tendances centrifuges et buissonnières. Pour nos maîtres, « *il n'est pas question que les immigrants n'entrent pas mais qu'ils s'intègrent à des circuits prédéterminés et qu'ils n'en sortent sous aucun prétexte. Schengen est un dispositif qui discipline et punit toute tentative d'échapper à ces trajectoires établies* » analyse Nico Sguiglia, du collectif de migrant-e-s Entránsito, à Malaga.

Doit-on abandonner le monopole des échanges aux multinationales ? Ou peut-on se réjouir de voir dans le trafic transméditerranéen, comme dans les marchés paysans, les coopératives de distribution, les Amap, les puces et les vide-greniers, « *une résistance pragmatique, associée au lien personnel et au primat de la relation qui invalide et rend obsolète le principe d'organisation bureaucratique* »[2] ? N'y a t-il pas là une dynamique incontrôlée et bénéfique qui, même dénuée d'expression politique, contribue à re-localiser l'activité humaine ? « [Le quartier] *Belsunce se comporte comme un système social complexe, [...] sans État, sans régulations administrative et policière, exigeant donc, en contrepartie, une éthique forte, susceptible de maintenir le lien social, de tenir lieu de contrat. Nous en revenons au parallèle entre d'une part économie informelle et étatique, et d'autre part cultures orales et cultures écrites. Les premières permettent des circulations fluides, et ne sauraient être confondues avec les mafias qui, elles, s'occupent de produits interdits.* »[3]

1. Un rapport de la chambre de commerce et d'industrie se plaignait du souk envahissant : « La chambre de commerce estime l'équipement commercial arabe à plus de cinq cents boutiques, sans compter les services offerts. La clientèle est estimée entre trente et trente-cinq mille immigrés de passage, le renouvellement étant permanent. Une véritable manne dont il se pourrait fort qu'elle dépasse les cent milliards de centimes... Soit un chiffre d'affaires supérieur à ce que réalisent les ensembles Centre Bourse et Bonneveine. » (« Le Méridional », 3 août 1985). Se réjouit-on de cette vitalité ? Non, on réclame son éradication ou, au moins, son exil loin du centre. Il y a là un choix idéologique qui n'a rien à voir avec les lois du marché. Ce choix est bien sûr entaché de racisme, mais il favorise surtout la grande distribution. N'oublions pas que l'hypermarché est une invention française.

L'ENA CONTRE LES TRAFICS

« **DANS UNE SOCIÉTÉ** marquée par l'esprit d'entreprise et le désir de réussite, le trafic peut être l'instrument alternatif de la réalisation individuelle. Au sein de populations partageant une même condition sociale et un même destin se mettent en place des solidarités fondées sur un fort ressort identitaire. » « Les trafics s'enracinent dans des contextes locaux propres à chaque quartier. Certains d'entre eux ont un véritable "passé" en matière d'économie souterraine, et les trafics locaux n'y sont alors que le prolongement d'une histoire locale. Le trafiquant actuel, parce qu'il se place dans une perspective "historique", acquiert ainsi une sorte de légitimité. » « **Le "business" est souvent concomitant avec une activité légale (petit boulot, stage, ou tout simplement RMI).** De fait, pour toute une population de jeunes, le trafic vient combler les lacunes d'une économie officielle qui ne parvient pas à les occuper à plein temps et ne leur apporte que des revenus très faibles. Les activités informelles auxquelles ils se livrent durant leur temps libre ne rapportent pas forcément plus que les autres "petits boulots", mais créent moins d'obligations (ni horaires, ni chef) tout en leur permettant parfois de gagner la reconnaissance des leurs. Mieux, l'exercice de certaines activités, et notamment différentes formes de travail au noir, peut être un moyen d'utilisation ou d'acquisition de compétences. »

École nationale d'administration. Séminaire de questions sociales de la promotion Averroès 1998-2000. Territoires et sécurité. La lutte contre les trafics locaux

Bien sûr, l'économie de bazar génère aussi son lot de féodalités et une soif d'accumulation étrangement apparentée au capitalisme. En témoigne la fébrilité des courtiers de l'or dans le grand bazar d'Istanbul.

« *Il est urgent d'aborder le phénomène migratoire comme l'un des mouvements sociaux les plus puissants de notre temps, capable de dépasser les frontières nationales, de préfigurer une nouvelle citoyenneté, de faire preuve d'une réelle capacité coopérative, de mettre en place des réseaux d'une efficacité que nous aimerions voir à l'œuvre ici aussi* », s'enthousiasme Nico Sguiglia. Même si cette « nouvelle citoyenneté » reste un concept nébuleux, la capacité d'intégration au paysage local du *trabendo* et des formes de sociabilité qui l'accompagnent apporte un bol d'air frais à un corps social asphyxié par le travail et les médiations. C'est vrai pour la part honorable de ces échanges souterrains, dont les « notaires » informels assurent la bonne moralité grâce à leur entregent. Mais c'est aussi vrai pour leur part trouble (voir encadré ENA). Les jeunes cherchent à échapper à l'inactivité forcée en s'adonnant à des échanges de services et autres menus trafics autrement passionnants que les petits boulots déclarés. Et ce « tissu associatif » underground ne peut être réduit aux caïds et aux mafias de la drogue, mis sur la sellette par les médias.

« *Si on se noie en mer, on est de pauvres Nègres. Mais si on s'organise pour survivre, on devient des mafieux* », disait à une journaliste un Sénégalais sur le point de s'embarquer pour les Canaries. Outre la rage contre la police, les émeutes de l'automne 2005 ont aussi eu pour carburant le besoin de défendre l'honneur des quartiers. Et cet honneur réside entre autres dans ces tentatives d'échapper à la misère et à l'ennui.

Le labeur des gardes-chiourme est de cantonner la masse des nouveaux arrivants, célibataires et sans papiers, aux « bassins d'emplois en tension » (agriculture, hôtellerie, sécurité, BTP, service domestique, etc.). Et de parquer les rejetons du regroupement familial dans les réserves de banlieue. Si ces moricauds font preuve d'initiative en s'engageant dans l'économie informelle, on lâche contre eux gendarmerie, brigade financière et douanes, regroupées pour l'occasion dans un corps spécial. Au Mexique, l'insurrection civile que connaît actuellement l'État de Oaxaca mérite d'être prise en exemple. Aux côtés des instituteurs-trices et des paysan-ne-s, la mobilisation des vendeurs-euses ambulant-e-s est parlante. « *Nous allons provoquer une crise économique en bloquant les routes et en boycottant les enseignes multinationales. Nous remplacerons les centres commerciaux par des marchés populaires sauvages.* » Voilà une idée qui court le monde mondialisé... et dans cette volonté de ré-appropriation de l'activité humaine, les habitant-e-s des pays « sous-développés » ont un rôle à jouer. N'ayant pas subi deux siècles d'industrialisation, ils ont gardé une aptitude aux échanges horizontaux que l'Occident a bien besoin de redécouvrir[4].

Concluons en paraphrasant Peraldi : « *Ce qui définit ici le caractère informel de ces activités ne tient pas à leur extra, para ou anti-légalisme, mais bien plutôt à l'ensemble de barricades que dresse* » le système pour empêcher cette richesse sociale de se convertir en pouvoir. **Nicolas Arraitz**

AGIR

MIB
Mouvement de l'immigration et des banlieues, situé au 45 rue d'Aubervilliers, 75018 Paris.
http://mib.ouvaton.org
mib@no-log.org

« Si on se noie en mer, on est de pauvres Nègres. Mais si on s'organise pour survivre, on devient des mafieux ».

2. M. Peraldi, 2001, « Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers », Maisonneuve et Larose, p. 349.

3. A. Tarrius, 2002, « La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine », Balland, p. 50.

4. cf. S. Latouche, 1993, « La Planète des naufragés. Essai sur l'après-développement », La Découverte.

MONDIALISATION PAR LE BAS

« CE QUI NOUS colle à la peau, c'est qu'on serait de bons et fidèles ouvriers agricoles, forts en greffes et en irrigation. Les braves gens disent même que nous continuons les savoir-faire de nos ancêtres andalous... Moi, j'ai quitté la fac de Rabat en 1977 pour venir en France [...]. Quand je suis arrivé, je n'ai pas eu vraiment le choix : si j'allais travailler à la terre, je pouvais devenir un "bon bougnoule", sinon, si je restais en ville, j'étais suspect de toutes sortes de déviations. Et comme je n'avais ni les moyens ni l'envie d'aller à l'université, eh bien j'ai choisi la bonne voie de l'Arabe bien intégré. [...] À Aniane, j'ai connu d'autres ouvriers dans les bistrots ; et les gens, en voyant que j'apprécie leur nourriture et le petit rosé du coin, m'ont proposé tel ou tel autre emploi en dehors de l'agriculture ; comme une promotion que l'on donne à quelqu'un qui se tient bien, qui est des nôtres, employé chez un peintre, manutentionnaire de magasin, ouvrier de chimie, etc. La réussite quoi, qu'ils pensaient [...]. Quand tout a changé, je n'en revenais pas. C'était comme le feu, la lave qui déferlait, entre 1990 et 1995, un barrage avait cédé sous la poussée des Marocains. Ils arrivaient par milliers, et c'était à qui trouverait les bagnoles, les fourgons, et les remplirait au mieux pour faire du commerce. Et on poussait tout le monde en ville pour habiter ensemble ; femmes et enfants suivaient et j'avais l'impression que, tout d'un coup, le Maroc était là. Comme s'il s'était agrandi et que nous, au Nord, nous avions la richesse. Tu penses que j'y suis vite passé [...]. Quand tu m'as accompagné, tu as vu : je mange comme toujours et je bois pareil, ici ou au Maroc. Pourtant les anciens copains d'Aniane, ils disent maintenant que je suis devenu un mafieux ou un islamiste. Pour eux, je pouvais pas réussir sans rester petit. Sans être coincé sous leur regard. »

(Une « fourmi » raconte son passage du salariat au trabendo, in Alain Tarrius, La Mondialisation par le bas, Balland, 2002, p. 56-57)

PREMIÈRE MUTINERIE CARCÉRALE DE GRANDE AMPLEUR, LA RÉVOLTE DES PRISONNIERS DU PÉNITENCIER D'ATTICA AUX ÉTATS-UNIS A ÉTÉ UN ÉVÈNEMENT MAJEUR DE LA LUTTE CONTRE LES PRISONS ET CONTRE LE RACISME.

La révolte d'Attica

PLUS DE TRENTE ANS DÉJÀ, plus de trente longues années se sont écoulées depuis ce matin bruineux du 13 septembre 1971 où les troupes fédérales prirent d'assaut la prison d'Attica (État de New York). Quand enfin la brume artificielle des gaz lacrymogènes se dissipa et que les premiers secours furent autorisés à pénétrer dans l'enceinte de la prison, on put dénombrer 43 morts et près de 200 blessés. Ainsi s'acheva la brève expérience politique des insurgés d'Attica. Ce fut l'assassinat de George Jackson, un des leaders des Black Panthers, qui joua le rôle de détonateur dans ce qui demeure la plus importante révolte carcérale du XX[e] siècle. La révolte d'Attica survint dans un contexte politique très agité : sur le plan intérieur, la contestation faisait rage (mouvements d'émancipation noir, gay, féministe, contre-culture, pacifisme...) ; sur le plan extérieur, les États-Unis étaient embourbés dans la guerre du Vietnam et bombardaient « secrètement » le Cambodge...

Parce qu'ils réussirent, le temps de leur rébellion, à constituer une « Commune » carcérale, ces détenus, ce composé hétéroclite de petits délinquants, d'objecteurs de conscience et de

On ne peut comprendre la révolte d'Attica et sa portée politique sans se référer au contexte de quasi guerre civile dans lequel elle se produisit.

Black Panthers, ébranlèrent l'ensemble du système judiciaire américain. « *Nous, prisonniers d'Attica, cherchons à mettre fin à l'injustice dont souffrent tous les prisonniers, quelle que soit leur race, leur confession, leur couleur. La préparation et le contenu de ce document ont été établis grâce aux efforts unifiés de toutes les races et de toutes les catégories sociales de cette prison* » (extrait de la déclaration du Comité de Libération d'Attica). Qu'une révolte de « taulards » puisse prendre la forme d'un véritable processus démocratique et susciter auprès de l'opinion publique un soutien croissant, voilà ce qui était proprement intolérable pour le pouvoir ! Dans une scène célèbre d'*Un après-midi de chien*, un film de Sydney Lumet (1975), on voit la foule rassemblée autour d'une banque assiégée par des policiers prendre parti pour les braqueurs ; elle reprend en cœur le cri lancé par Al Pacino (un des hors-la-loi amateurs) « *Attica ! Attica !* ». Ce cri, c'est le rappel d'un massacre d'Etat mais aussi la démonstration que l'illégalisme, le refus actif de la loi, peut prendre la dimension politique d'une contestation de l'ordre établi : dénonciation de lois et de pratiques racistes, exigence de justice sociale, volonté d'auto-organisation, de démocratie effective.

BIENVENUE À DISNEYLAND

« *Ce qui m'a frappé, peut-être avant tout, à Attica*, explique Michel Foucault, *c'est l'entrée, cette espèce de forteresse factice dans le style de Disneyland, où on a donné aux miradors des allures de tours médiévales flanquées de mâchicoulis. Et, derrière ce paysage plutôt grotesque qui écrase tout le reste, on découvre qu'Attica est une immense machine. C'est ce côté machine qui est le plus saisissant – ces interminables couloirs bien propres et bien chauffés qui imposent à ceux qui les empruntent des trajectoires bien précises, calculées de toute évidence pour être le plus efficace possible, et en même temps le plus facile à surveiller, le plus direct* »[1]. Par-delà le kitsch de son architecture extérieure, le pénitencier fédéral d'Attica apparaît d'abord comme une machine, une belle mécanique, quelque chose de froid, d'hygiénique, de bien organisé ; quelque chose de terriblement efficace comparé aux prisons françaises d'alors (et, en grande partie, d'aujourd'hui), ces lieux vétustes, décrépis et souvent d'une saleté repoussante. L'imposante machinerie d'Attica rassemble en un même espace trois figures spécifiques de l'enfermement : l'usine, le zoo, le camp de concentration.

Les couloirs d'Attica, ces segments de droites qui se coupent et se prolongent selon des trajectoires et des angles optimisés, assurent une circulation fluide et parfaitement régulée entre les quartiers d'hébergement (cellules) et de gigantesques ateliers : métallurgie, fabrication de matelas, confection de chaussures, etc. Le gouverneur de New York, Nelson Rockfeller, le petit-fils du célèbre milliardaire, a fait des prisons de son État de véritables camps de travaux forcés. Le salaire moyen d'un détenu tourne autour de 40 cents par jour. Cette surexploitation des prisonniers n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dans la tradition des manufactures carcérales qui proliférèrent en Occident tout au long du XIX[e] siècle. L'introduction du travail dans les prisons obéissait à deux impératifs : il devait être à la fois élément d'équilibre budgétaire – de sorte que l'entretien du détenu coûte le moins cher possible au contribuable – et instrument d'éducation, de correction des détenus.

ZOOLOGIE

Malgré la position d'un œilleton en son centre, la traditionnelle porte d'acier garantit au détenu une certaine intimité dans sa cellule. De simples barreaux par contre n'en permettent aucune, ils laissent filtrer en permanence la rumeur des âmes damnées, les pestilences de la ménagerie et surtout les regards inquisiteurs des geôliers. Plus qu'une succession horizontale de longues tiges de métal, plus qu'une simple

1. « A propos de la prison d'Attica », « Dits et écrits I », Quarto Gallimard
2. « Le goulag américain », Burton-Rose, L'Esprit frappeur.
3. « Les prisons de la misère », Loic Wacquant, Liber.
4. cité par Michelle Perrot in « Les ombres de l'histoire », Flammarion.

LES PREMIERS MOMENTS DE LA RÉVOLTE

PROGRESSION DES SECTIONS D'ASSAUT, ÉQUIPÉES DE MASQUES À GAZ ET DE RÉSERVOIRS D'OXYGÈNE, DANS LA BRUME DES GAZ LACRYMO.

REVUE GÉNÉRALE ET FOUILLE AU CORPS.

grille matérielle, les barreaux constituent une véritable grille de perception : une sorte d'incitation permanente, inscrite à même l'espace carcéral, à percevoir les détenus comme des bêtes fauves. Quand on place quelqu'un dans une cage, ce n'est certainement pas pour le réinsérer ou lui apprendre le respect de la loi, mais bien plutôt pour l'animaliser, lui dénier le statut de personne et les droits s'y attachant (l'un des plus élémentaires étant le droit à l'intimité).

Comme en témoigne le roman d'Edward Bunker, *Animal factory*, l'exercice d'une violence domesticatrice et punitive exige l'animalisation préalable du détenu. La violence matérielle et symbolique de la mise en cage compromet d'avance toute entreprise de resocialisation. L'hypocrisie de l'éternel discours sur la « réinsertion » du détenu n'est pas tant le fait de la « pénitentiaire » que de la société elle-même.

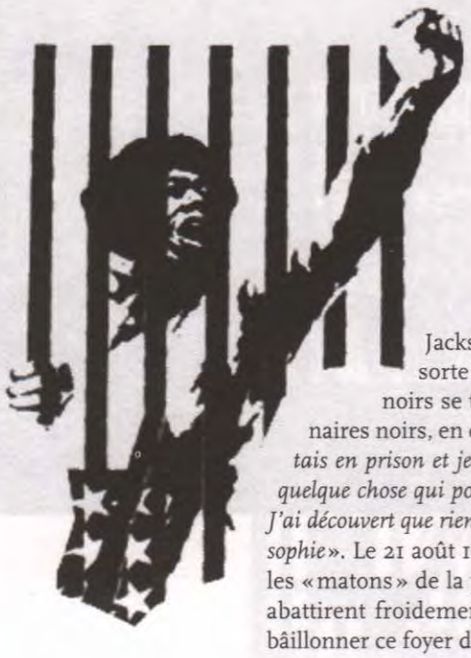
« *Jails are concentration camps* » (« les prisons sont des camps de concentration ») pouvait-on lire sur les banderoles qu'en soutien aux insurgés d'Attica des manifestants brandissaient dans la ville voisine de Rochester. La prison américaine assure vis-à-vis de la population noire une fonction d'élimination massive. Elle n'élimine pas physiquement (du moins pas de manière directe) les Afro-américains mais réalise leur mise à l'écart radicale : c'est un instrument privilégié de ségrégation raciale. Il y a en effet une certaine continuité entre l'esclavage dont étaient victimes les noirs au XIX[e] siècle et leur internement massif au siècle suivant.

«SEARCH AND DESTROY»

On ne peut comprendre la révolte d'Attica et sa portée politique sans se référer au contexte de quasi guerre civile dans lequel elle se produisit. « *On peut décrire le fonctionnement du système judiciaire américain comme une "mission de localisation et de destruction" ("search and destroy") de la jeunesse noire* »[3]. Le harcèlement policier voire militaire (en 1965, à Los Angeles : violence de la répression du soulèvement noir du ghetto de Watts) de la jeunesse noire américaine débuta vraiment dans les années 60, au moment de la montée des mouvements d'émancipation noirs.

Les assassinats politiques du pasteur Martin Luther King et de Malcolm X ne doivent pas faire oublier le fait que ce furent les membres du Black Panthers Party qui furent la cible privilégiée de la répression policière. Le cas de Mumia Abu-Jamal, ancienne panthère noire toujours coincée dans le couloir de la mort, témoigne de cet acharnement. Face à la brutalité policière et aux violences racistes, les Panthères Noires se considéraient comme des résistants : leur veste en cuir noire et leur béret faisaient clairement référence à la résistance française. Au niveau de leurs références idéologiques, ils puisaient autant dans le livre rouge de Mao que dans l'existentialisme de Sartre ou *Les damnés de la Terre* de Frantz Fanon (penseur martiniquais). Dans la pratique, ils mirent en place non seulement des groupes d'autodéfense armée (contre les violences policières) mais aussi toute une politique sociale et culturelle : des « programmes de survie communautaire » et des services gratuits comme les dispensaires, les écoles, les transports vers les prisons etc. Et surtout, ce parti se distinguait des autres organisations noires (parfois très nationalistes et sexistes comme Nation of Islam) par sa volonté d'agir en association avec d'autres groupes progressistes comme les pacifistes (contre la guerre du Vietnam), les mouvements gay et féministes (voir les écrits de la panthère Angela Davis) etc. Devant le danger de l'émergence d'une vaste coalition de mouvements de gauche radicaux, en 1969, Edgar Hoover, le directeur du FBI, décréta le Black Panthers Party ennemi public numéro un et mis au point une opération de contre-espionnage, baptisée COINTELPRO qui dura dix ans : des dizaines de Panthères furent tuées lors de fusillades provoquées par la police, des centaines de membres et de sympathisants furent emprisonnés. Par la force des choses, les Black Panthers furent donc en première ligne dans les luttes carcérales. « *La lutte dans les prisons est devenue un front nouveau de la révolution* »[4] affirmait George Jackson, l'un des leaders des Panthers. Le cas de Jackson est emblématique, condamné à vie en 1961 pour un vol de 70 dollars dans une station d'essence, il se forma en prison, à la lecture de Karl Marx, d'Adam Smith, de Frantz Fanon et d'autres penseurs. Les jeunes qui comme lui n'avaient pu accéder ni à l'éducation ni à l'emploi, ceux qui avaient été forcés à s'auto-éduquer en prison, il les appelait, dans ses écrits, les « *intellectuels du lumpenprolétariat* » (chômeurs, délinquants, marginaux...).

Les prisons étaient devenues en effet pour les jeunes noirs américains de véritables centres de formation politique. Des livres comme le *Manifeste communiste* ou le *Livre rouge* de Mao étaient réécrits à la main dans un langage simplifié et utilisés dans des groupes d'alphabétisation de base. Des journaux, toute une littérature de prison étaient produits par les détenus, on faisait parvenir clandestinement les manuscrits à des éditeurs extérieurs. Le livre même de Jackson, *Les Frères de Soledad* (Folio, intro de Jean Genet), circulait de main en main dans les prisons américaines où on se l'arrachait. La libération des esprits devait devenir une arme contre l'oppresseur. ■■■



Jackson mettait toute son énergie à faire en sorte que la mentalité des jeunes paumés noirs se transforme en mentalité de révolutionnaires noirs, en conscience politique. « *J'étais révolté. J'étais en prison et je regardais autour de moi pour découvrir quelque chose qui pourrait vraiment faire enrager les matons. J'ai découvert que rien ne les faisait autant enrager que la philosophie* ». Le 21 août 1971, prétextant une tentative d'évasion, les « matons » de la prison californienne de Saint Quentin abattirent froidement Georges Jackson. Il était temps de bâillonner ce foyer de dissidence...

« ENTENDRE LE GRONDEMENT DE LA BATAILLE »[5]

La mort de George Jackson suscita dans l'ensemble des prisons américaines un grand vide, une vive émotion, un sentiment de révolte. Alors que cette mort était survenue en Californie, de l'autre côté des États-Unis, elle déclencha presque aussitôt une grève de la faim spontanée, suivie par un grand nombre de détenus, dans la prison new-yorkaise d'Attica. Le 9 septembre 1971, les 1500 détenus du block cellulaire D décidèrent d'aller plus loin en organisant une mutinerie : ils prirent en otage 40 surveillants et s'assurèrent rapidement le contrôle général des bâtiments. La situation dans le pénitencier fédéral d'Attica était depuis longtemps explosive. Attica, c'était le dernier cercle de l'enfer carcéral américain : surpeuplement, régime ultra-disciplinaire et punitif, conditions d'hygiène atroces, soins médicaux inexistants etc. La mort de Jackson joua donc le rôle de l'étincelle qui met le feu aux poudres. Ce qui révèle le caractère déterminé, réfléchi et, d'une certaine manière, légitime de la rébellion des détenus de cette prison, c'est bien le ton et le contenu de la déclaration que fit le Comité de Libération d'Attica : « *Nous, prisonniers d'Attica, cherchons à mettre fin à l'injustice dont souffrent tous les prisonniers, quelle que soit leur race, leur confession, leur couleur. La préparation et le contenu de ce document ont été établis grâce aux efforts unifiés de toutes les races et de toutes les catégories sociales de cette prison. Il est établi, et de notoriété publique, que l'administration pénitentiaire de New York a transformé des institutions initialement prévues pour corriger socialement des individus en ces camps de concentration que l'on trouve dans l'Amérique actuelle. Compte tenu du fait que la prison d'Attica est l'une des institutions les plus classiques de cruauté organisée exercée sur les hommes, la liste de revendications qui suit a été adoptée. Nous, les prisonniers d'Attica, nous vous disons à vous les bien-pensants de la société : le système carcéral que vos tribunaux ratifient est la grimace terrifiante du tigre en papier, du pleutre au pouvoir. Manifeste respectueusement présenté à la société à titre de protestation contre les marchands d'esclaves, abjects et corrompus : le gouverneur de l'État de New York, le département pénitentiaire de l'État de New York, l'assemblée législative de l'État de New York, les tribunaux de l'État de New York, les tribunaux des États-Unis, le département des libérations conditionnelles de l'État de New York. Et ceux qui soutiennent ce système d'injustice. Cette liste de revendications va vous être présentée. Nous essayons d'agir selon la voie démocratique. Nous avons le sentiment qu'il n'est pas nécessaire de dramatiser ces demandes.* »[6] Suivent 26 revendications concernant : le droit à l'éducation, la journée de travail de 8 heures, les droits syndicaux, la possibilité de se doucher régulièrement, une nourriture digne de ce nom, l'accès aux soins... Un mouvement de soutien populaire s'organisa à l'extérieur. Le Comité de Solidarité avec les Prisonniers, un groupe fondé l'année précédente par les *Youth Against War And Fascism* (Jeunes Contre la Guerre et le Fascisme), rassembla de l'argent et loua des cars pour que les familles de détenus puissent se rendre à Attica. Le Comité de Solidarité fit en sorte également que les détenus puissent bénéficier d'une aide juridique en faisant appel à des avocats et juristes. Des membres du mouvement des droits civiques, des Black Panthers et d'autres groupes contestataires se rassemblèrent autour de la prison pour mener diverses actions : manifestations de soutien aux rebelles, sensibilisation de l'opinion publique, interpellations des hommes politiques etc. Les négociations devaient débuter le 13 septembre. Mais le jour J l'Etat envoya près de mille hommes, des fédéraux, des gardes nationaux, des sections d'assaut, qui par une opération coup de poing d'une extrême violence (armes automatiques, lance-grenade, hélico...) réussirent à reprendre la prison en moins d'une heure. L'assaut fit 43 morts, dont dix otages, et 200 blessés. Les autorités pénitentiaires prétendirent que les détenus avaient égorgé les dix otages. Mais les autopsies des médecins légistes révélèrent que les otages n'étaient pas morts la gorge tranchée mais des suites des blessures infligées par les tirs des forces de l'ordre ; ce qui fut confirmé par la commission d'enquête McKay de l'État de New York...

Malgré sa répression sanglante et la tentative de la criminaliser (en lui imputant la mort des dix otages), la révolte d'Attica provoqua une véritable onde de choc aussi bien dans les prisons américaines (vague de révoltes) que dans les prisons françaises. En France, grâce à l'action du Groupement d'Information sur les Prisons (GIP fondé par Foucault, Vidal-Naquet et Domenach), le gouvernement autorise en 1971 l'entrée dans les prisons de la presse quotidienne et des radios : « *Donc, en juillet 1971, on permet aux détenus de lire les journaux. En septembre 1971, ils apprennent la révolte d'Attica ; ils s'aperçoivent que les problèmes qui sont les leurs et dont ils se rendent compte qu'ils sont de nature politique, et pour lesquels ils sont soutenus de l'extérieur, que ces problèmes existent dans le monde entier. (...) Cela a conduit à une forme de révolte totalement différente. En décembre 1971, deux mois après Clairvaux, deux mois et demi après Attica, quatre mois après l'autorisation des journaux, un an après la fondation du GIP, une révolte a éclaté à Toul, comme on n'en avait plus connue depuis le XIX^e siècle : une prison entière se révolte, les prisonniers montent sur les toits, ils jettent des tracts, déploient des banderoles, font des appels au mégaphone et expliquent ce qu'ils veulent* »[7]. Certes, l'« Animal factory » américaine a réussi à éliminer physiquement George Jackson, mais son esprit et celui des Panthères Noires lui ont longtemps résisté... **Dénètem Touam Bona**

5. in « Surveiller et punir », Michel Foucault, Gallimard (Tel).

6. Extrait de « Au pied du mur », L'Insomniaque.

7. « Prisons et révoltes dans les prisons », « Dits et écrits I », Michel Foucault, Quarto Gallimard.

ISRAËL

QUEERUPTION

Interview d'Antoine, militant qui a participé aux Queeruptions.

Quel est l'objet des Queeruptions ?
C'est un espace pour que les queers tissent des liens au niveau international, tout en confrontant des modes d'action dans un espace précis, ici Israël. Le choix de Tel-Aviv s'est fait en réaction à la World Pride de Jérusalem, véritable usine à gaz permettant aux autorités israéliennes d'apparaître comme ouvertes et progressistes.

A quoi ressemble le mouvement LGBT là bas ?
Lors des actions de la Queeruption, nous ne pouvions pas toujours nous présenter en tant que queer. C'est compliqué de mettre de côté son identité tout en essayant de la défendre. La situation de guerre et l'omniprésence de la religion font que prendre position là-bas engage beaucoup plus qu'ici. Trois gays se sont fait poignardés lors de la Gay Pride !

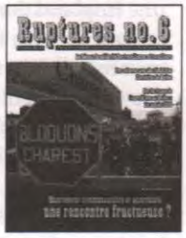
La guerre au Liban a-t-elle modifiée vos rencontres ?
Le nombre des participants s'en est trouvé amoindri. De plus, la pression policière et militaire a été accrue par la guerre. Lors d'une manif, la violence de l'armée israélienne a même surpris Israelien-nes et PalestiennEs qui s'y retrouvaient hebdomadairement pour protester contre le mur. La population, majoritairement pro-guerre, nous crachait dessus. Elle ne souhaitait pas nous voir investir l'espace public. Les positions radicales minoritaires représentent réellement un danger pour le bon fonctionnement de l'État sécuritaire d'Israël.

BELGIQUE

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS-TICKET

Après 5 années de procédure, et après avoir été acquittés en première instance pour l'ensemble des faits retenus : association de malfaiteurs, absence d'éditeur responsable et voyage sans titre de transport, « les 15 inculpés du CST se voient aujourd'hui contraints – Selon l'arrêt rendu par la cour d'appel – de payer au prix fort (près de 7 000 euros) ». On rappelle que nos camarades sont condamnés pour avoir revendiqué le libre et égal accès au transport dans le métro bruxellois, en prévenant entre autres des contrôles ou en distribuant une carte de transports gratuits. Les militants ont donc décidé de faire appel à votre soutien pour essuyer leur dette : « Au plus vite on en aura fini, au mieux ce sera. Au plus cette amende sera socialisée, au plus vite on en aura fini avec ce chantage institutionnel. Histoire que le patrimoine ne soit pas, comme l'induit l'arrêt, une simple affaire privée, vous pouvez nous aider en versant votre contribution (les versements de moins de 1 000 euros ne seront pas déductibles de vos impôts) ».

De France, vous pouvez payer par un simple virement sur le numéro de compte suivant :
Association sans ticket 068-2319901-76 Code iban : BE91-0682-3199-0176 / code bic : GKCCBEBB
Communication : soutien procès www.collectifs.net/cst



QUÉBEC

RUPTURES

RUPTURES, la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC), vient de publier son 6e numéro. Au sommaire : **« Mouvements communautaire et anarchiste : une rencontre fructueuse ? », « L'éducation populaire autonome », « Quel rôle pour les libertaires dans les luttes sociales ? ».** Toujours ancré dans les luttes sociales, la revue aborde la question du logement autour d'un article intitulé : **« Locataires en colère ! Locataires solidaires ! Au-delà des slogans, quelles pistes pour le mouvement ? »** ou encore **« Ainsi squattent-elles ».**
Collectif anarchiste La Nuit, a/s E-H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0, Canada ou http://nefac.net

TIMOR

LES BÉBÉS DE LA HONTE

UNE ENQUÊTE de l'ONU révèle que des membres de son personnel, après avoir mis des Timoriennes pauvres enceintes, les ont abandonnées avec leur progéniture, sans le moindre soutien financier. L'enquête a aussi dévoilé des cas de crimes sexuels. Le secret a été bien gardé à cause de la « peur, de la honte et de l'embarras » que ces situations peuvent causer dans un pays profondément religieux. Ces révélations interviennent alors que l'ONU s'apprête à renforcer ses « forces de maintien de la paix » dans la région.

POLOGNE

LES ANTI-AVORTEMENT EN RANGS SERRÉS

LA RÉGLEMENTATION polonaise autorise l'avortement en cas de viol, d'inceste, si la grossesse présente un danger pour la santé de la mère ou si le fœtus présente des lésions graves et irréversibles. **C'est encore trop pour la Ligue des familles polonaises qui, par le biais du vice-Premier ministre Roman Giertych, essaye d'inclure la protection de la vie prénatale dans la Constitution polonaise.** Celle-ci précise « que la république polonaise se doit d'assurer une protection légale à tout être humain », la Ligue des familles polonaises aimerait préciser « dès sa conception », ce dans le but plus que louable de réaliser les souhaits de feu Jean-Paul II.

CELIA IZOARD, TRADUCTRICE DE **LA RÉVOLTE LUDDITE**, DE KIRKPATRICK SALE, PARU RÉCEMMENT AUX ÉDITIONS L'ÉCHAPPÉE, NOUS DRESSE LE TABLEAU D'UNE ANGLETERRE EN PLEINE INDUSTRIALISATION, À LA FOIS BOULEVERSÉE ET EN RÉSISTANCE.

LA RÉVOLT

Propos recueillis par **Anita**
Mis en forme par **Rimso**.

Peux-tu nous situer le contexte social et historique dans lequel le mouvement luddite est apparu ?

Celia Izoard : Nous sommes en 1811 et cette espèce de grande poussée productiviste, la révolution industrielle, a commencé depuis environ quarante ans en Angleterre. Il y a énormément de mouvements, pensons à l'imagerie qui accompagne la révolution industrielle, les portraits de Dickens ou les enquêtes d'Engels. Il y a quelque chose de cataclysmique dans la ruée vers les gisements de charbon, le saccage de la nature décrit par les poètes romantiques, et dans la frénésie et l'affairement des nouvelles villes industrielles telles que Manchester et Liverpool. Une pauvreté d'une sorte nouvelle, des épidémies et des malformations récurrentes au sein des populations ouvrières, une croissance démographique sans précédent liée à la déstructuration de la famille. Dans les collines des Midlands ou du Yorkshire, donc du Nord et du Centre de l'Angleterre, cette révolution se caractérise par une implantation rapide d'immenses usines, avec un exode rural très conséquent lié au remembrement des terres et à la privatisation des terrains communaux.
Ce sont les activités traditionnelles du Centre et du Nord qui s'industrialisent les premières, le tissage de la laine et du coton, et la bonneterie. Kirkpatrick Sale défend de façon plutôt convaincante la thèse selon laquelle la révolution industrielle constitue une véritable rupture, un changement de civilisation. Il n'y a pas du tout lieu de la nuancer et de dire que, finalement, elle accompagnait des transformations de longue durée. Il s'agit bien de quelque chose de nouveau que Lewis Mumford, dans un livre[1] que cite Kirkpatrick Sale, a décrit comme une « poussée vers la barbarie » et un « appauvrissement de la question technique ». Une production massive supplante un artisanat très diversifié, très développé, qui donnait aux travailleur-euse-s une certaine maîtrise de ce qu'ils et elles fabriquaient.

Ces tondeurs de drap et ces tisserands se révoltent tant par rapport à leurs nouvelles conditions de travail qu'à cause du bouleversement de leur mode de vie qui accompagne l'arrivée des machines.

Il y a effectivement un ensemble de causes à ces révoltes. Kirkpatrick Sale insiste bien sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une révolte contre les machines elles-mêmes, contre une nouveauté technique face à laquelle les ouvrier-e-s se seraient opposés par principe. Le problème n'est pas la machine en soi mais ce qu'elle implique : dans le contexte de la révolution industrielle, la machine vise explicitement à la concentration du pouvoir et des capitaux, et ne fonctionne qu'à des échelles nécessairement très grandes avec des rythmes imposés. Très concrètement, cela signifie que les ouvrier-e-s vont devoir quitter leurs villages ou les petits ateliers et changer complètement de vie.
Ce début de XIXe siècle voit aussi l'invention de la conurbation, de ces ensembles pseudo-urbains avec une concentration de maisons construites à la hâte et un style de vie désastreux à de nombreux égards. Nous assistons à une déréglementation sauvage de toutes les formes d'encadrement du travail artisanal qui passe par la suppression de l'apprentissage et qui permet la pratique dite « du *colting* ». Elle consiste à employer des jeunes sans formation en les payant très peu. Cela transforme complètement une organisation du travail qui protégeait quand même les ouvrier-e-s. D'autre part, il y a résistance contre la nouvelle loi du marché qui s'impose à cette époque-là en Angleterre, puis dans le monde entier. Elle instaure la concurrence ; les produits sont techniquement beaucoup plus pauvres, dévalués et issus d'un travail déqualifié ; elle induit des modes de vie qui rendent les gens beaucoup plus dépendants de l'argent et des fluctuations du marché.
Kirkpatrick Sale insiste bien là-dessus : il ne s'agit pas de rendre la période pré-industrielle complètement rose mais de montrer que, dans la plupart des cas, nous sommes en présence d'une évolution catastrophique, caractérisée entre autres par une déréglementation du travail qui introduit un salariat-esclavage. On passe d'un statut d'artisan, d'ouvrier-e, avec plusieurs niveaux à quelque

E LUDDiTE

chose qui s'apparente à une lutte perpétuelle en termes de mode de vie.

Quels types d'actions ont caractérisé ce que nous appelons le luddisme ?

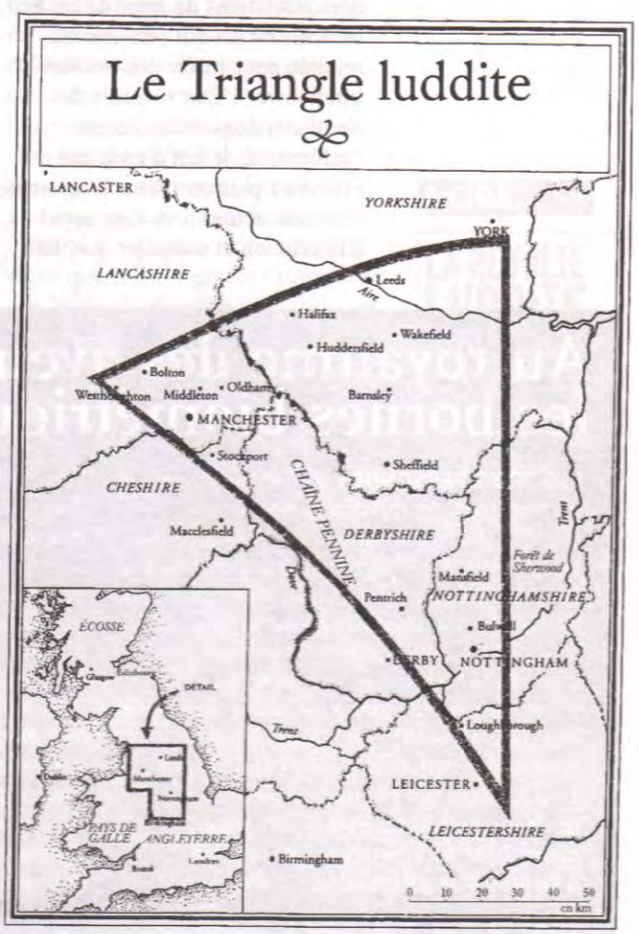
Le luddisme est un thème assez à la mode, on entend parler de néo-luddites, il est donc bon de savoir d'où cela vient. On ne connaît pas l'origine de ce mot ! Ludd est le chef des luddites, mais d'une manière qui rend la notion de chef intéressante puisqu'il semble ne pas avoir existé. Kirkpatrick Sale examine beaucoup de pistes quant à son origine. Ainsi, l'histoire d'un apprenti très fainéant qui aurait cassé le métier sur lequel il travaillait pour ne pas se mettre à l'ouvrage, d'où une expression locale «*to Ned Ludd*», «casser». C'est l'une des hypothèses. Il y a aussi un roi Ludd dans *Cymbeline*, de Shakespeare. En tout cas, d'abord dans les Midlands, le pays natal de Robin des Bois, dans la forêt de Sherwood, des personnes commencent à s'organiser en envoyant des lettres de menace aux manufacturiers locaux. De manière assez drôle, assez cocasse parfois, elles leur intiment l'ordre d'enlever ces «machines préjudiciables à la communauté». Suite à ces courriers, diverses actions commando sont menées. Des personnes très déterminées arrivent munies de gros marteaux, appelés marteaux Enoch et utilisés par les forgerons, et détruisent des métiers à tisser mécaniques, des tondeuses de laine, etc.
Le luddite type est un tondeur de drap du Yorkshire. les tondeurs formaient une sorte de corporation d'élite très soudée ; ils ont mené certains des raids les plus fameux, comme le raid de Rawfolds, sur lequel s'ouvre le récit de Sale. Ils ont eu beaucoup de sympathisants dans la population. Kirkpatrick Sale insiste bien sur l'aspect communautaire de la chose. Les raids luddites sont parfois menés par la quasi-totalité de la population d'un village ou d'un hameau. Les personnes sont liées et connaissent les manufacturiers de vue, voire personnellement. Les blessés sont cachés et soignés par les familles et les voisins. Autant de raisons pour lesquelles ces populations arrivent à livrer une sorte de guérilla très efficace, qui restera largement impunie.

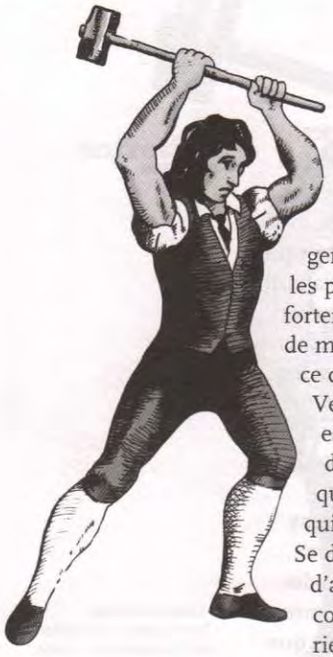
Cela étant, la quantité de métiers à tisser détruits pendant cette courte période (1811 à 1813) est phénoménale.

Il y a une quantité de bris de matériel assez folle. Les luddites sont aussi impulsifs que stratégiques. Ils s'attaquent également aux productions issues des machines : à plusieurs reprises, du drap de laine et des cotonnades sont brûlés, de la dentelle est déchiquetée. Parfois, des actions plus massives sont organisées. On se rend dans la maison des propriétaires d'une usine, d'une manufacture, pour les saccager, voire les incendier. Les domiciles des ouvrier-e-s qui collaboraient avec le plus de zèle à l'implantation de nouvelles usines ou à cette industrie sont aussi attaqués. Des vols d'armes et des cambriolages d'arsenaux sont réalisés à plusieurs reprises, même à l'occasion d'émeutes populaires. En fait, les actions luddites on l'air de se situer à un carrefour entre des traditions politiques diverses, certaines nouvelles et d'autres plus anciennes. On y trouve des formes d'organisation très formalisées, avec des rencontres sur un mode presque militaire sur la lande déserte, la nuit, des visages noircis avec du charbon et le port du foulard pour se cacher. Comme nous aujourd'hui dans les manifestations. Ils ont un système de serments et d'affiliations, comme dans les loges maçonniques ou dans d'autres organisations secrètes, que E. P. Thompson a décrit dans *La Formation de la classe ouvrière anglaise*. Cela se télescope avec des formes plus traditionnelles, comme les révoltes paysannes. Pendant que les bris de machines sévissent, se déroulent des révoltes frumentaires, ou émeutes de la faim (du blé, du pain), qui se rapprochent de ce que nous appelons aujourd'hui autoréductions : des personnes du village, des femmes pour la plupart, viennent sur le marché et exigent ■■■

1. Lewis Mumford, «Technique et Civilisation», trad. D. Moutonnier, Seuil, Paris, 1950.

Des personnes très déterminées arrivent munies de gros marteaux et détruisent des métiers à tisser mécaniques, des tondeuses de laine, etc.





des produits moins chers, ou gratuits. Et ce type d'action se produit moins parce que les gens sont affamés que parce que les prix viennent d'augmenter fortement. En fin de compte, le bris de machines n'est qu'un aspect de ce qui se passe à ce moment-là. Vers 1812, un cap est franchi, qui est lié à la répression, au passage d'une loi sur le bris de machines qui punit de mort par pendaison quiconque s'attaque à celles-ci. Se développent alors des formes d'actions plus violentes, moins consensuelles. Des manufacturiers sont attaqués, voire tués.

Abordons plus précisément cette féroce répression. Peux-tu nous expliquer comment le gouvernement anglais a procédé ?

Ce qui se passe à cette époque-là, à partir de la fin du XVIII[e] siècle pour l'Angleterre, est intrinsèquement lié à la croissance de l'État. L'État-nation se dote de pouvoirs qui n'existaient pas du tout auparavant. Kirkpatrick Sale montre bien que l'industrialisation est tributaire de l'État moderne et que celui-ci est tributaire de l'industrialisation. La répression des luddites est l'une des premières démonstrations de force de cet État, démonstration qui sera ensuite réitérée pour mater des révoltes intérieures. L'État va tester de nouveaux dispositifs comme l'infiltration, le fait d'avoir des espions à plus ou moins long terme, des indicateurs. Il va faire appel à la délation et s'assurer que, lors des procès de luddites, des peines exemplaires soient prononcées. À plusieurs reprises, des procès en assises sont dirigés par des notables locaux, donc par une aristocratie et une bourgeoisie très partiales. Avant le vote de la loi instaurant la peine de mort, les condamné-e-s étaient déporté-e-s en Australie. Les indices les plus minces suffisaient à justifier les condamnations. Pourtant, la traque hallucinante qui est menée, la chasse aux luddites, n'aboutit pas du tout. Les luddites ne sont pas du tout prêt-e-s à se donner les unes les autres, leur solidarité est exemplaire. Nous sommes dans une période de guerre puisqu'il y a un blocus continental et que l'Angleterre mène une guerre contre Napoléon, l'ennemi absolu de la nation. Cette guerre a aussi un impact important sur la situation économique, la rendant encore moins supportable. En tout cas, la répression de la révolte luddite mobilise plus de troupes que celles qui sont envoyées pour combattre les armées napoléoniennes à la même époque. Kirkpatrick Sale décrit ces régions comme des zones occupées. On vit au milieu de la cavalerie et de détachements de soldats. Des rondes nocturnes sont effectuées. Cela aussi fait partie des nouvelles stratégies étatiques. Mais le gouvernement improvise : il n'y a pas encore de police, encore moins de police antiémeute. Les personnes qui font respecter la loi sont des volontaires, des petits propriétaires terriens, des clercs ou des magistrats. Des aristocrates et des manufacturiers emploient des milices privées à leurs frais.

Kirkpatrick Sale montre bien que l'industrialisation est tributaire de l'État moderne et que celui-ci est tributaire de l'industrialisation.

Un passage du livre décrit l'atmosphère qui règne à la même période dans le champ politique plus institutionnel. Au moment du vote de la loi sur la peine de mort, le poète lord Byron prend parti pour les luddites. Lorsqu'il fait son discours contre la peine de mort, à la Chambre des lords, il se heurte bien évidemment à un mur. Il est face à des personnes qui ne veulent rien entendre et qui sont convaincues par le progressisme ambiant. Rien ne doit enrayer le mouvement de la nouvelle révolution industrielle. Kirkpatrick Sale souligne l'alliance de la bourgeoisie industrielle montante et de l'aristocratie qui s'opère précisément à ce moment-là pour mater les luddites. Malgré son mépris pour le philistinisme et la vulgarité bourgeoise, l'aristocratie, par naïveté et par intérêt, s'engage à ses côtés dans la civilisation industrielle, rendant la notion de conservatisme complètement absurde, puisque l'industrialisation inaugure une ère de changement perpétuel. Mais Byron ne passe pas seulement par le Parlement pour convaincre, il publie des poèmes très cinglants dans les journaux :

On a plus vite fait des hommes que des machines/Et les bas rapportent plus que les vies/À Sherwood les gibets embelliront les collines,Signe que –comme le commerce– la Liberté fleurit !

Finalement, leur combat a-t-il abouti à une victoire ? Qu'ont-ils obtenu ?

Il y a plusieurs niveaux d'analyse possibles : une défaite d'ensemble, des victoires parcellaires d'ordre pratique et une victoire symbolique, –car les luddites ont marqué

Au royaume des aveugles, les bornes biométriques...

LES TROIS PERSONNES accusées d'avoir participé à la destruction de bornes biométriques de la cantine du lycée de Gif-sur-Yvette ont été jugées au tribunal d'Évry le 20 janvier. Il s'agissait d'une action commando réunissant une vingtaine de personnes, au cours de laquelle ces nouveaux dispositifs avaient été fracassés à la masse, au milieu d'une distribution de tracts. Les accusé-e-s et leur avocate, maître Irène Terrel, ont fait valoir que cette installation visait à conditionner les adolescents à ces technologies que les industriels et les politiques veulent généraliser. À commencer par la carte d'identité biométrique dotée d'une puce RFID, la carte Ines. Pour souligner le caractère dégradant et concentrationnaire de ces machines, ils ont été aidés de psychanalystes, sociologues et professeurs venus témoigner des méfaits des technologies de surveillance en milieu scolaire. Dans le camp adverse, aucun représentant du lycée n'est venu plaider en faveur des machines. Verdict : 3 mois de prison avec sursis et 10000 euros de dommages et intérêts. Les accusé-e-s ont fait appel de cette décision.

Pour soutenir les inculpé-e-s : chèques à l'ordre du Cheval Noir, 63 rue Georges Boisseau, 92110 Clichy.
contrebiometrie@no-log.org

l'histoire et la langue – en anglais, un luddite, c'est quelqu'un qui s'oppose aux nouveautés technologiques. Ce que représente cette lutte contre un « progrès » technologique présenté comme inéluctable est remarquable en soi. Rappelons que nous sommes à une époque où les structures de l'État que nous connaissons et de la grande industrie se mettent en place. Toutes deux s'appuient sur les colonies et le pillage de leurs ressources. L'Angleterre réussit même à contraindre l'Inde, où l'on produit traditionnellement des tissus de très grande qualité, à vendre coton et soie bruts à l'Angleterre pour qu'elle fabrique le tissu en usine et le lui revende ensuite. Nous sommes aussi dans un contexte intellectuel qui offre un étayage scientifique au coup de force de la modernisation : apparaissent des théories évolutionnistes qui présentent le « développement » comme un état de fait qui est nécessairement le produit d'améliorations historiques. Spencer, Malthus ou Darwin, à des niveaux très différents, décrivent et naturalisent un processus de développement alors considéré comme inéluctable. En face, des personnes armées de tout ce dont elles disposent comme connaissances, traditions, vie sociale encore assez riche s'opposent à cette évolution obligatoire. Aujourd'hui, nous avons intégré un certain nombre de poncifs : « On n'arrête pas le progrès », « La technologie est neutre », etc. À cette époque, tout n'est pas si évident. Du coup, le luddisme et ses variantes ont pu voir le jour. Il y a eu en France des ouvrier-e-s qui se sont révolté-e-s contre la grande tondeuse dans la région de Grenoble. En Allemagne, vers la moitié du XIX[e] siècle, également. Finalement, il y a eu des résonances luddites dans toute l'Europe. C'est déjà fondamental en soi parce que c'est une résistance peu valorisée, que l'on a depuis lors envisagée comme contre-nature. À l'époque, les marxistes parlaient de combats d'arrière-garde, de manifestations du caractère obtus de paysan-ne-s qui ne comprennent pas les bienfaits de la mécanisation, pas essentiel vers la révolution. Plus concrètement, pour revenir sur les gains, cela dépendait de la structure économique de départ. Selon les régions, il y avait des ouvrier-es qui étaient déjà plus ou moins prolétarisé-e-s avant l'implantation des usines. Elles et ils étaient en partie à la merci des marchands de drap locaux. Les tondeurs de drap du Yorkshire ont bien obtenu le départ de quelques manufacturiers et la fermeture de quelques usines. Kirkpatrick Sale insiste sur le fait que ces victoires sont dues aux rapports particuliers que les ouvrier-e-s entretenaient avec les manufacturiers, qui n'étaient pas réductibles au simple rapport marchand. Les liens parfois personnels ne permettaient pas une exploitation totale, l'ensemble de la communauté réprimait certaines actions par l'ostracisme. C'est ce qui se passa pour certains des fabricants. Le livre nous fournit l'exemple d'un manufacturier du nom de Cartwright qui s'engage férocement dans la répression anti-luddite et qui est finalement obligé de renoncer à la vie sociale locale parce que la pression est trop dure. Le coût des départs est même partiellement pris en charge par l'État, qui donne quelques sous aux manufacturiers pour qu'ils aillent faire autre chose ailleurs. Certaines machines furent donc enlevées, mais certains propriétaires attendirent juste que l'orage passe en augmentant momentanément les salaires. Le luddisme, parce qu'il a mal fini sur le plan juridique, a entraîné une grande désillusion sur ce type d'action et de nombreuses personnes se sont tournées vers le syndicalisme réformiste. Cela n'a pas été simple non plus car une loi de l'époque interdisait toute forme d'association ouvrière. Les nouvelles organisations se sont donc inspirées des sociétés secrètes luddites pour exister. Mais le réformisme s'est dans une certaine mesure aussi appuyé sur la défaite du luddisme. En tout cas, les bris de machines n'ont pas été vains. Des industries comme la bonneterie sont restées, pendant très longtemps, dans une tradition artisanale assez forte, échappant aux produits falsifiés et à toutes sortes d'impasses productivistes. Les ouvrier-e-s n'allaient à l'usine qu'en dernier ressort. Ils et elles ont résisté le plus longtemps possible en continuant à travailler à la maison. Les cadences étaient infernales mais elles et ils tenaient coûte que coûte à garder l'autonomie que leur octroyaient la vie villageoise et l'entraide. Il faut ajouter la possibilité d'avoir un champ cultivable, un jardin derrière chez soi et le fait de ne pas dépendre uniquement du salariat. À l'époque, les salaires étaient tellement bas que les ouvrier-e-s concurrençaient les machines. Au sujet de ce que les luddites ont gagné, on peut être optimiste et penser que l'avenir nous le dira. Kirkpatrick Sale le montre bien : la révolution numérique prend le relais de la révolution industrielle de 1800 et fonctionne un peu de la même façon. Elle verrouille aussi bien sinon mieux les possibilités d'émancipation, elle approfondit le saccage de la nature, elle déshumanise encore plus le travail. Il faut mettre un peu de Ludd dans tout ça. ■

Pour en finir avec la tyrannie technologique

Collectif, 192 p., 13,50 euros, parution en janvier 2007, L'Échappée

APRÈS LE TRAVAIL ET LE SOMMEIL, la troisième activité des Occidentaux est de regarder la télévision. 75 % de la population française possède un téléphone portable contre moins de 5 % il y a dix ans. Créée en 1998 dans un garage, la société Google est aujourd'hui cotée en bourse et valorisée à près de 75 milliards de dollars. Au cours des dix dernières années, les ventes d'antidépresseurs ont doublé.

Les nouvelles technologies, fer de lance et alibi d'une industrie obsédée par la rentabilité, participent chaque jour un peu plus à la destruction du lien social et à la disparition des formes anciennes de sociabilité, d'organisation du travail et de la pensée. Leur diffusion massive et leur omniprésence posent les bases d'une véritable mutation anthropologique comparable à l'apparition de l'écriture. Si l'alphabétisation fut bien souvent la compagne de l'émancipation, les technologies contemporaines préparent et organisent un monde fondé sur la vitesse, l'immédiateté, la superficialité, le profit et la mort. Écrit par plusieurs auteurs tirant leurs réflexions de leurs travaux militants ou universitaires, **Pour en finir avec la tyrannie technologique** dresse un panorama lucide et percutant de l'emprise des nouvelles technologies sur notre vie quotidienne.

À LIRE

La Révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation, Kirkpatrick Sale, traduit de l'américain par Celia Izoard, L'Échappée, 2006, 352 p.

NOUVEAUTÉS

Jean-Louis Sagot-Duvauroux, L'éclat
2006, 208 p.

DE LA GRATUITÉ

APRÈS Pour la gratuité, l'auteur revient dix ans plus tard sur une notion défendue par les anticapitalistes, mais qui est plus que jamais au cœur du capitalisme : journaux gratuits, téléchargements, télévision, promotions commerciales... La gratuité devrait être le fruit d'une prise en main collective allant à l'inverse de la marchandisation. La culture en devenant marchandise subit de plein fouet la gratuité. Toutefois, regrettons qu'il ne pousse pas plus la réflexion sur la collusion entre capitalisme et gratuité : travail gratuit, baisse de la qualité... La gratuité est aussi l'exacerbation du libéralisme qui nivelle par le bas nos vies.

John Newsinger
Traduit de l'anglais par Bernard Gensane
Préface de Jean-Jacques Rosat
Marseille, Agone, Bancs d'essais, 2006, 332 p.

LA POLITIQUE SELON ORWELL

DANS CETTE biographie politique de George Orwell, l'historien britannique John Newsinger remet ses principales œuvres dans leur contexte général qui, de son rejet de l'impérialisme britannique dans les années vingt jusqu'à sa mort au début de la guerre froide, permet de mieux comprendre l'itinéraire intellectuel et politique de l'auteur de **1984**. L'ouvrage intéressera d'autant plus le lecteur français qu'il ne disposait quasiment jusqu'alors que de la biographie honnête mais ancienne de Bernard Crick et des petits essais très personnels de Jean-Claude Michéa. De plus Newsinger apporte des éclairages nouveaux sur les débats de la gauche et de l'extrême gauche anglaise et américaine auxquels Orwell participa et qui conditionne sa pensée politique. Un livre, donc, qui renouvelle l'approche d'Orwell comme écrivain indéfectiblement fidèle à une conception du « socialisme de l'homme ordinaire ».

Rudolf Rocker
Préface de Miguel Chueca
Editions de la CNT-RP, 2006, 118 p.

LA TRAGÉDIE DE L'ESPAGNE

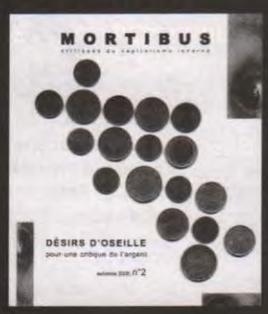
PUBLIÉ à la fin de 1937 en anglais, ce petit livre du militant anarcho-syndicaliste allemand Rudolf Rocker n'avait jamais été traduit en français. Il propose une analyse toujours aussi pertinente des enjeux et des rapports de force internationaux dans lesquels se déroulèrent les premiers mois de la révolution espagnole. Le rôle du capital étranger en Espagne y est présenté tout comme celui des États fascistes ou « démocratiques » et de l'URSS stalinienne. Écrit à chaud afin de contrer les propagandes mensongères des impérialismes et d'aider les anarcho-syndicalistes espagnols, elle impressionne par l'acuité et la qualité d'analyses qui, seules, permettent une véritable compréhension de ces événements, loin des images d'Épinal de l'antifascisme.
Le principal mérite de ce texte, même si l'on ne partage pas le choix de la solidarité sans failles de Rocker avec les responsables de la CNT-FAI, est sans nul doute de s'être opposé « au "mensonge déconcertant" des propagandes dominantes à une époque où la manipulation des esprits atteignit à des profondeurs dont il est difficile aujourd'hui de prendre l'exacte mesure », comme l'écrit son préfacier.

Coordonné par Nicolas Dessaux
L'échappée, coll. Dans la mêlée, 2006, 176 p.

RÉSISTANCES IRAKIENNES
CONTRE L'OCCUPATION, L'ISLAMISME ET LE CAPITALISME

NICOLAS DESSAUX, travaille depuis plusieurs années avec des révolutionnaires irakiens et iraniens, il anime aussi depuis 2003 le réseau Solidarité Irak. Ce livre est le fruit de cette collaboration. Il dresse un état des lieux d'une résistance irakienne à l'occupation résolument laïque, féministe et anticapitaliste. Après une préface très instructive, neuf entretiens avec des militant-es irakien-nes nous racontent l'histoire de ce pays dirigé d'une main de fer par Saddam Hussein, la première guerre du Golfe, les années d'embargo, l'occupation et surtout le quotidien de la population. Nous découvrons l'écrasement systématique des forces contestataires par un régime abject, les violences d'une société patriarcale, le conservatisme des nationalistes kurdes et les révoltes populaires. Les personnes interviewées parlent d'elles, de leurs parcours, de leurs familles, de leurs quotidien et bien sûr de leurs engagements. Ce livre donne la parole aux acteurs et actrices d'une résistance qui ne reçoit pas toujours le soutien international des forces progressistes que ses positions politiques, révolutionnaires et farouchement humaniste, mériteraient.

REVUES



MORTIBUS
CRITIQUE DU CAPITALISME INCARNÉ

N°2 : Désirs d'oseille, pour une critique de l'argent
Automne 2006 • 308 p. • 18 euros

MORTIBUS est une revue étonnante, puisqu'à mi-chemin entre l'art (de nombreuses créations graphiques émaillent les textes de chaque numéro) et la critique sociale radicale. Cette seconde livraison nous fait découvrir les dessous de l'argent, sales bien sûr, mais sous un angle assez inattendu. On y découvre ainsi la face cachée du pognon, sous ses aspects les moins reluisants : l'argent en nous, l'argent à nous, l'argent-excrément, l'argent-roi, l'argent-loi, etc. Une relative unité de ton, malgré des approches variées (psychologiques, économiques, sociales, philosophiques, artistiques, etc.) pour un numéro intéressant et agréable à lire. Les deux prochains numéros seront consacrés à la sexualité et au travail.

préface de N. Arraitz, postface de G. Paoli, Le Chien Rouge, 2006, 96p.

MANIFESTE DES CHÔMEURS HEUREUX

TEXTE FORT bien introduit par la préface et contextualisé par la postface. Ce document, réalisé par des chômeur-euse-s heureux-euses à Berlin et édité ici par l'équipe erroriste de **CQFD**, a le mérite de sortir des sentiers battus de la critique gauchiste du capitalisme. Le sacro-saint travail est attaqué ainsi que son corollaire : le manque de temps pour vivre. Pas de revendication, juste la volonté de pouvoir vaquer librement à « la recherche de ressources obscures ».

Mumia Abu-Jamal Le Temps des Cerises 2005, 262 p.

WE WANT FREEDOM UNE VIE DANS LE PARTI DES BLACK PANTHERS

L'OUVRAGE commence par l'engagement de Mumia lui-même. De la création de la section de Philadelphie, alors qu'il est encore adolescent. Mais au-delà du témoignage c'est une description complète du parti des Black Panther qui est dressé. Détruisant un à un les clichés qui sont généralement envoyés contre les panthères : « machistes, violents, isolés... » Accompagnés de nombreux exemples, Mumia agit en parfait avocat du parti qui bouleversa l'Amérique, et qui influença les révolutionnaires du monde entier. Le chapitre sur la répression est aussi particulièrement détaillé. Il explique ce qu'est le Cointelpro : un programme de contre espionnage dont il a lui même été victime, car rappelons-le : il est toujours enfermé dans les couloirs de la mort.

Alèssi Dell'Umbria Marseille, Agone, coll. « Mémoires sociales », 2006, 756p.

HISTOIRE UNIVERSELLE DE MARSEILLE. DE L'AN MIL À L'AN DEUX MILLE

CET IMPOSANT OUVRAGE retrace mille ans d'histoire de la plus ancienne ville de l'hexagone pour tenter de résoudre l'énigme que constitue Marseille dans l'histoire nationale. De la Respublica de Marselha du Moyen Âge, sorte de république autonome dans une Provence qui ne faisait pas encore partie de la « France », à la crise de la ville-frontière actuelle, normalisée et reléguée aux marges de la mondialisation capitaliste, il veut contribuer à une déconstruction de l'histoire politique et sociale de l'État-nation français. Partant du local, et de l'expérience de la cité médiévale comme lieu où la démocratie vient d'en bas, de la commune, et non d'en haut, de l'État, il interroge les rapports contradictoires de la ville avec l'État-nation pour identifier où et comment agissent les mécanismes de la domination. L'ouvrage se lit aussi comme une histoire de la plèbe et du « petit peuple » de la ville contre des élites locales toujours promptes à rallier le camp du plus fort, c'est-à-dire celui de l'État central et de sa capitale.

INCONTOURNABLE

LES FRÈRES DE SOLEDAD

George Jackson • Gallimard (Témoins) • 1971

GEORGE JACKSON n'a que dix-huit ans quand il se retrouve en prison. Après dix ans de résistance dans la geôle la plus dure de Californie, Soledad, il est devenu révolutionnaire. À travers sa correspondance, nous vivons sa prise de conscience politique au jour le jour. Le racisme de la société américaine est mis à nu par celui qui a juré de détruire le système qui oppresse ses frères et ses sœurs. Ce livre, dont la dernière édition date de 1977, est un « saisissant poème d'amour et de combat », comme le dit si bien Jean Genêt dans la préface. (Lire aussi sur ce sujet l'article « La révolte d'Attica » page 32).

NOUVEAUTÉS

LES GOULAGS DE LA DÉMOCRATIE

Angela Davis, Au diable Vauvert, 2006, 160p.

SOUS FORME d'entretien Angela Davis analyse, les soi-disantes « dérives » de Guantanamo à Abou Graïd (où des prisonniers irakiens étaient torturés humiliés et photographiés nu). Tout cela s'inscrit, en fait, dans la culture américaine mêlant sentiment de supériorité et impérialisme. L'auteure se situe dans la ligne abolitionniste, revendiquant l'abolition de l'esclavage, de la peine de mort et logiquement de la prison.

LA MÉMOIRE ET LE FEU PORTUGAL : L'ENVERS DU DÉCORS DE L'EUROLAND Jorge Valadas,

l'Insomniaque, 2006, 128p.

Sous forme de 16 textes courts, l'auteur nous présente de façon limpide la situation historique, économique, écologique et sociale du Portugal et donc la dure vie du prolétariat portugais. Le lien entre réchauffement climatique, capitalisme et migrations est en outre illustré. Sont présentés quelques investissements aberrants d'un point de vue écologique et social. Sont construits et financés des stades de foot et des golfs à bourgeois-es pendant que la paysannerie se meure. Les staliniens locaux en prennent aussi pour leurs grades pour leur rôle de fossoyeurs d'une possible révolution sociale au temps de la chute de la dictature.

HARCELEZ LES HUILES ! SUIVI DE LES REBELLES EN KAKI

2 textes sur la subversion dans les forces armées américaines pendant la guerre du Vietnam, SIA, 2006, 92p.

Cette brochure est, pour l'essentiel, une traduction de celle publiée en anglais par Antagonism Press au cours de l'été 2003. L'introduction démontre bien l'intérêt de sa lecture : « [...] Cette brochure n'est pas liée uniquement à une curiosité Historique quelque peu exotique. Elle pose en filigrane la question, incontournable, de l'activité subversive en direction, et au sein même, des forces armées au cours des périodes de fortes agitations politiques et sociales ou en période (pré-)révolutionnaire ».

BANDE DESSINÉE

LES PETITS RUISSEAUX :

SEX, ON FERA CE QUE L'ON POURRA, DRUG, SURTOUT CONTRE LE CHOLESTÉROL, AND ROCK'N ROLL, JE SUIS MEILLEUR EN MUSETTE

Rabaté, Futuropolis, 2006, 96 p.

TOUT EN DOUCEUR, sur le ton tranquille et les couleurs pastel d'un quotidien sans surprise, Rabaté dans un style de ligne claire, adapté au scénario optimiste, nous donne un album qui est une bouffée de fraîcheur.

Rompre avec les contraintes conventionnelles acceptées par habitudes pour se lancer dans l'aventure de ses rêves comme si l'on devait mourir demain et découvrir que rien n'est joué d'avance et que l'on peut espérer jusqu'au dernier souffle.

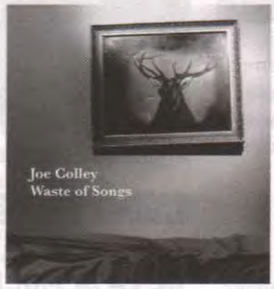
Alors oui, découvrez cette BD pour apprendre que vieillir cela peut être osé !

ROCÉ
IDENTITÉ EN CRESCENDO

«J'ai la marseillaise sifflée et le drapeau sous les semelles», commence Rocé dans son dernier album. Il y aborde les questions de l'identité, des appartenances et de l'intégration: «devoir s'intégrer à un pays qui est déjà le sien, c'est flairer, se mordre la queue, donc garder un statut de chien». Du fait de ses appartenances multiples, «avec ma tête de métèque, de juif errant, de musulman, ma carte d'identité suspecte, d'étudiant noir, d'rappeur blanc», le rappeur aborde la question du multiculturalisme, avec un discours toujours critique et engagé: «Arabe loin d'SOS Racisme et juif très loin d'Israël». Rocé nous offre un album de rap, avec des instrumentaux jazz très élaborés et un discours très propre et limpide, dans la lignée de la chanson française des Brel, Brassens, etc. Il veut «sortir le rap de l'enfance», mais pour autant il ne lui enlève pas son caractère revendicatif, issu du vécu quotidien. Il critique plutôt le rap commercial intégré à la société de consommation qui «alimente les fantasmes des jeunes bourges»... C'est un son plein d'espoir et de lucidité qui mérite largement d'être écouté.

www.identiteencrescendo.net

JOE COLLEY
LE SON VIVANT



MUSICIEN AMÉRICAIN AUTODIDACTE, Joe Colley explore depuis plus de quinze ans le son au travers de la production, de concerts, d'installations, de collaborations avec des danseurs et danseuses, des artistes vidéo, des prisonnier-e-s. Il crée une musique noise singulière et passionnante avec pour point central les phénomènes acoustiques et sonores et leurs capacités à développer une conscience très différente de celle des significations visuelles ou verbales. Il a notamment été récompensé cette année par un prix au prestigieux **Ars Electronica de Linz** (Autriche) pour son album **Psychic Stress Soundtracks**.

Allant d'ambiances hypnotiques à base de nappes à des bruits blancs agressifs en passant par des collages sonores, il développe une technique propre en créant ses sons à partir d'objets détournés ou détruits. Son inspiration artistique vient d'équipements, de disques ou de livres qu'il trouve dans les brocantes ou les poubelles. À partir de là, la chance fait son office et, en branchant divers appareils entre eux, il crée des systèmes instables qui génèrent des sons qu'il n'aurait pas forcément imaginés et les combine à des enregistrements de terrain, des feedbacks, des effets. La beauté des bruits du réel, une matière vivante en devenir, voilà sa vision de la musique; sa conception se doit d'être une prise de risque, les accidents font intégralement parties du résultat final.

Composant à ses débuts sous l'alias **Crawl Unit**, il utilise depuis 2001 son propre nom car, selon lui, il est illusoire de vouloir se dissimuler, tant la personnalité d'un artiste transparaît dans son œuvre. Il a collaboré avec des artistes comme **Francisco López**, **Jason Lescalleet**, **Randy H. Y. Yau**, et a été publié par de nombreux labels. On peut citer ses superbes disques **Stop Listening** sur le label **Ground Fault Recordings**, **Anthem. Static For Empty Life** et **Everyone Gets What They Deserve** sur **Crippled Intellect Productions**, **Desperate Attempts At Beauty** sur **Auscultare Research** ou son nouvel album sorti en septembre 2006, **Waste of Songs** sur le label québecois **Oral**.

Son manque de respect pour la valeur de l'art et de la culture et la nécessité de créer à partir de rejets de la société de consommation se retrouve aussi dans **Povertech Industries**, le label dont il s'est occupé du début des années quatre-vingt-dix jusqu'à 2003. Mis en place pour produire ses cassettes de **Crawl Unit**, le nom du label présente bien les intérêts de l'époque de Joe Colley: **Povertech** est une combinaison des mots poverty et technology. Ainsi, les sorties du label avaient pour jaquettes des photocopies, un graphisme très basique, des prix bas, un pauvre réseau de distribution et aucune promotion. Les artistes publié-e-s par **Povertech Industries**, souvent très connu-e-s dans la scène des musiques expérimentales, sont par exemple **Kiyoshi Mizutani**, **Eric Lunde**, **Eliane Radigue**, **MNortham** ou encore **The Hafler Trio**.

À travers son label ou son œuvre personnelle, Joe Colley remet en question son environnement en proposant une musique pertinente loin de tout conformisme que l'auditeur ou auditrice doit vouloir apprivoiser pour en déceler la beauté. Pour lui, le son représente la vie. **Yann**

RETOUR SUR...

ERWIN PISCATOR

EN POSANT LES BASES du «théâtre épique» que Bertold Brecht radicalisera, le metteur en scène allemand Erwin Piscator (1893-1966) est devenu le «père» du théâtre politique. Traumatisé par la Première Guerre mondiale dans sa jeunesse, il prend position contre l'armée et, plus tard, adhère au Parti communiste. Son théâtre veut montrer que l'essence de la réalité, c'est la lutte, et qu'il est possible de transformer le monde. Ses pièces sont elles-mêmes des «instruments d'histoire» et visent à agir sur le réel, par l'éducation comme par la propagande. «On peut tirer avec la culture et avec l'art comme avec des canons!», affirme-t-il. Il estime par ailleurs que le renouvellement du théâtre professionnel doit passer par le théâtre amateur; et que, pour représenter le monde contemporain, il faut utiliser les techniques de son époque. Celui que l'on surnomme «l'ingénieur du théâtre» met ainsi au point des dispositifs scéniques inédits. Il utilise la projection de film, le décor à étages multiples (**Hoppla, wir leben!, Hop là, nous vivons !**), la scène hémisphérique (**Rasputin**), le tapis roulant, le dessin animé satirique et les marionnettes (**Schweik**). Ses images projetées (photos, films d'archives et d'actualités, extraits de journaux) ont un but à la fois didactique et dramatique.

Avec Walter Gropius, fondateur du Bauhaus, il imagine un ambitieux «théâtre total» en trois dimensions, avec trois scènes et douze cabines de projection. Faute de financement, le projet restera à l'état de plan. Opposant au régime hitlérien (en réponse au fascisme, il préconise «une mobilisation totale de l'art»), il doit s'exiler en URSS en 1931. Il y réalise le film **La Révolte des pêcheurs de Sainte Barbara** et préside la Ligue internationale de théâtre révolutionnaire, avant de fuir l'épuration stalinienne cinq ans plus tard. Il émigre à Paris, puis à New York où il fonde une école de théâtre, le **Dramatic Workshop**. Sous la pression du maccarthysme, il rentre à Berlin-Ouest en 1951, où il monte notamment **Le Vicaire**, qui traite de la collaboration de l'Église avec le régime nazi. Obligé de repartir au bas de l'échelle, il finit par diriger le théâtre municipal la Volksbuhne mais partira de son plein gré, préférant la «profanation» de l'art à sa démocratisation. Leila

À LIRE
Le Théâtre politique, d'Erwin Piscator, éd. de L'Arche (1997).
Piscator et le théâtre politique, de Maria Piscator et Jean-Michel Palmier, éd. Payot (1983).

L'ENFERMEMENT À L'ÉCRAN

PRISONS, HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES, centres de rééducation, camps de rétention, etc., autant de structures de l'enfermement, autant de lieux conçus pour invisibiliser et normaliser les comportements jugés déviants, pour quadriller les corps et les consciences, les adapter aux processus de production capitaliste et à la discipline étatique. À l'heure où des scientifiques prétendent pouvoir détecter de futur-e-s délinquant-e-s dès l'âge de trois ans et où les mesures répressives se banalisent dans l'imaginaire collectif, il est important de rappeler que, loin de servir de remparts à la violence et à l'aliénation, les institutions de l'enfermement sont au contraire les lieux par excellence de légitimation de cette violence. Zones de non-droit, elles sont aussi des zones de non-existence, qui visent à faire oublier au monde les individu-e-s qu'elles enferment, à faire perdre à ces dernier-e-s toute trace de résistance et d'autonomie. Le GIP clamait: «Nous voulons entrer et voir». Documentaires et fictions permettent, bien que modestement, de redonner un visage et une parole à ces prisonnier-e-s contraint-e-s au silence et à l'obscurité. Anne Quadri

SHOCK CORRIDOR

Film américain de **Samuel Fuller**, 1963, 101 min

Un reporter obsédé par l'idée de remporter le prix Pulitzer se fait passer pour fou et interner dans un hôpital psychiatrique pour y mener une enquête policière. Fondé sur l'idée que l'Amérique elle-même est devenue un «asile d'aliénés», le film de Fuller ne se contente pas d'explorer les frontières floues de l'identité mais rappelle l'absurdité du système américain, qui ne peut pousser qu'à la folie mentale.

ZONZON

Film français de **Laurent Bouhnik**, 1998, 102 min

Trois hommes, issus de trois milieux différents, sont contraints de cohabiter ensemble pendant plusieurs mois en prison. Entre le braqueur de banque, le délinquant de banlieue et le jeune étudiant bourgeois, trois visions de la société et de la liberté, trois regards sur l'univers carcéral, ses frustrations et sa violence disciplinaire.

ANIMAL FACTORY

Film américain de **Steve Buscemi**, 2000, 98 min

Un jeune dealer, condamné à la réclusion à San Quentin, découvre sous la protection d'un condamné plus âgé la dureté du monde carcéral. Conflits ethniques, promiscuité, violence des matons et des détenus, etc., Edward Bunker, romancier et scénariste du film, ne perd rien de sa hargne quand il s'agit de dénoncer l'univers carcéral, cette «usine à déshumaniser».

THE MAGDALENE SISTERS

Film anglais de **Peter Mullan**, 2003, 120 min

Irlande, années cinquante. Une jeune fille violée par son cousin atterrit dans un couvent parce qu'elle a osé le dénoncer. Vu à travers les yeux de trois femmes recluses de force, le film démonte les rouages d'une société concentrationnaire, qui préfère enfermer et invisibiliser plutôt que de voir l'ordre patriarcal et religieux remis en cause.

L'EXPÉRIENCE

Film allemand de **Oliver Hirschbiegel**, 2003, 114 min

Des scientifiques enferment vingt volontaires, chargés d'endosser des rôles de maton ou de taulard, pour étudier leurs comportements, mais l'expérience dégénère. S'inspirant d'une véritable étude comportementale réalisée dans une prison américaine en 1971, le film interroge à travers chacun de ses personnages les mécanismes de soumission ou de rébellion face au pouvoir policier ou scientifique.

Œuvres de Mychel Blanc. Mychel Blanc, après avoir exploré ses propres puzzles, innove avec une écriture utopique, les bien-nommés idéotext.www.mychelblanc.com

Idéotext-Red Zone, 100x100cm

Anarchistic Bazaar, 65X92cm